L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes

panorama national 2010

Collectif National des Jeunes Urbanistes

la profession en marche !

Collectif National des Jeunes Urbanistes

L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes

panorama national 2010

Rapport final de la commission Insertion professionnelle du CNJU,
réalisé sur la base d'une enquête nationale à destination des promotions 2008 et 2009 de Master de l'enseignement supérieur (800 répondants).

juin 2011

www.cnju.fr

Sommaire

INTRODUCTION **5**

Modalité d'administration du questionnaire *6*
Structure et représentativité de l'échantillon *6*

1. LA FORMATION INITIALE DES JEUNES URBANISTES **9**

2. L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES URBANISTES : TRAJECTOIRES ET PERFORMANCES **11**

2. 1. LES MASTERS EN URBANISME : DES CURSUS PROFESSIONNALISANTS 11
Taux d'emploi dans le secteur de l'urbanisme *13*
2.2. LES COLLECTIVITES LOCALES ET LA CONSULTANCE PRIVEE : LES DEUX DEBOUCHES MAJEURS DE LA PROFESSION 17
Qui recrute des urbanistes ? *17*
Les fonctions occupées par les urbanistes *20*
Les missions exercées par les urbanistes *21*
2.3. CONDITIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLOMES DANS LE CHAMP DE L'URBANISME ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 25
La vitesse de l'insertion professionnelle *25*
Les modalités de l'embauche *27*
Le type de contrat de travail *28*
Le statut du salarié *32*
La rémunération *36*
Géographie de l'emploi dans le secteur de l'urbanisme *43*
2.4. L'ACCES DES URBANISTES A LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE 46

3. LES JEUNES URBANISTES ET LEUR PROFESSION : TEMOIGNAGES DE JEUNES DIPLOMES **53**

3.1. MESURE DU SENTIMENT D'APPARTENANCE A LA PROFESSION D'URBANISTE 53
3.2. COMMENT LES DIPLOMES SE PROJETTENT-ILS A DIX ANS ? 57
3.3 LA NOTORIETE DE L'OFFICE PROFESSIONNEL DE QUALIFICATION DES URBANISTES (OPQU) 58

CONCLUSIONS **59**

ANNEXE : LES 562 EMPLOIS D'URBANISTE **63**

TABLE DES ILLUSTRATIONS **83**

Introduction

En France, environ mille diplômés en urbanisme et aménagement du territoire font chaque année leur entrée dans la vie active. Ils obtiennent un diplôme national de master (DNM, BAC+5) et la grande majorité d'entre eux sont issus de l'université française. La plupart de ces formations existent depuis des décennies, sur la base des anciens Diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) et Diplômes d'études approfondies (DEA)[1].

Le Collectif national des jeunes urbanistes (CNJU), la Société française des urbanistes (SFU) et l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme (APERAU) se sont associés au début de l'année 2010 pour mener une grande enquête nationale sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés.

Celle-ci s'inscrit dans le prolongement d'une première enquête réalisée en 2008 par l'association Urba+ / réseau de l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP) et la SFU, qui avait permis de dresser un premier diagnostic du fonctionnement du marché de l'emploi et sur l'évolution des métiers et compétences dans le secteur de l'urbanisme.

Cette nouvelle enquête nationale, lancée en mai 2010[2] auprès des diplômés issus des dix-huit instituts et formations supérieures en urbanisme et aménagement du territoire membres de l'APERAU, est d'une ampleur inédite. L'enquête était adressée aux promotions 2008 et 2009 de Master, soit 2 000 diplômés au total.

L'enquête répond à plusieurs objectifs :

- **Évaluer en ce premier semestre 2010 les performances et conditions d'insertion professionnelle des promotions 2008 et 2009**. Il s'agit également d'évaluer les impacts de la crise sur l'insertion professionnelle de cette génération de diplômés particulièrement exposée au retournement de conjoncture sur le marché de l'emploi au cours du tournant 2008-2009. Les premières assises pour l'insertion professionnelle des jeunes urbanistes du 11 décembre 2008[3] furent déjà l'occasion de le mesurer concrètement à travers les témoignages des 250 participants.
- **Évaluer les effets de la fermeture de l'accès à la spécialité « urbanisme, aménagement et paysages » du concours d'ingénieur territorial aux diplômés de formations universitaires**. Cette restriction des conditions d'accès des urbanistes issus de formations universitaires n'est pas sans impact sur les conditions d'insertion professionnelle dans les collectivités locales.
- **Apporter un éclairage sur le fonctionnement général du marché de l'emploi en urbanisme afin de contribuer au débat sur l'organisation professionnelle des urbanistes**. Ce panorama national gagnera à être renouvelé chaque année pour constituer un « baromètre de l'insertion professionnelle des urbanistes ».

[1] Les Instituts d'urbanisme créés dans les années 1970 délivrent ces diplômes de 3e cycle et des doctorats d'université depuis le début de leur existence. Ils ont continué à structurer une offre de formation dans les années 1980 et 1990 avec les DESS en formation initiale et continue.

[2] Soit 8 mois après l'obtention du diplôme pour la promotion 2009 et 20 mois pour la promotion 2008.

[3] Organisées par Urba+ et la SFU en présence de Bernard Saint-Girons, alors Délégué interministériel à l'orientation. Un compte rendu de cet événement est disponible sur www.urbaplus.org.

Modalité d'administration du questionnaire

Composé de 33 questions (29 à choix multiples, et 4 questions ouvertes), le questionnaire de l'enquête a été élaboré au début de l'année 2010 et saisi en ligne sur l'application de *Google Documents* (https://spreadsheets.google.com).

Les plus importantes formations en nombre de diplômés ont répondu présentes à la sollicitation du CNJU qui s'est chargé d'administrer le questionnaire avec l'appui de ses associations membres (relances par e-mailing). Il s'agit des formations de Master délivrées par les instituts d'urbanisme et notamment de l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP), l'Institut français d'urbanisme (IFU), l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional d'Aix-en-Provence (IUAR), l'Institut d'urbanisme de Lyon (IUL), l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'Urbanisme de Bordeaux (IATU), l'Institut d'urbanisme de Grenoble (IUG) et l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de Lille (IAUL). Ces dernières peuvent en effet s'appuyer sur des associations d'étudiants et de diplômés déjà investies dans le suivi de l'insertion professionnelle des diplômés.

Structure et représentativité de l'échantillon

814 réponses ont été enregistrées. A l'issue du dépouillement, 800 d'entre-elles se sont révélées exploitables (soit plus de 98% de l'échantillon).

Avec un échantillon de 800 répondants, le taux de réponse est estimé à environ 40% des 2000 diplômés concernés par cette enquête. Les répartitions par promotion et par formation d'origine sont les suivantes :

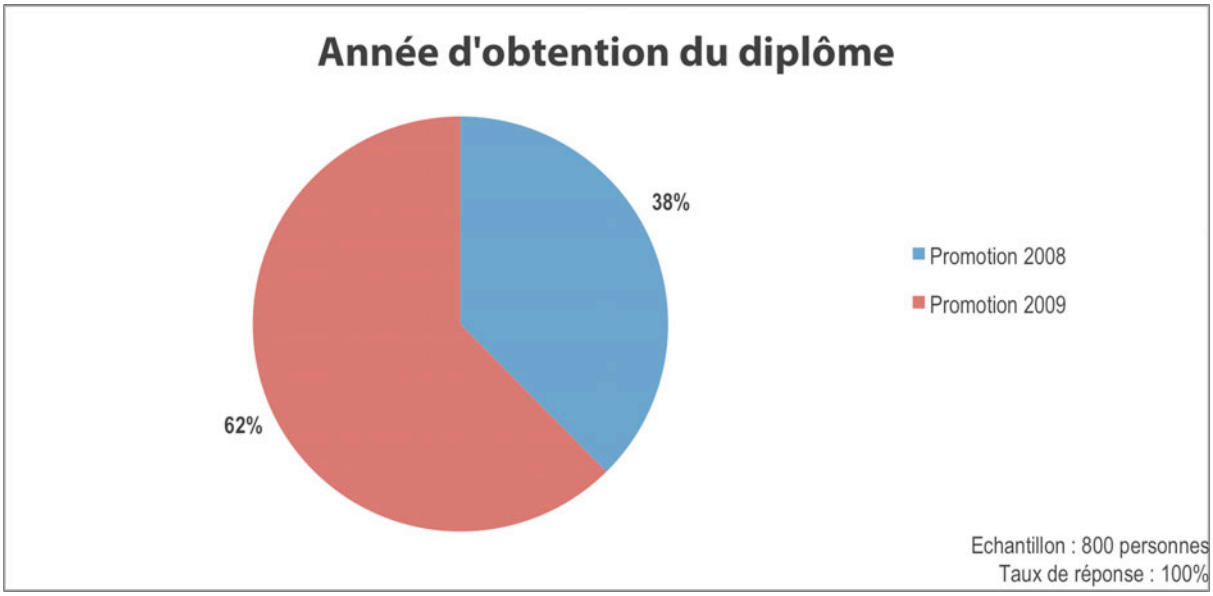

Figure 1. Année d'obtention du diplôme de Master

La promotion 2009 est surreprésentée dans l'échantillon (Figure 1. Année d'obtention du diplôme de Master) les diplômés de l'année 2008 étant plus difficile à mobiliser par les associations d'étudiants et de diplômés.

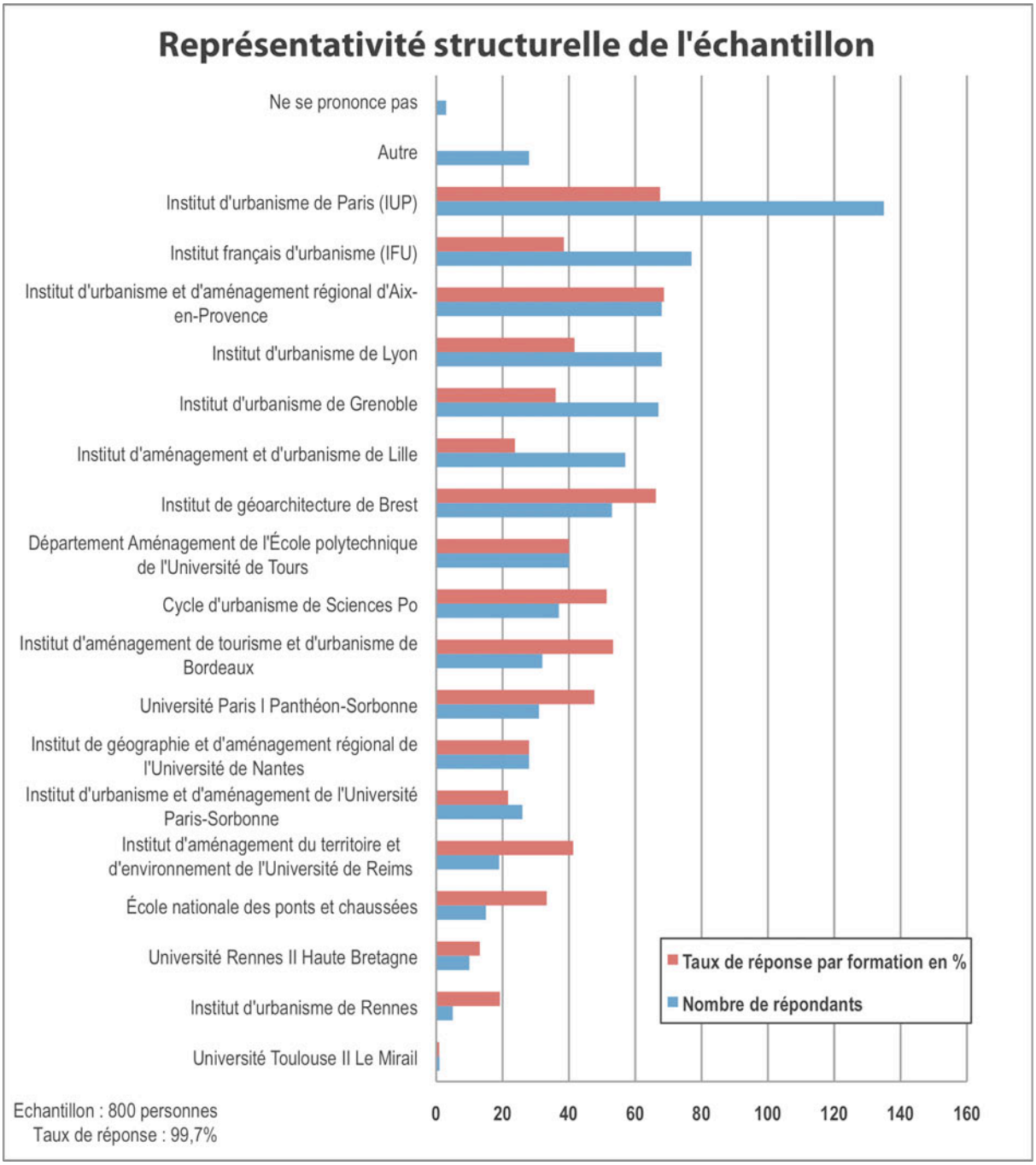

Figure 2. Nombre de répondants et taux de réponse par formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire (sur la base des effectifs totaux déclarés ou estimés)

En ce qui concerne la distribution par formation d'origine, toutes ont répondu. L'Institut d'urbanisme de Paris (IUP) fournit la principale cohorte de répondants en raison de la taille de ses promotions (autour de 120 diplômés par an). Mais rapporté à la taille de ses effectifs, ce score ne traduit pas une surreprésentation des diplômés de l'IUP par rapport aux autres instituts d'urbanisme dont 5 affichent des taux de réponse supérieurs à 50%.

On observe que la moitié des formations est représentée à au moins 40% de leurs effectifs, et un tiers à au moins 20%. **L'échantillon peut donc être considéré comme globalement représentatif.**

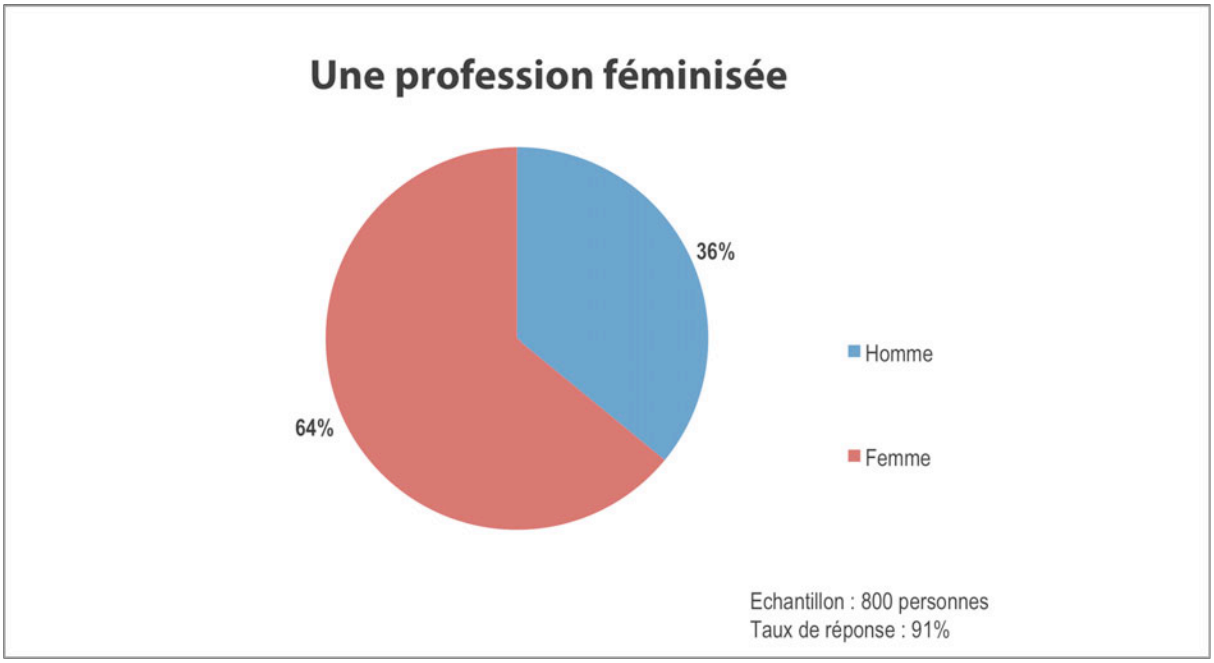

Figure 3. Répartition hommes/femmes de l'échantillon

La répartition hommes/femmes de l'échantillon donne à voir **une profession majoritairement féminine** : près de 2/3 des diplômés des formations supérieures en urbanisme et aménagement du territoire sont des femmes. Cette répartition était similaire dans l'enquête conduite par la SFU et Urba+ sur les promotions 2006 et 2007.

1. La formation initiale des jeunes urbanistes

Bien que les Masters en urbanisme concernés par l'enquête soient répertoriés comme des diplômes de formation initiale, les étudiants qui effectuent leur cursus de spécialisation en urbanisme sont déjà issus de formations initiales et d'établissements divers. Certains instituts d'urbanisme pratiquent une politique de recrutement axée sur une **grande diversité disciplinaire**.

Il s'agit ici d'identifier le parcours effectué par les diplômés avant leur entrée dans une formation en urbanisme et aménagement du territoire.

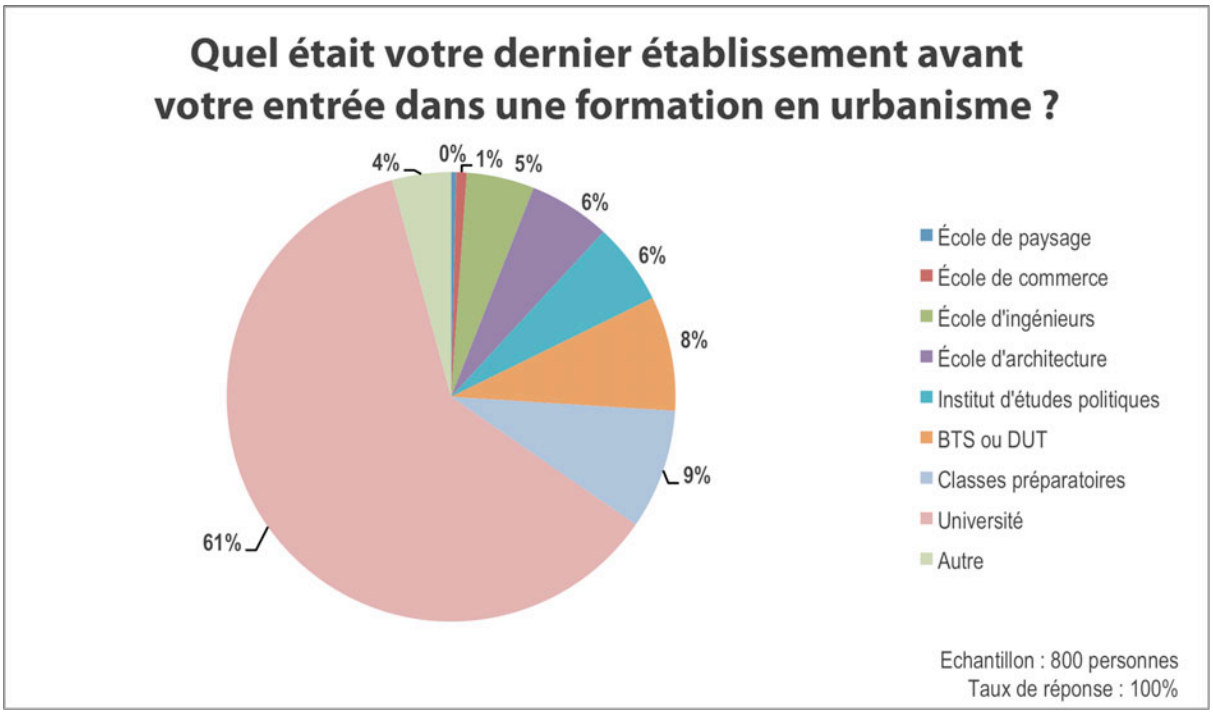

Figure 4. Type d'établissement d'origine avant le cursus de Master en urbanisme

La distribution par type d'établissement montre **une très nette présence des diplômés issus de l'université** (61% des réponses). Structurellement, elle s'explique par un facteur quantitatif : les universités forment plus d'étudiants que l'ensemble des autres types d'établissements (grandes écoles, grands établissements, BTS, etc.).

Cette prédominance de formations universitaires recoupe des profils disciplinaires multiples avec une **grande majorité de diplômés en géographie** et/ou en aménagement du territoire (45% des réponses).

Cette surreprésentation de géographes est conforme à la réalité du paysage des formations de l'enseignement supérieur en France : en effet, les formations supérieures en urbanisme et aménagement du territoire sont presque toutes assurées par des universités.

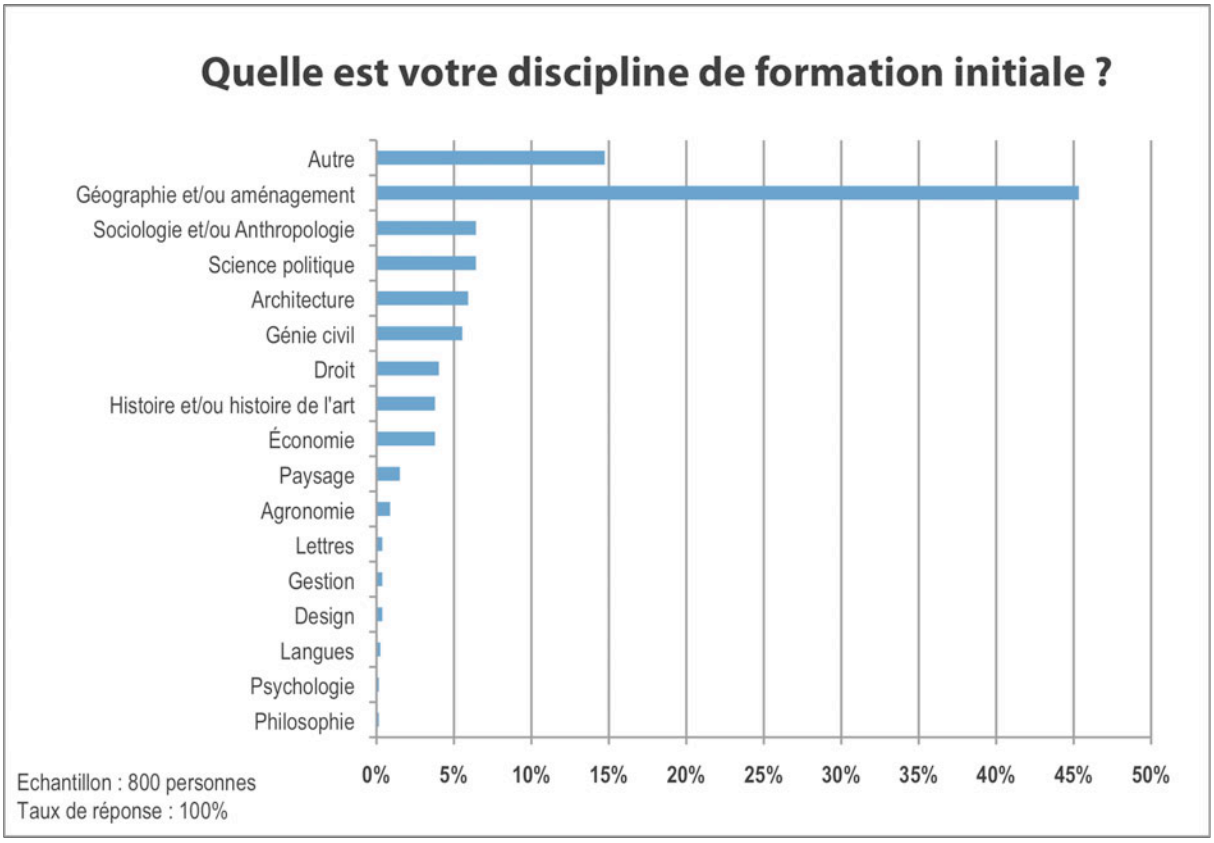

Figure 5. Formation initiale des diplômés en urbanisme

Dès lors, les masters en urbanisme s'inscrivent dans la continuité des cursus des diplômés de Licence d'université. Surtout, il y a une **filiation historique** et typiquement française entre l'enseignement de l'aménagement du territoire et celui de la géographie. Les Masters en aménagement du territoire sont très souvent délivrés par des UFR de « géographie et d'aménagement », le terme d'« aménagement » étant ici le diminutif « d'aménagement du territoire » et non d'aménagement opérationnel qui est un domaine de compétence spécifique de l'urbanisme, pratiqué essentiellement par les « aménageurs » (SEM, aménageurs-lotisseurs, établissements publics fonciers ou d'aménagement).

Ces diplômés en géographie et aménagement du territoire ont donc des profils généralistes à mi-chemin entre sciences sociales et sciences de la terre (géographie humaine et sociale, géomorphologie, études topographiques, démographie, milieux écologiques, SIG et télédétection, géographie économique et régionale)[4]. **De ce fait, ils sont déjà familiarisés à l'analyse spatiale et aux diagnostics de territoire**.

Dans le cadre de nos analyses (tris croisés, approches factorielles), il conviendra de **dissocier les cursus universitaires des formations délivrées dans d'autres types d'établissements** tels que : les Instituts d'études politiques (IEP)[5] ; les classes préparatoires ; les écoles de commerce ; les écoles d'ingénieurs ; les écoles d'architecture ; et les formations supérieures en paysage.

Ces formations ont été regroupées dans une catégorie intitulée « Autres ».

[4] Assimiler ou cantonner leur cursus universitaire à des « sciences molles » est ainsi largement inexact.

[5] Bien que rattachés au système universitaire (excepté celui de Sciences Po Paris), les Instituts d'études politiques (IEP) ont le statut de Grand Établissement. Dotés de moyens humains et financiers largement supérieurs aux formations universitaires classiques, dispensant des méthodes de travail singulières, ils ont donc été regroupés dans la catégorie « Autres ».

2. L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes : trajectoires et performances

L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes se prépare, dans le cadre de leur cursus de master, avec le suivi d'un ou plusieurs stages. Depuis l'origine des DESS, ces stages constituent, avec l'atelier pratique en urbanisme[6], la meilleure mise en situation professionnelle possible.

2. 1. Les masters en urbanisme : des cursus professionnalisants

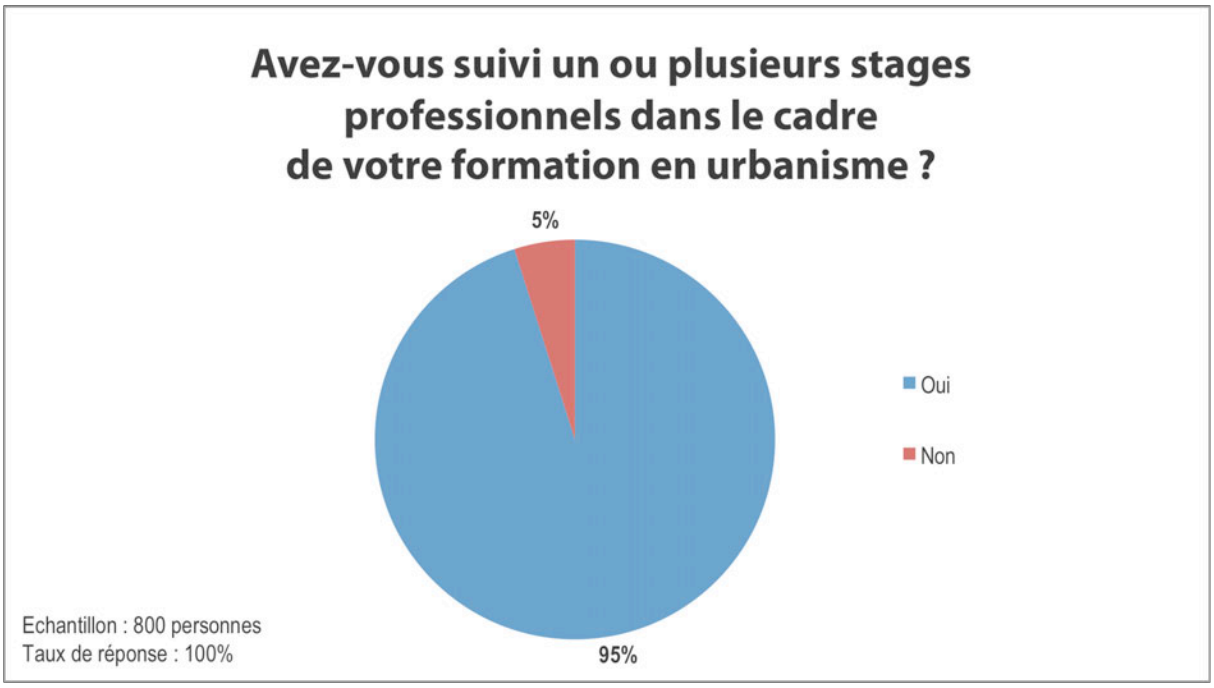

Figure 6. Suivi d'un stage professionnel dans le cadre de la formation de Master en urbanisme

La quasi-totalité des répondants a effectué au moins un stage au cours du master (95% des répondants ont effectué au moins un stage au cours de leur master d'urbanisme). Toutefois, malgré l'obligation d'inclure un stage dans le cursus de master, il est étonnant que certains étudiants puissent encore « être exemptés » de stage (5% des répondants), d'autant plus que les statistiques d'insertion professionnelle, dans la partie suivante, montrent l'importance du stage dans l'obtention du premier emploi.

[6] *Ces ateliers de plusieurs mois se déroulent le plus souvent sous la direction d'un urbaniste consultant. Ils peuvent faire l'objet d'une véritable commande publique de la part d'un maître d'ouvrage (collectivité locale, établissement public).*

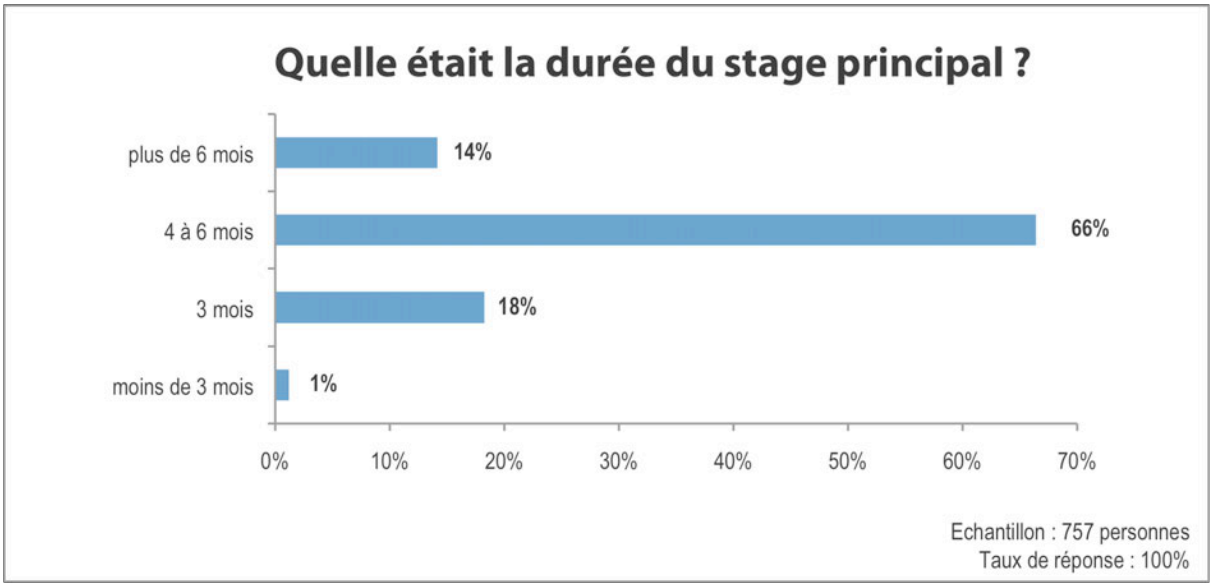

Figure 7. Durée du stage principal

La grande majorité des stages réalisés (81%) est supérieure à quatre mois, ce qui est conforme avec le règlement du Diplôme national de master, édicté par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. La plupart des masters proposent des stages de fin d'études, en deuxième année, d'une durée minimale de quatre mois.

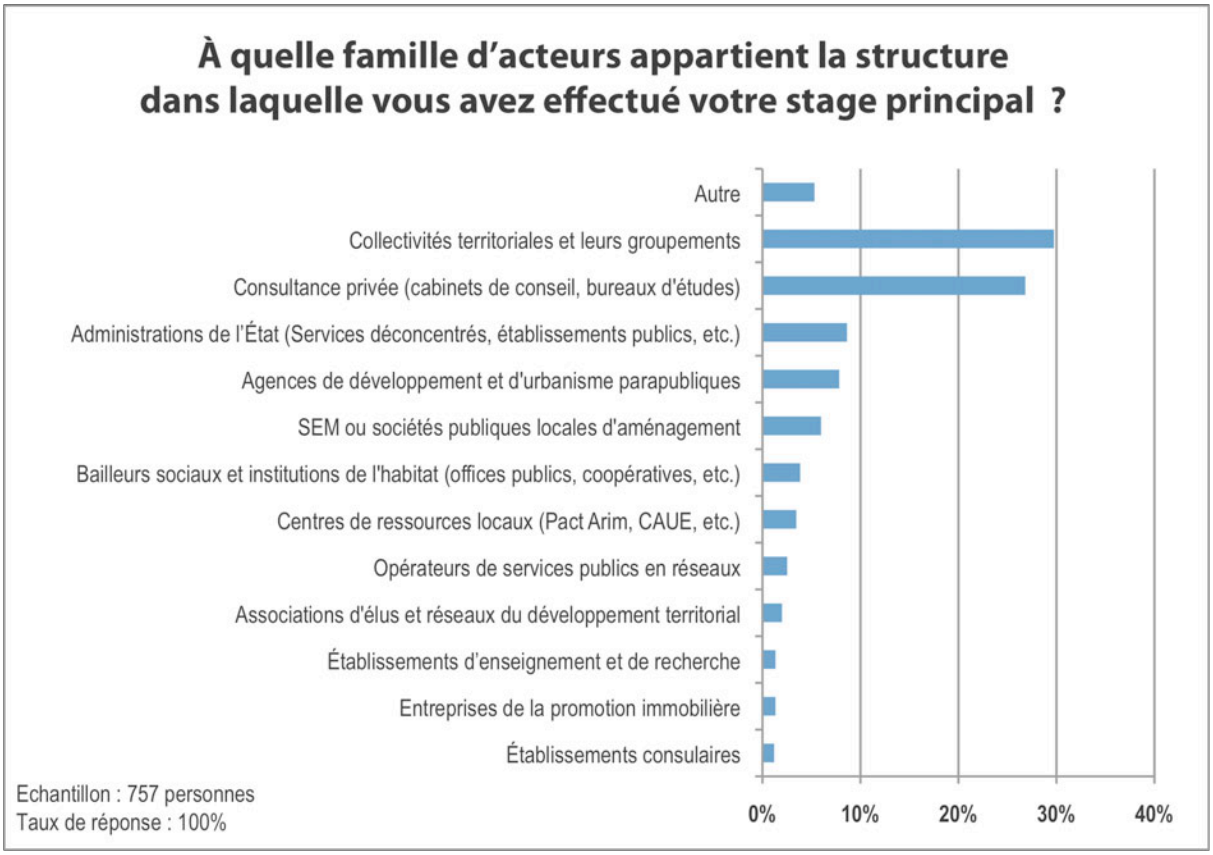

Figure 8. Famille d'acteurs de la structure dans laquelle le stage principal a été effectué

Les collectivités territoriales et la consultance privée (bureaux d'études et cabinets de conseil) **sont les deux débouchés majeurs** pour les stagiaires de master, 57% des répondants ont réalisé leur stage dans l'un de ces deux types de structure. Cette tendance se retrouve également pour le premier emploi (voir deuxième partie).

Taux d'emploi dans le secteur de l'urbanisme

Le taux d'emploi dans le milieu professionnel de l'urbanisme est l'indicateur clé pour évaluer la bonne adéquation entre la formation des diplômés et le marché de l'emploi. Au-delà de l'évaluation de cette adéquation entre le diplôme et ses débouchés, la mesure du **taux d'emploi dans l'urbanisme** permet également de donner un indicateur plus global sur la dynamique du marché de l'emploi, c'est-à-dire la demande d'emplois du secteur. Afin de saisir ces tendances et d'ajuster l'offre de formation, des **« forums des métiers »** sont régulièrement organisés dans les instituts d'urbanisme par les formateurs et les associations de diplômés.

Obtenu en écartant les diplômés en **poursuite d'études** et en **doctorat** (voir Figures 10 et 11), **le taux de chômage mesuré sur l'ensemble de l'échantillon est 7,6%.** Il convient également de déterminer si le chômage chez les jeunes diplômés en urbanisme est structurel ou frictionnel, c'est-à-dire si nous avons à faire à un chômage de transition. Rappelons que cette enquête a été lancée en mai 2010 et que la majeure partie de réponses a été enregistrée dans le courant du mois de juin 2010, soit 9 mois après l'obtention du diplôme pour la promotion 2009 et 21 mois pour la promotion 2008.

Obtenus en dissociant les taux de chômage et les taux d'emploi de ces deux promotions distinctes, les résultats suggèrent que nous avons à faire à un **chômage frictionnel**.

En effet, **les taux de chômage des deux promotions sont sensiblement différents** : **quand les diplômés en 2009 connaissent un taux de chômage de 11,4%, celui-ci ne dépasse pas 3,2% chez les diplômés de la promotion 2008**.

À ce titre, les résultats enregistrés pour les diplômés de la promotion 2008 peuvent recouper des situations diverses. Compte tenu de la nature du premier emploi, majoritairement un CDD, ils ont très certainement, 21 mois après l'obtention de leur diplôme, déjà occupé, soit plusieurs emplois (avec ou sans discontinuité), soit plusieurs types de contrat (CDD renouvelables ou CDD convertis en CDI). Le questionnaire, simplifié au maximum pour garantir un taux de réponse significatif, ne permet pas de décomposer l'ensemble de leur trajectoire sur ces 21 mois.

Mesuré sur l'ensemble de l'échantillon (promotions 2008 et 2009), **le taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme est de 70%**. Il est sans aucun doute en net repli par rapport aux promotions 2006 et 2007, la précédente enquête de la SFU et d'Urba+ ayant mesuré des taux d'emploi dans l'urbanisme proches de 85%.

Depuis plusieurs années, une tendance de fond semble se dégager : la **conduite opérationnelle de projets urbains**, d'une part, et la **définition de politiques de développement territorial**, d'autre part, constituent les **deux grandes familles de métiers et de débouchés**.

Le domaine a donc été dénommé dans cette question au sens large, « *urbanisme et développement territorial* », car il peut arriver que les diplômés aient une acception trop restreinte des débouchés professionnels de l'urbanisme, souvent limitée à la « conception urbaine » et à l'urbanisme réglementaire ou opérationnel[7]. Ces domaines d'activité, nous le verrons, ne constituent pourtant pas les principaux débouchés pour les urbanistes formés dans les instituts d'urbanisme.

Cet indicateur met en évidence les **effets de la crise** sur les débouchés professionnels qui se raréfient à mesure que les maîtres d'ouvrages réduisent leurs projets et commandes auprès des bureaux d'études. Dès lors, se pose la question de l'adéquation entre le nombre de diplômés et le nombre de débouchés en période de crise.

[7] *Paradoxalement, la prégnance de diverses spécialisations et/ou de trop nombreux parcours au sein des Masters (des parcours à la « carte ») n'incitent pas forcément à une vue d'ensemble des métiers de l'urbanisme chez les diplômés.*

Figure 9. Taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial

Reste à savoir si la durée de cette période de chômage frictionnel a tendance à se prolonger en temps de crise ou, plus grave, à se transformer en chômage structurel. Ce n'est pas certain dans la mesure où le choc le plus violent de la récession a frappé au cours de **l'hiver 2008-2009**, période où les diplômés de 2008 arrivaient à peine sur le marché du travail alors que ceux de la promotion 2009 n'étaient pas encore sortis. L'étude de la vitesse de l'insertion professionnelle de ces deux promotions, autrement dit leurs durées de placement respectives, peut nous aider à valider cette hypothèse (voir figure 19).

Même si le phénomène est relativement marginal, il n'est pas rare, en cette période de crise, que les jeunes diplômés soient contraints d'occuper, à titre provisoire, un emploi dans un autre secteur, à savoir un job « alimentaire ». C'est le cas de 74 diplômés de notre échantillon. Le caractère provisoire de cette situation est confirmé dans l'analyse par promotion puisque elle concerne 12% des diplômés de la promotion 2009 de Master et seulement 4% des diplômés de la promotion 2008.

Lorsqu'ils n'occupent pas un emploi dans le secteur de l'urbanisme, ils ont pourvu, dans 21% des cas, un emploi dans un autre secteur d'activité (8,1% des 297 diplômés en 2008). Ce phénomène doit être relativisé : **seulement 5% des 238 personnes de l'échantillon n'ayant pas pourvu un emploi dans l'urbanisme déclaraient avoir renoncé à une carrière dans ce domaine.**

Au final, **le taux d'emploi global**[8] **atteint 85,7% des diplômés** (90,9% pour la promotion 2008 et 81,7% pour la promotion 2009).

[8] *Cet indicateur englobe le taux d'emploi dans l'urbanisme et les taux d'emploi dans d'autres secteurs d'activité. Il pourrait être majoré si l'on retranchait de l'échantillon les étudiants en poursuite d'études et en doctorat qui représentent 6,7% de l'échantillon.*

	Promo 2008	Promo 2009	Totalité de l'échantillon
Taux d'emploi global	**90,9%**	**81,7%**	**85,7%**
Taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme	***78,8%***	***65,1%***	***70,3%***
Taux d'emploi dans un autre secteur d'activité à titre provisoire	*4,0%*	*12,0%*	*9,3%*
Taux d'emploi dans un autre secteur d'activité à temps plein	*8,1%*	*4,6%*	*6,1%*
Part des diplômés en doctorat et en poursuite d'études (en %)	5,7%	7,3%	6,7%
Taux de chômage	**3,2%**	**11,4%**	**7,6%**
Total (taux d'emploi global + taux de chômage + Part des diplômés en doctorat et en poursuite d'études en %)	100%	100%	100%

Figure 10. Tableau détaillé des taux d'emploi et des taux de chômage par promotion

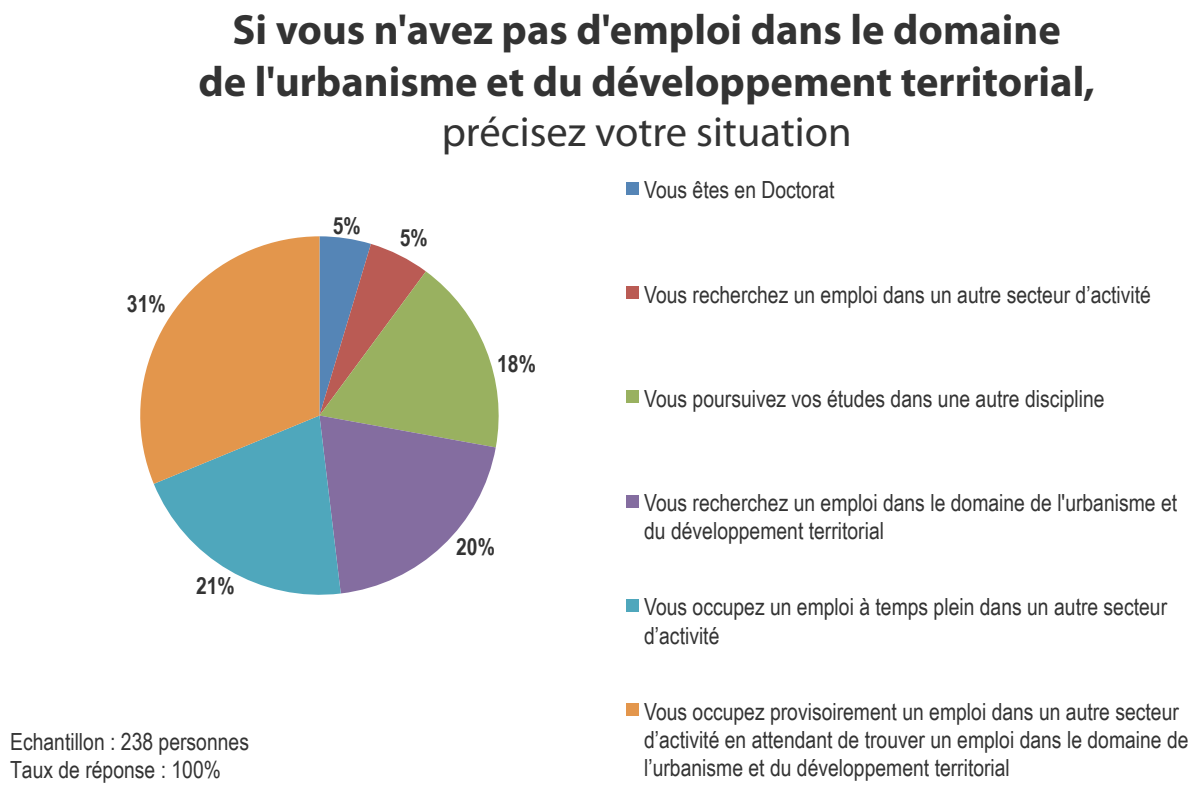

Figure 11. Situation des répondants n'ayant pas un emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial

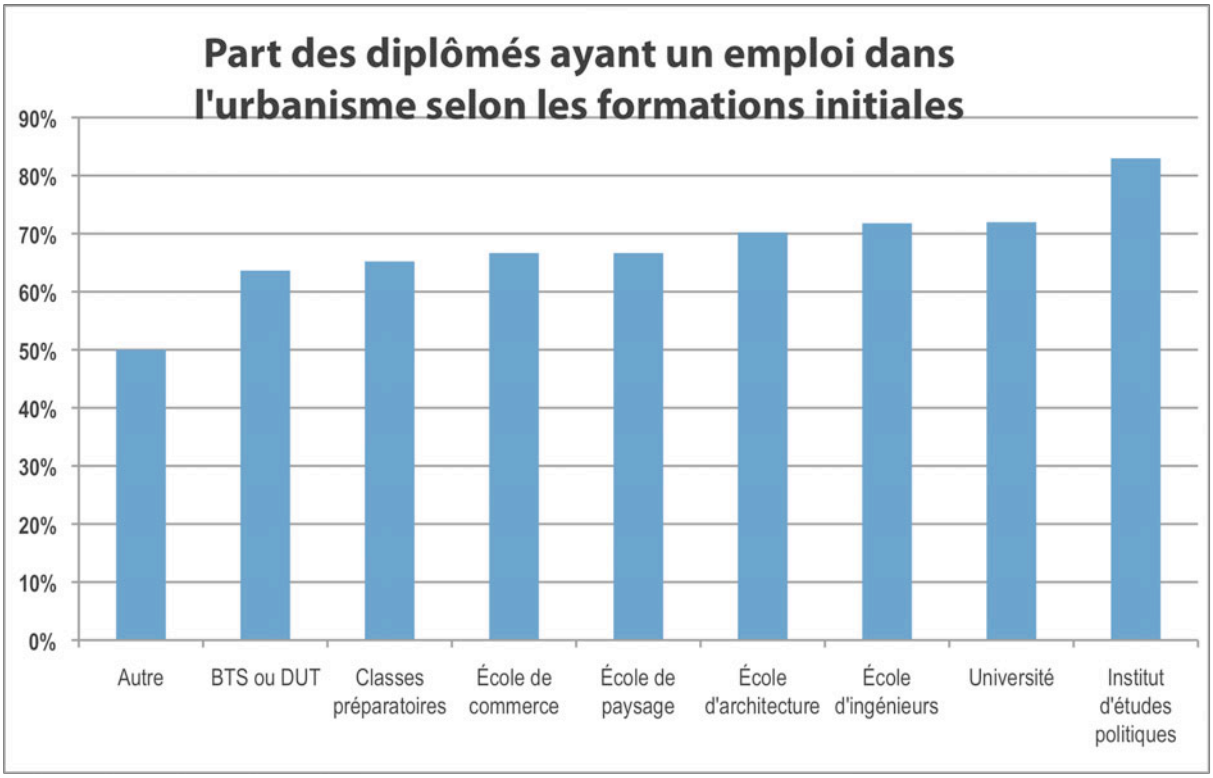

Figure 12. Taux d'emploi dans l'urbanisme des diplômés en fonction de la formation initiale suivie

Le graphe précédent met en évidence le caractère peu discriminant des formations initiales pour l'obtention d'un emploi dans le secteur de l'urbanisme.

2.2. Les collectivités locales et la consultance privée : les deux débouchés majeurs de la profession

Qui recrute des urbanistes ?

Comme pour les stages, une analyse de la distribution des emplois par type de structures met en évidence les deux principaux débouchés professionnels que sont **les collectivités locales** (un tiers des emplois occupés) et **la consultance privée** (31% des emplois occupés). Le troisième tiers de l'échantillon est disséminé dans une multitude de famille d'acteurs, attestant de la grande variété de débouchés professionnels.

Politique publique décentralisée depuis 1983, l'urbanisme est avant tout une compétence institutionnelle entre les mains des communes. Face au retrait de l'Etat[9] et de ses DDT (ex DDE), les collectivités locales sont amenées à structurer des savoir-faire et des compétences dans le domaine de **l'aide à la décision en urbanisme.**

17 000 communes sur 36 000 demeurent néanmoins, en 2010, sans document d'urbanisme. Très inégalement outillées, elles s'appuient donc régulièrement sur la consultance privée ou parapublique (agences d'urbanisme, CAUE) pour sous-traiter des missions d'études nécessaires à la réalisation de leurs documents d'urbanisme (diagnostic territorial) ou se faire assister dans la définition de leurs projets urbains et territoriaux.

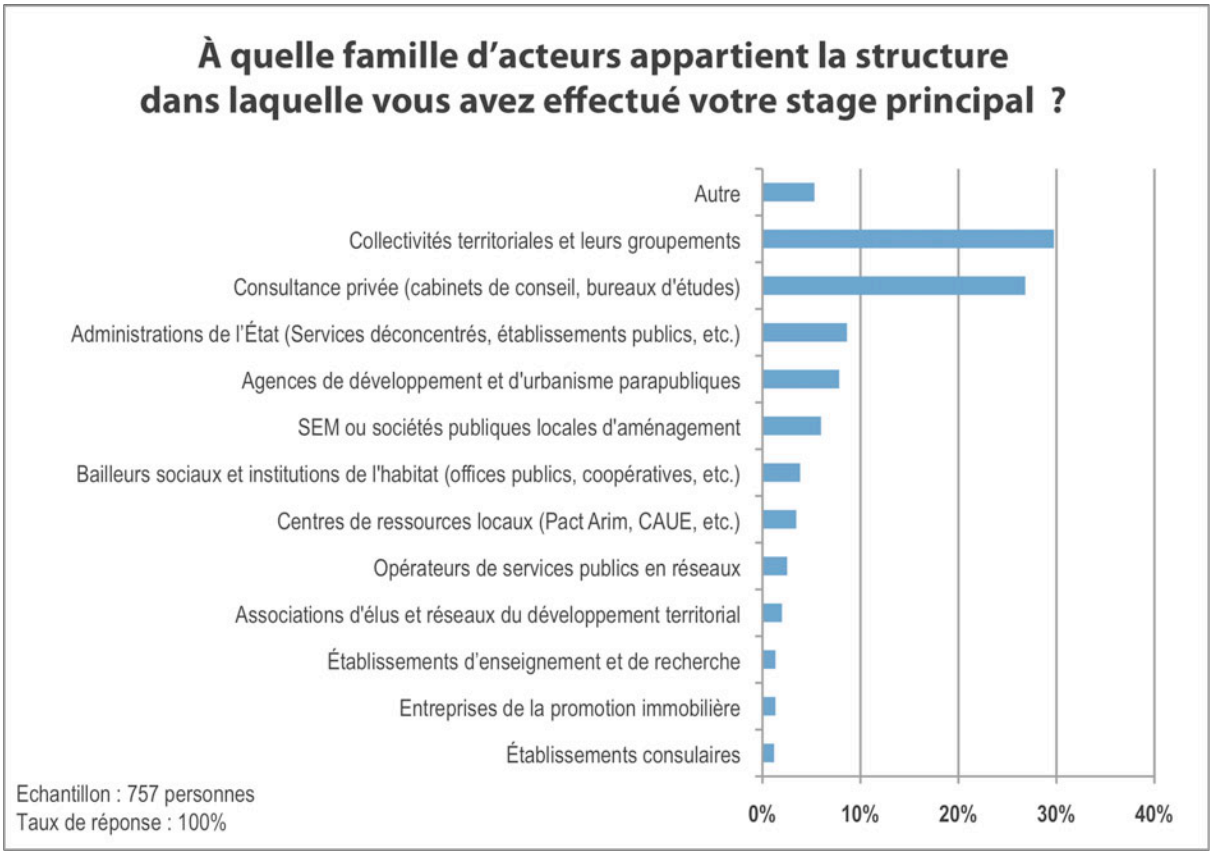

Figure 13. Répartition des répondants exerçant dans l'urbanisme par famille d'acteurs

[9] *Celui-ci n'intervenant directement sur les territoires qu'au travers d'établissements publics d'aménagement dans le cadre d'Opérations d'intérêt national ou sur des champs structurants comme le foncier (Etablissements Publics Fonciers régionaux).*

Les domaines de compétence exercés (cf. les missions du « référentiel métiers » OPQU) suggèrent néanmoins que ces missions d'études privées correspondent davantage à de l'**assistance à maîtrise d'ouvrage** qu'à de la prestation de maîtrise œuvre. Autrement dit, à des missions de « co-production » de projets urbains et territoriaux (analyse et prospective territoriale, coordination et pilotage de projets, etc.).

Les diplômés en urbanisme sont donc présents sur les « deux versants » du marché des études urbaines : la maîtrise d'ouvrage (la demande) **et l'assistance à maîtrise d'ouvrage** (l'offre).

Ces missions peuvent néanmoins être assurées en « régie » ou « *in house* » lorsque les communes bénéficient de l'appui d'intercommunalités compétentes dans le domaine de l'aménagement opérationnel et/ou de la planification stratégique. Cette dernière tendance tend d'ailleurs à se renforcer comme le démontrent les **nombreux emplois offerts par les communautés**[10], intercommunalités à fiscalité propre obligatoirement compétentes en matière « d'aménagement de l'espace » (voir Figure 14. Nom de la structure où exercent les diplômés exerçant dans le domaine de l'urbanisme).

[10] Communautés de communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines. Au 1er janvier 2011, la France compte 2599 communautés.

Deux questions ouvertes permettent également d'identifier, par la méthode du nuage de mots et de leurs plus fortes récurrences[11], les structures où travaillent les répondants, ainsi que le poste qu'ils exercent.

Indiquez le nom de la structure où vous exercez actuellement

Figure 14. Nom de la structure où exercent les diplômés exerçant dans le domaine de l'urbanisme
Méthode du « nuage de mots ». Plus un mot est retrouvé dans les réponses, plus il est grand.
(*Échantillon : 562 personnes. Taux de réponse : 99%)*

L'inscription en toutes lettres du nom de la structure où exercent les jeunes urbanistes fait ainsi apparaître les différentes catégories de structures avec une dominante « collectivités locales ». Ainsi les termes de « mairie », de « ville » et de « communauté » sortent en tête, conformément aux prérogatives institutionnelles des communes et des intercommunalités à fiscalité propre dans le domaine de l'urbanisme et de la planification locale (PLU, SCOT, PLH, PDU).

Le mot « conseil », associé au secteur de la consultance privé, ressort ensuite dans le nuage de mots.

[11] La méthode du « nuage de mots » est une représentation graphique permettant de mettre évidence les mots les plus souvent répétés dans un texte. Dans le cadre de cette enquête, pour les questions ouvertes, il est proposé d'utiliser cette méthode pour mettre en évidence les mots ressortant le plus dans les déclarations des candidats. Plus un mot est répété, plus il apparaîtra en gros dans la représentation.

Les fonctions occupées par les urbanistes

Les répondants étaient invités à préciser en toutes lettres la fonction qu'ils occupent. Ici, les mêmes noms de postes peuvent se retrouver à la fois dans plusieurs types de structure.

Les fonctions les plus récurrentes sont celles de **chargé(e) d'études** et de **chargé(e) de mission**. Les **chargé(e)s d'opérations** et les **chefs de projet** sont plus rares. Le poste de « responsable » ressort plus fréquemment que celui d' « assistant(e)».

Le terme « urbaniste » ressort peu dans les noms des fonctions. Pourtant, ces 562 répondants exerçant des fonctions de cadre dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial, sont des urbanistes. Cela s'explique par le fait que les structures de l'exercice professionnel pré-formatent bien souvent les fonctions au sein de l'entreprise sans faire allusion précisément à la profession d'urbaniste (exemple : « chargé d'études en urbanisme », plutôt que « urbaniste, chargé d'études »).

Quel est l'intitulé exact de votre fonction ?

Figure 15.Les fonctions occupées par les jeunes urbanistes
Méthode du « nuage de mots ». Plus un mot est retrouvé dans les réponses, plus il est grand.
(*Échantillon : 562 personnes. Taux de réponse : 99%)*

Les missions exercées par les urbanistes

Pour identifier le type de missions exercées par les 562 urbanistes de l'échantillon, le CNJU a choisi d'adopter la grille du « référentiel métiers » de l'Office professionnel de qualification des urbanistes (OPQU)[12], publié fin 2006.

Elaboré par l'ensemble des associations professionnelles membres du CFDU, ce référentiel définit 7 grands domaines d'activités et de compétences, plus ou moins spécialisés et rentrant dans deux grandes catégories : les domaines d'activité relevant du « cœur de métier » de l'urbaniste et ceux qui correspondent à des fonctions transversales pouvant être connexes à d'autres professions.

Les quatre domaines d'activités spécifiques de l'urbaniste :

- Analyse et prospective territoriale ;
- Conception urbaine ;
- Production d'opérations ;
- Gestion urbaine.

Les trois domaines d'activités de l'urbaniste partagés avec d'autres professions :

- Coordination et conduite de projets territoriaux et urbains
- Animation de projets territoriaux et urbains ;
- Production des savoirs.

Ces sept domaines d'activités peuvent se recouper avec divers modes d'exercice : public, parapublic et privé. Travaillant en équipe pluridisciplinaire, l'urbaniste n'est plus un « homme de l'art » maîtrisant la totalité des savoirs, techniques et spécialisations professionnelles. Il n'en reste pas moins généraliste, tout en développant une expertise spécifique, parfois thématique (habitat, déplacements). S'il doit maîtriser l'ensemble des grilles de lecture de ces sept domaines d'activités, il ne peut pas tous les exercer. L'exercice professionnel s'est en effet spécialisé et segmenté en une multitude d'acteurs qui participent de la fabrique de la ville ou de l'animation des politiques urbaines.

[12] *Le référentiel Métiers est téléchargeable sur le site Internet de l'OPQU : http://www.opqu.org/pdf/opqu_referentiel_urba_204.pdf*

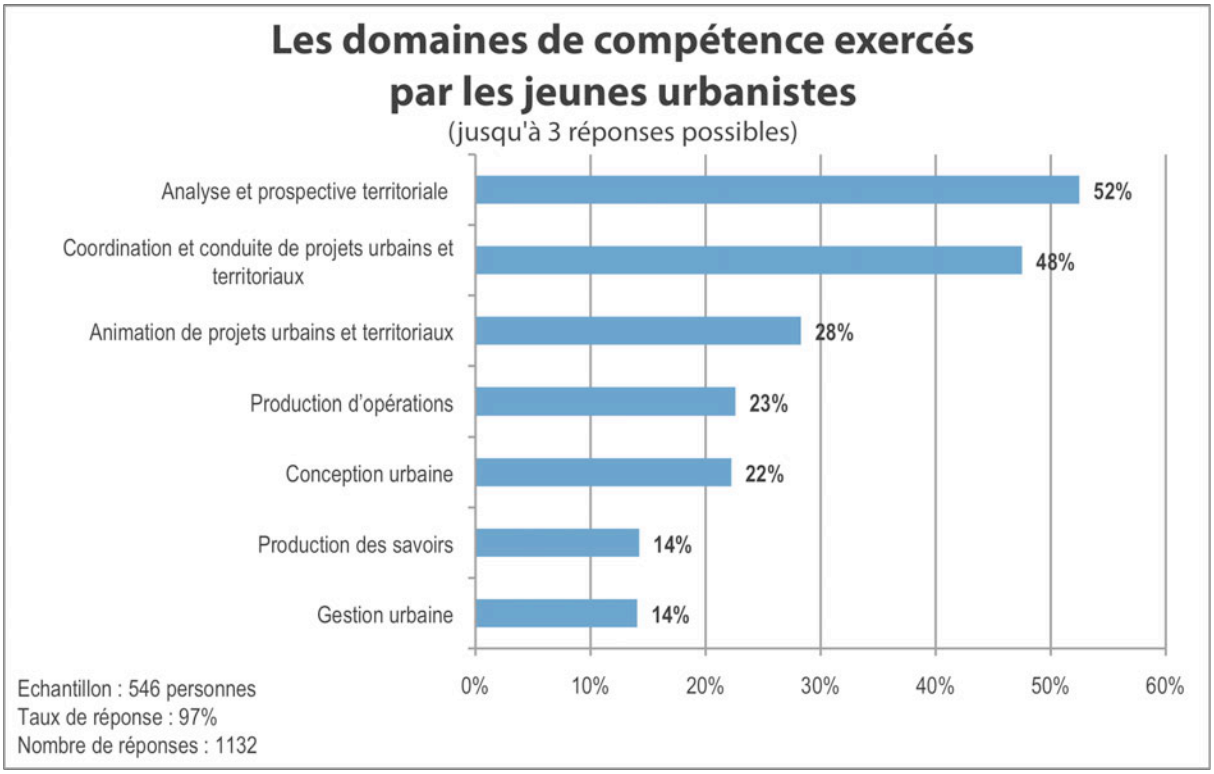

Figure 16. Domaines de compétences du « référentiel métiers » OPQU exercés par les jeunes urbanistes

Les jeunes diplômés en urbanisme exercent principalement leurs compétences dans les domaines de **l'analyse et de la prospective territoriale** et de **la conduite de projets urbains et territoriaux** (*voir les missions types détaillées dans l'encadré ci-après*).

Ces deux grands domaines de compétences exercés attestent d'une vision transversale de la ville et des territoires et de l'apport des urbanistes à la définition des politiques publiques : expertise généraliste, capacité à combiner diverses échelles géographiques et à articuler divers échelons territoriaux de gouvernance. Ces deux domaines d'activités concernent principalement l'aide à la décision des maîtres d'ouvrages compétents dans le domaine de la planification locale (habitat, déplacements, aménagement et développement économique).

Les fonctions d'animation de projets en lien avec les partenaires institutionnels, la population et la société civile (concertation, enquêtes publiques) viennent ensuite. Dans une moindre mesure, les jeunes urbanistes interviennent également dans la mise en œuvre opérationnelle de ces projets (production d'opérations). Le domaine de la gestion urbaine, consistant essentiellement à l'encadrement réglementaire et juridique de ces projets, est moins investi, la gestion du droit des sols étant sans doute trop peu valorisée.

Description des domaines « Analyse et la prospective territoriale »
et « Coordination et la conduite de projets urbains et territoriaux »
–
Extraits du référentiel métier de l'OPQU, décembre 2006

ANALYSE ET PROSPECTIVE TERRITORIALE

La connaissance des territoires et la mise en plan des orientations stratégiques constituent un des quatre domaines d'activité de l'urbaniste. Ce domaine couvre deux dimensions complémentaires : la connaissance et l'explicitation des phénomènes urbains; la spatialisation des stratégies territoriales. Il rassemble ainsi «hommes d'études» sur la connaissance et «hommes de l'art» sur l'élaboration de stratégies. Ce domaine se compose de quatre fonctions qui nécessitent une bonne maîtrise de ces deux dimensions. Il s'agit de :

> **l'observation, l'étude, l'analyse et l'évaluation** ;
> **la prospective et le diagnostic de territoire** ;
> **la spatialisation des projets de territoire et la planification stratégique** ;
> **l'aide et la préparation des politiques publiques urbaines et territoriales**.

Les quatre fonctions de ce domaine historique de l'urbanisme déterminent ensemble ce qu'il faut produire de connaissances et d'orientations en vue d'impulser et de maîtriser les évolutions de territoires à grande échelle ou inscrits dans la grande échelle, dans les moyen et long termes. Elles caractérisent l'espace géographique, dimensionnent, localisent et agencent dans cet espace les fonctions, les équipements et les infrastructures qui accueillent ou accueilleront les activités humaines selon des objectifs de développement qu'elles permettent de proposer. Elles nécessitent presque toujours l'identification de scénarii de développement, de projets, de démarches, de méthodes, et de règles d'usage des sols et des territoires. Chacune de ces fonctions peut faire l'objet de plusieurs spécialisations possibles partagées avec de nombreuses autres professions, tant les champs disciplinaires et les politiques urbaines impliqués sont diverses.

COORDINATION ET CONDUITE DE PROJETS TERRITORIAUX ET URBAINS

Ce domaine traite de la mise en œuvre opérationnelle des orientations urbaines mais aussi des modalités d'élaborations de ces orientations stratégiques. Bien que cette fonction se croise avec d'autres professions du cadre de vie, il ne peut y avoir de traitement urbain relatif aux quatre domaines précédents sans le recours à des compétences relatives à ce domaine.
Ce domaine se compose de deux fonctions :

> **Coordination et animation** ;
> **Management par projet**.

Coordination et management permettent ici la gestion d'un nombre très élevé de produits et d'acteurs participant à la fabrication des territoires. L'urbanisme, dans ces quatre domaines d'activités spécifiques, ne se conçoit pas sans développer des fonctions de management par projet (mise en place de modes de production, de gestion, de pilotage, de contrôle et d'évaluation) et des fonctions de coordination et d'animation de l'ensemble des niveaux de décision (comité de pilotage, mission, commission, équipe de projets, cellule technique, workshop, etc.). Ces fonctions qui s'attachent plus aux processus qu'aux produits eux mêmes, mêlent des dimensions politiques, techniques, professionnelles, humaines. Elles mobilisent les savoir-faire stratégiques du management, de l'organisation du travail, de la conduite du changement, et de la négociation. L'urbanisme est un champ propice au développement de démarches spécifiques dans ce domaine par la diversité des dimensions qui sont sollicitées.

Ce graphe offre une vision exhaustive des différents domaines de compétences selon les principales familles d'acteurs ayant recruté les 562 urbanistes de l'échantillon. Il donne à voir des spécialisations et des compétences polyvalentes. **L'analyse et la prospective territoriale reste une activité à la base de tout mode d'exercice** même si ce domaine est surtout une spécialité des agences d'urbanisme et des établissements consulaires.

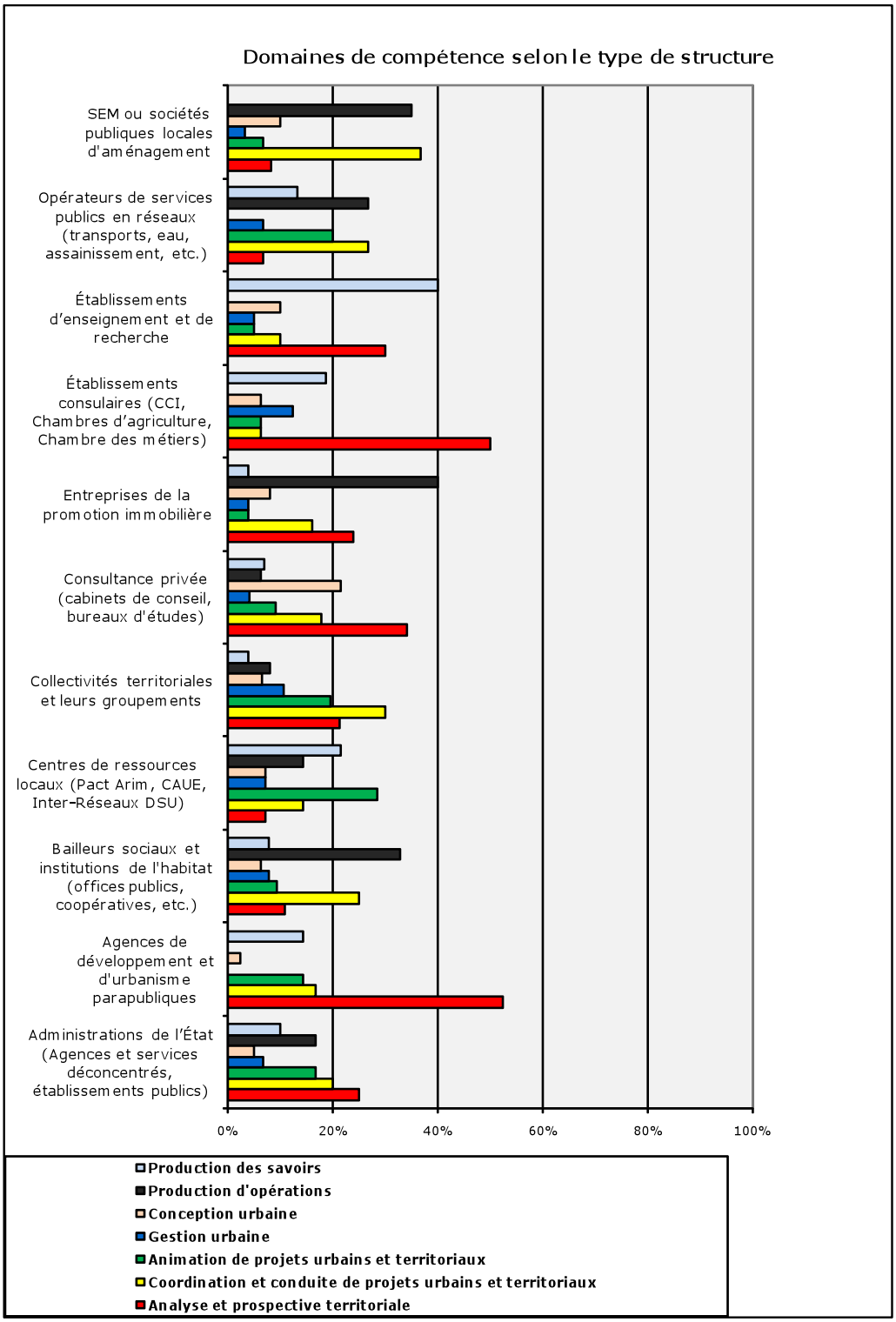

Figure 17. Domaines de compétence exercés selon le type de structure

La conduite de projets urbains et territoriaux reste l'affaire des collectivités locales et de leurs SEM. Logiquement, la production d'opérations est l'apanage des SEM d'aménagement, des bailleurs sociaux et des entreprises de la promotion immobilière.

2.3. Conditions d'insertion professionnelle des diplômés dans le champ de l'urbanisme et du développement territorial

Cette sous-partie présente dans les détails les conditions de l'insertion professionnelle des diplômés à travers une batterie d'indicateurs sur leur statut de salarié, la vitesse de cette insertion, la rémunération qu'ils ont déclarée, le type de contrat pourvu au sein de l'entreprise.

La vitesse de l'insertion professionnelle

Pour les 562 diplômés ayant trouvé un emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial, **l'insertion est relativement rapide** : **deux tiers des diplômés de l'échantillon trouvent un emploi en moins de trois mois**.

Ce résultat démontre que les diplômés des instituts et formations supérieures en urbanisme et aménagement du territoire sont demandés par les recruteurs offrant des emplois dans le domaine. Ces formations sont donc pleinement justifiées par leurs débouchés professionnels.

Mais il convient de dissocier dans le traitement les deux promotions de Master. On est alors frappé par le nombre significatif de diplômés issus de la promotion 2008 ayant mis plus de 6 mois à s'insérer. Ils sont, en proportion, deux fois plus nombreux que les diplômés de 2009. **89% des diplômés en 2009 exerçant dans l'urbanisme ont trouvé leur emploi en moins de six mois, contre à peine 76% des diplômés en 2008**.

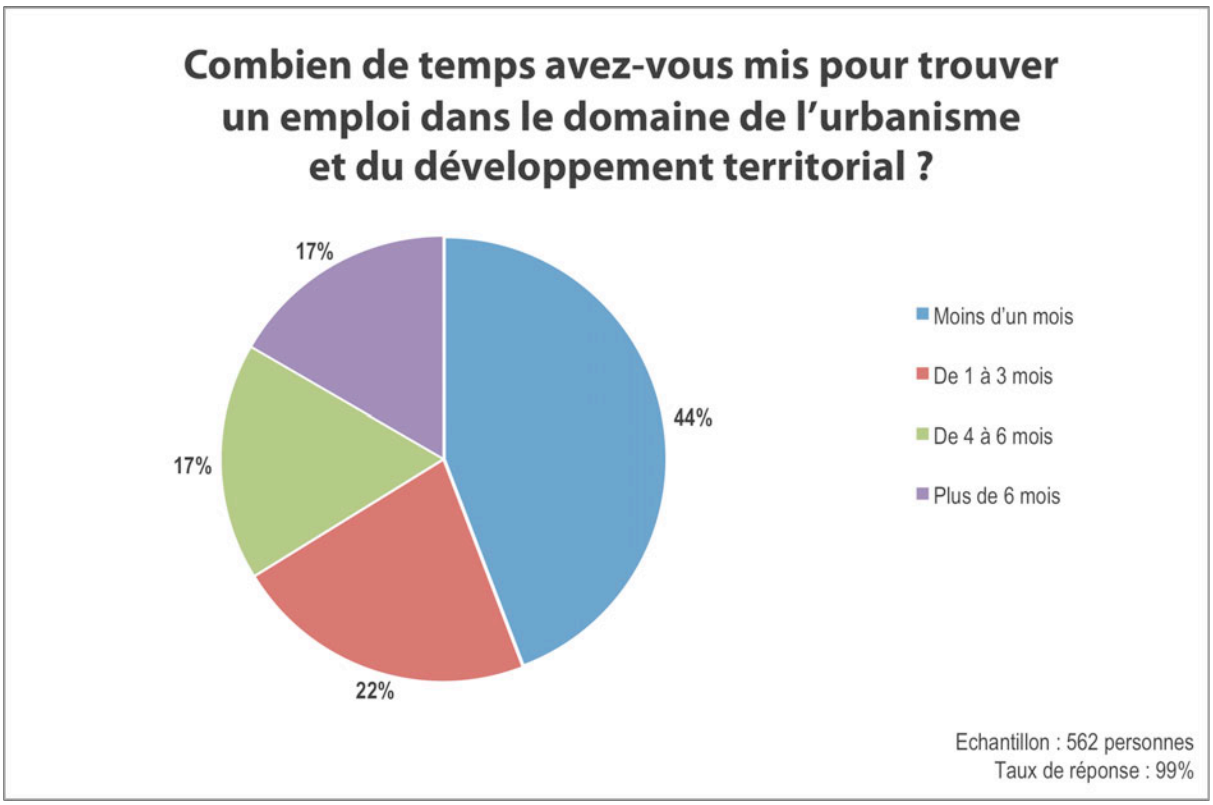

Figure 18. Durée de placement dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial

Ces données sont conformes aux analyses de l'INSEE de 2010 sur l'évolution de l'emploi salarié privé qui avaient mis en évidence les impacts massifs du choc de l'hiver 2008-2009 sur le marché de l'emploi[13]. En d'autres termes, ces résultats suggèrent que les diplômés en 2008 ont fait les frais du retournement conjoncturel de la mi-2008. Ils ont fait leur entrée sur le marché de l'emploi à l'automne 2008, soit au cours de la période la plus difficile, celle du coup d'arrêt de l'activité. Bien entendu, tout cela doit être relativisé dans la mesure où ce sont les emplois et les secteurs industriels manufacturiers qui ont été les plus exposés aux destructions d'emploi.

Les moindres rentrées fiscales dans les budgets des collectivités locales (baisse des droits de mutation consécutive au coût d'arrêt des transactions sur le marché immobilier en 2008) sur fond de suppression de la taxe professionnelle (l'annonce de cette suppression étant intervenue en février 2009) ont pu également générer un **tassement des embauches de la part des collectivités locales.** Une note de conjoncture de l'observatoire du CNFPT parue en janvier 2010 confirmait cette tendance tout en la relativisant[14].

Cette tendance a nécessairement eu des **impacts sur la commande publique**, avec une contraction des budgets dédiés aux études. Celles-ci ont ainsi été reportées dans le temps, ce qui s'est traduit par une **moindre activité dans le secteur de la consultance**.

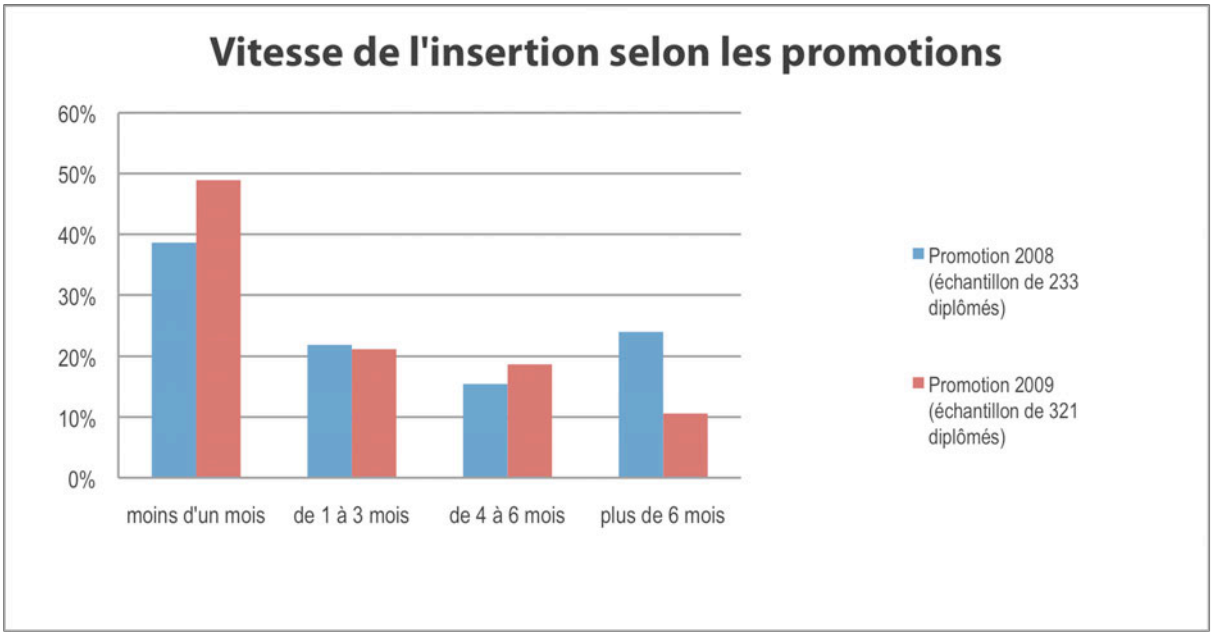

Figure 19. Vitesse de l'insertion professionnelle dans le domaine de l'urbanisme selon les deux promotions de Master.

[13] *Suite au retournement conjoncturel survenu mi-2008, le marché du travail connaît en 2009 le plus fort recul de l'emploi salarié depuis l'origine des séries d'emploi en 1954 : entre le début et la fin de l'année, on compte 257 000 emplois en moins. La plupart de ces destructions ont cependant lieu au 1er semestre (– 219 000 emplois) et la dégradation de l'emploi s'atténue au fil de l'année 2009. Le solde des créations redevient même légèrement positif au 4e trimestre. Cette amélioration de la situation du marché du travail se confirme début 2010. Source : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC10B.pdf*

[14] *Selon le CNFPT : « Une large majorité des collectivités a vu ses effectifs stagner entre les 1er janvier 2008 et 2009 (80% des collectivités). Cependant, davantage d'entre elles indiquent avoir augmenté leurs effectifs par rapport à l'année dernière (16% contre 12%). Cette hausse concerne majoritairement les régions et les départements (respectivement 86% et 75%) ainsi que les structures intercommunales (62% des communautés d'agglomération et 30% des communautés de communes). L'augmentation des effectifs intercommunaux, parallèlement à la baisse de ceux des communes de 10 000 habitants et plus, peut s'expliquer en partie par une mutualisation des services et des transferts de personnels entre les structures communales et les structures intercommunales. Les projections concernant l'année 2010 montrent encore une fois que la majorité des collectivités auront comme objectif de stabiliser leurs effectifs ». Extrait de CNFPT, Tendances de l'emploi territorial, note de conjoncture n°14, janvier 2010 :*

http://www.observatoire.cnfpt.fr/documents/032010/300310135442Lestendancesdelemploiterritorial2010.pdf

Lorsque l'offre de formation est en adéquation avec le marché de l'emploi, la rapidité de l'insertion professionnelle dépend de trois grands facteurs : **le dynamisme du marché régional de l'emploi** dans le secteur considéré, **la mobilité du salarié** et **la consistance du stage professionnel**, celui-ci pouvant assez fréquemment constituer une modalité directe d'embauche et donc un levier efficace d'insertion professionnelle[15] (*voir graphique suivant*).

Les modalités de l'embauche

Avec 39% des embauches effectuées dans le cadre d'une réponse à une annonce et 16% des recrutements consécutifs à une sollicitation directe de l'employeur, le marché offre de réels débouchés aux diplômés. Notons également que **plus d'un quart** (28%) **des recrutements dans le domaine de l'urbanisme sont effectués par la structure où les diplômés ont effectué leur stage**. Le stage professionnel constitue une forte valeur ajoutée dans l'obtention d'un emploi. Cette donnée permet d'expliquer la forte proportion des embauches effectuées moins d'un mois après l'obtention du diplôme. Dans ce cas, le stage fait office de période d'essai et la convention de stage est convertie en contrat de travail.

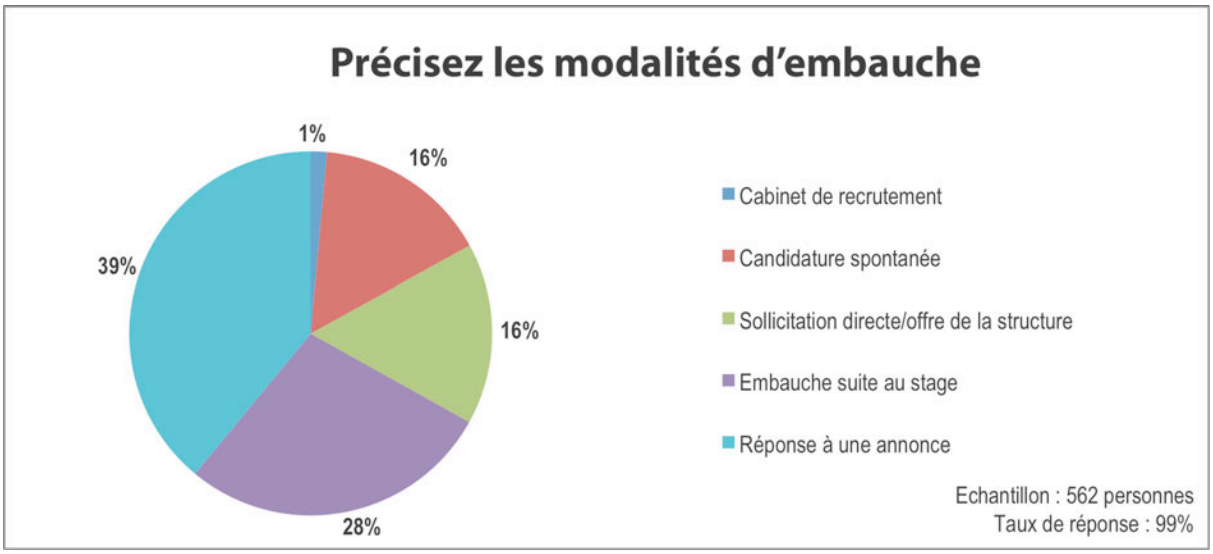

Figure 20. Modalités d'embauche dans le secteur de l'urbanisme

[15] *N'en déplaise au mouvement « Génération Précaire » qui, tout en ayant contribué à mettre à jour un certain nombre de dérives, continue de répandre l'idée (fausse) selon laquelle le stage ne mène pas à l'emploi.*

A peine 16% des offres ont été diffusées par l'établissement de formation, les jeunes diplômés prenant largement en charge l'effort de prospection sur le marché de l'emploi, ce qui n'est pas forcément le cas dans d'autres secteurs comme le génie civil ou les BTP où le lien formation/secteur d'activité est très structuré.

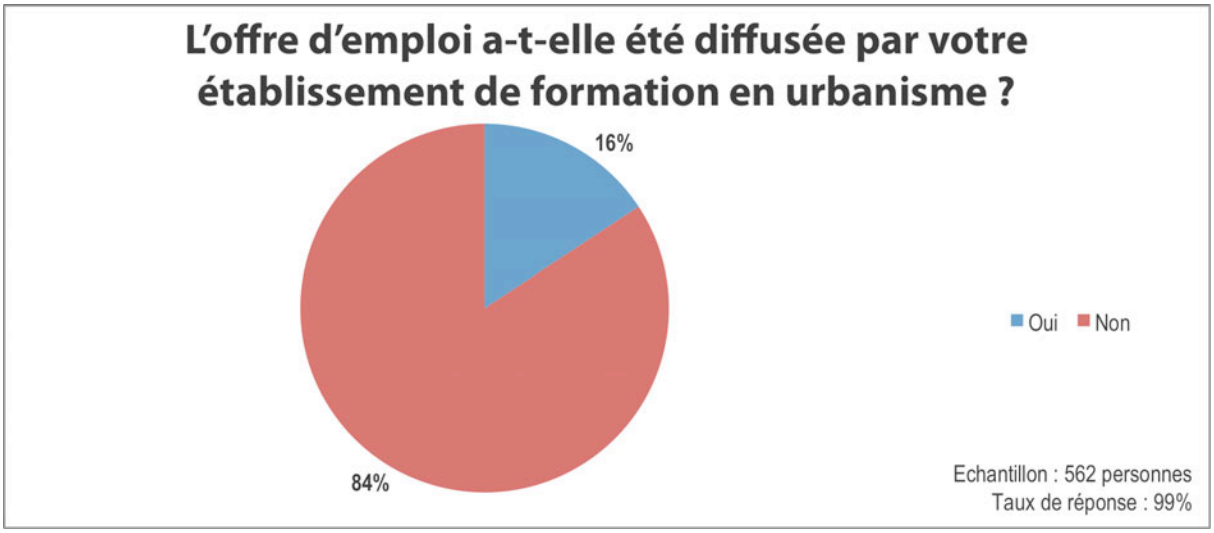

Figure 21. Implication de l'établissement de formation dans la diffusion de l'offre de l'emploi

Le type de contrat de travail

La distribution par type de contrat montre cependant, en période de crise, **un très net recours aux contrats à durée déterminée** (CDD) : 58% des diplômés ayant trouvé un emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial ont signé ce type de contrat. L'intérim et les professions libérales sont très peu représentés avec respectivement moins de 1% et 3% des réponses. **À peine 35% des 562 diplômés de l'échantillon occupant un emploi dans le domaine de l'urbanisme sont en CDI**.

▪ Les contrats de travail des jeunes urbanistes

Il est possible d'expliquer la surreprésentation des CDD à l'aune des nouvelles conditions d'exercice de la profession au sein des collectivités locales, premier employeur d'urbanistes. En effet, rappelons que la fermeture du concours d'ingénieur territorial spécialité « urbanisme, aménagement et paysages » pour les diplômés de l'université s'est traduite par un recours massif à la voie contractuelle : **90% des urbanistes occupant un emploi dans les collectivités locales ont un contrat de type CDD** (*voir figure 25*). A peine 3,8% des diplômés occupant un emploi dans le secteur de l'urbanisme relèvent du cadre statutaire de la fonction publique (ce chiffre correspondant à 18 urbanistes en collectivités locales et à 3 évoluant au sein des services de l'Etat).

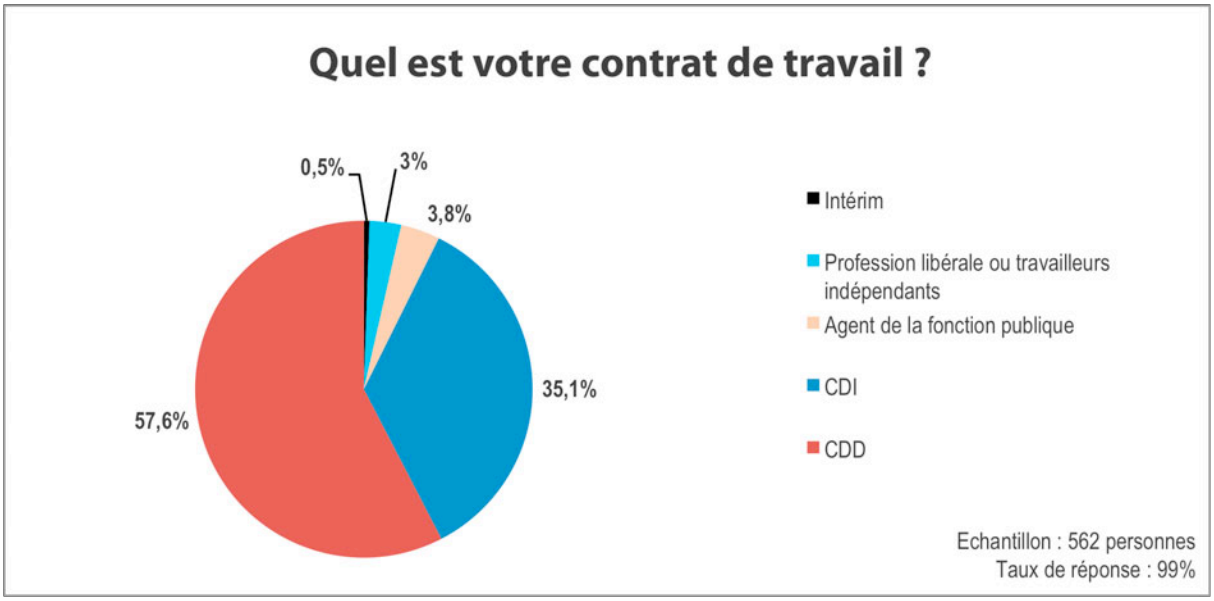

Figure 22. Les différents de contrat de travail des jeunes urbanistes

▪ Quel type de contrat selon les situations ?

Sans surprise, on observe un écart évident (mais pas béant) entre les deux promotions : les nouveaux « entrants », diplômés en 2009, sont davantage concernés par les CDD.

Le taux de CDI chute à 29% pour les diplômés en 2009 (92 sur 321 diplômés ayant trouvé un emploi dans l'urbanisme sont dans ce cas). A titre de comparaison à l'échelle nationale, **l'enquête de l'APEC**[16] sur les diplômés 2009, observés à la même période (mai 2010), révèle que 40% des diplômés de Master en « géographie, aménagement et urbanisme » seraient en CDI.

Pour la moitié d'entre eux, les diplômés issus de la promotion 2008, semblent accéder à un emploi stable dans le domaine de l'urbanisme. Il n'en demeure pas moins que pour l'autre moitié, le CDD fait office de couperet. Il convient bien évidemment de prendre ces données avec prudence dans la mesure où cette situation, à 21 mois post-diplôme, peut tout aussi bien correspondre à la fin d'un CDD de deux ans ou d'un troisième CDD successif (ces emplois ayant pu être pourvus dans diverses structures).

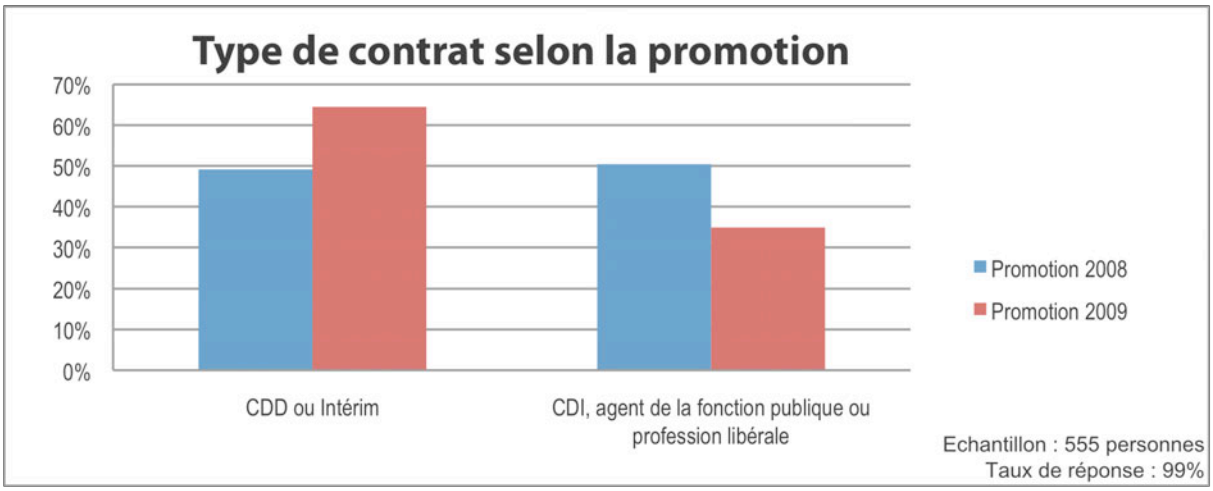

Figure 23. Type de contrat selon l'année d'obtention du diplôme

[16] Voir http://jd.apec.fr/Emploi-stage/Marche-Emploi/Enquetes-Apec/Enquetes-2010

Ce n'est pas la féminisation de la profession qui est synonyme de précarisation : les hommes ne sont pas préservés de situations professionnelles précaires dans le domaine de l'urbanisme. Le taux de CDI y est même plus élevé chez les femmes (43% contre 41%).

Seuls les bailleurs sociaux (56%), les services de l'Etat (64%) et la consultance privée (68%) recrutent des urbanistes en majorité sous CDI. Les agences de développement, les SEM et surtout les collectivités locales ont massivement recours à des urbanistes en CDD.

On relève des taux de CDD nettement supérieurs chez les urbanistes ayant suivi une formation initiale de type universitaire : **11 points d'écart avec ceux ayant été formés dans d'autres types d'établissements** (IEP, classes prépas, écoles d'ingénieurs, etc.).

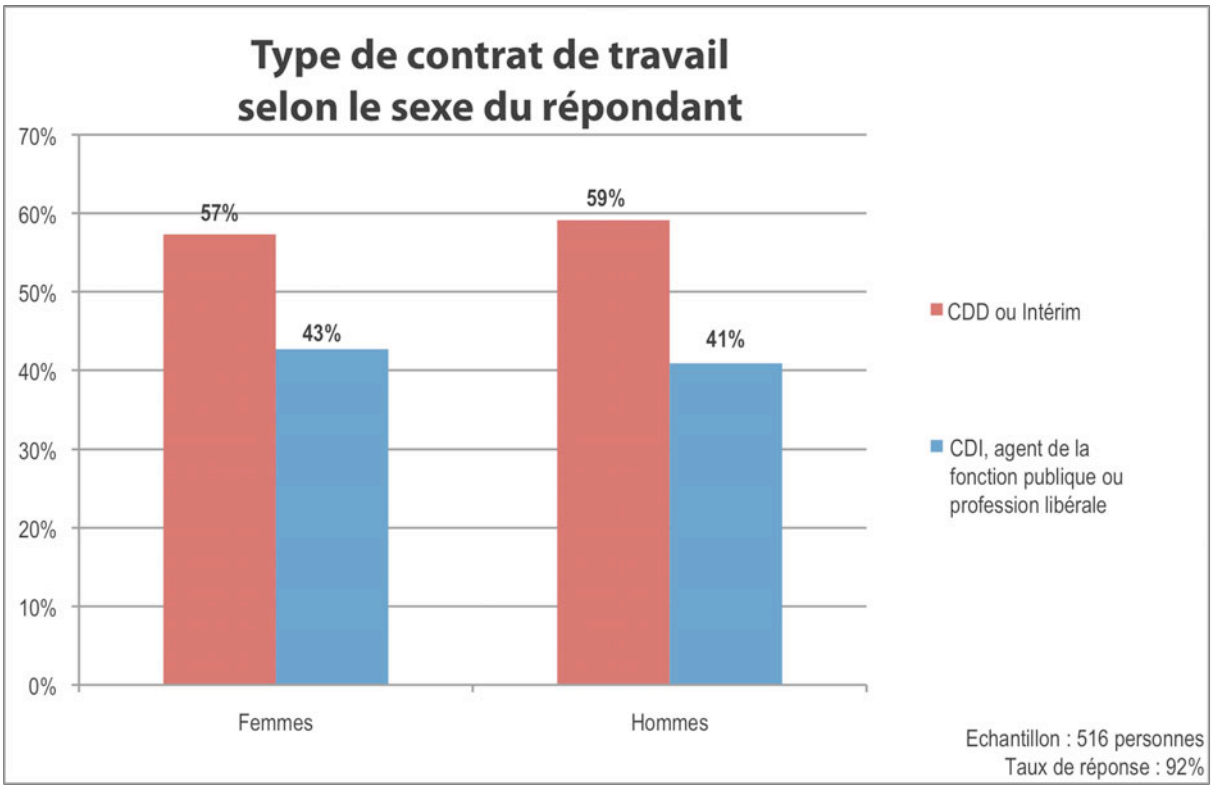

Figure 24. Type de contrat selon le sexe du répondant

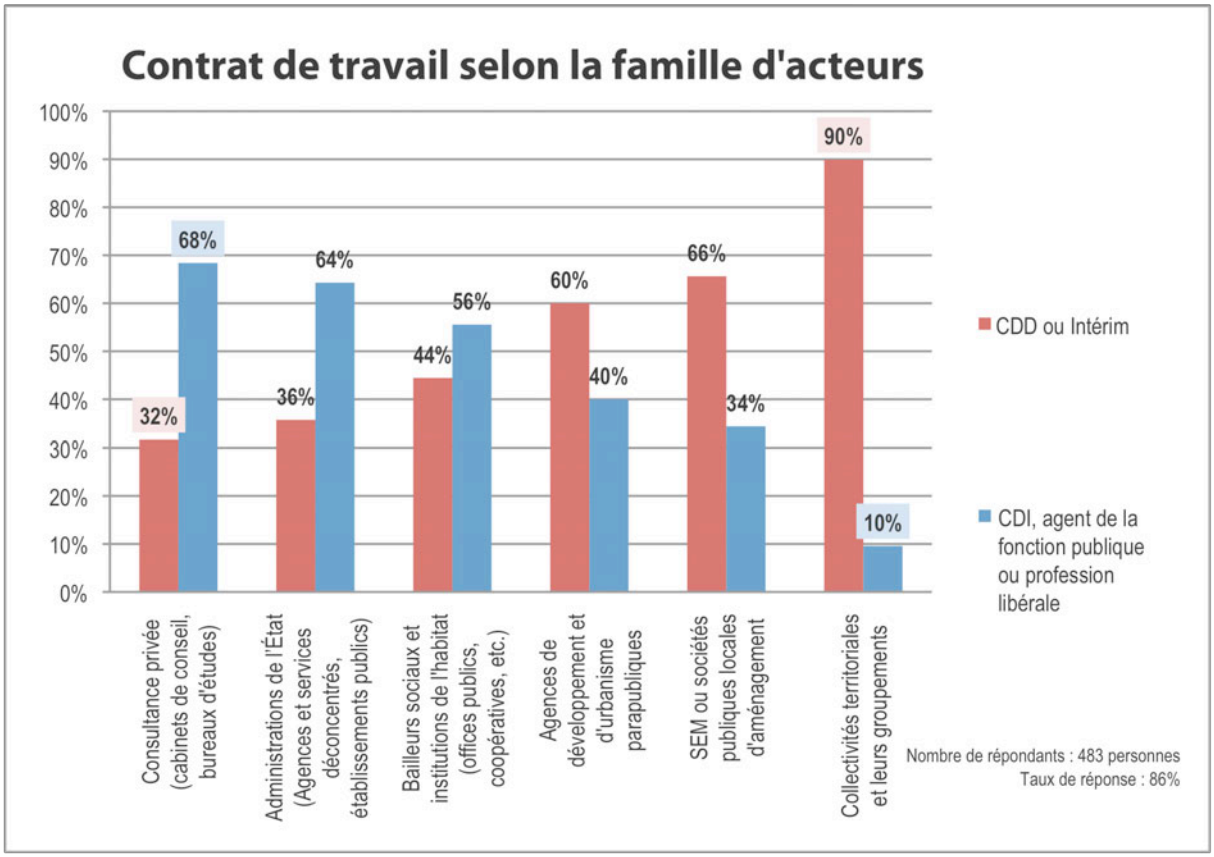

Figure 25. Contrat de travail selon la famille d'acteurs (taux de CDD et des CDI par types de structure)

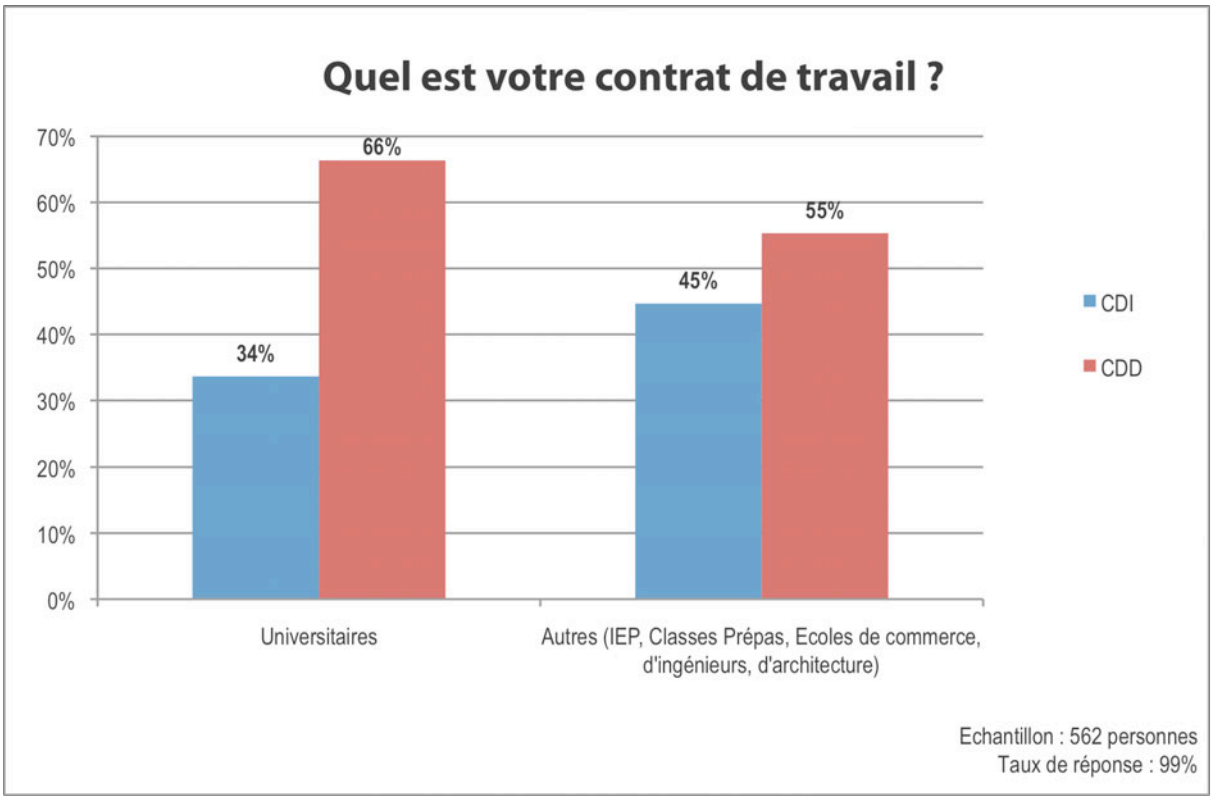

Figure 26. Type de contrat selon la formation initiale

Le statut du salarié

Le statut de l'emploi occupé en entreprise ou au sein d'une structure est un indicateur discriminant pour évaluer la qualité de l'insertion professionnelle. Les masters d'urbanisme sont des diplômes de niveau I (Bac +5), ils ont donc pour vocation de former des cadres. Il convenait donc de mesurer la proportion de cadres parmi les diplômés occupant un emploi dans le domaine de l'urbanisme.

▪ Le statut des jeunes urbanistes

Plus d'un tiers des répondants exerçant un emploi dans le domaine de l'urbanisme n'a pas le statut de cadre. Cette donnée montre ainsi que certains diplômés occupent des emplois de niveau inférieur à leur diplôme.

Ce constat mérite d'autant plus l'attention des formateurs que les emplois d'assistant d'études sont ceux en principe « destinés » aux diplômés de BTS, DUT et licences professionnelles. Quand ils sont occupés par des diplômés de niveau supérieur (Master), **cela peut avoir pour effet de niveler par le bas les diplômés** et de mettre à l'écart de l'emploi les diplômés de BTS, DUT et licences.

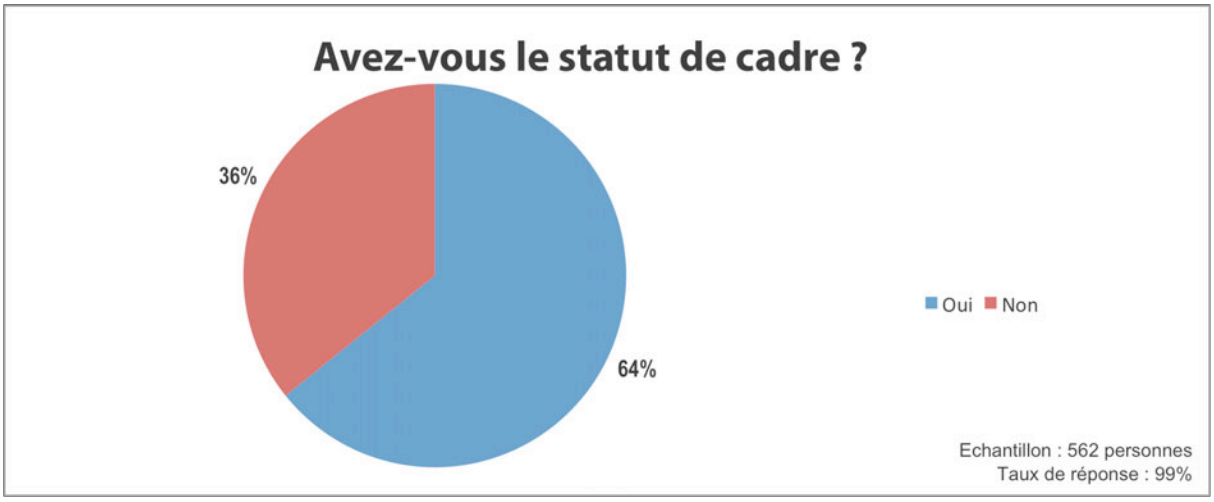

Figure 27. Part de cadres chez les jeunes urbanistes

▪ Quel statut selon les situations ?

On observe une plus forte proportion de cadres parmi les diplômés de la promotion 2008 que celle de 2009 : 70% contre 59% parmi les diplômés ayant trouvé un emploi dans le domaine de l'urbanisme. Cet écart masque bien évidemment la trajectoire des diplômés de la promotion 2008 qui ont déjà pu enchaîner divers types de contrats correspondant à des statuts divers.

Les chiffres obtenus sur la promotion de 2009 sont supérieurs à ceux de l'enquête nationale de l'APEC conduite à la même période en mai 2010 : celle-ci révèle que seulement 54% des diplômés en 2009 d'un Master en « géographie, aménagement et urbanisme » ont le statut de cadre. Les écarts observés d'une promotion à l'autre, bien que significatifs, ne sont pas immenses : à l'avantage des diplômés en 2008, ils suggèrent une **trajectoire d'insertion professionnelle ascendante** au cours des deux premières années passées dans la vie active.

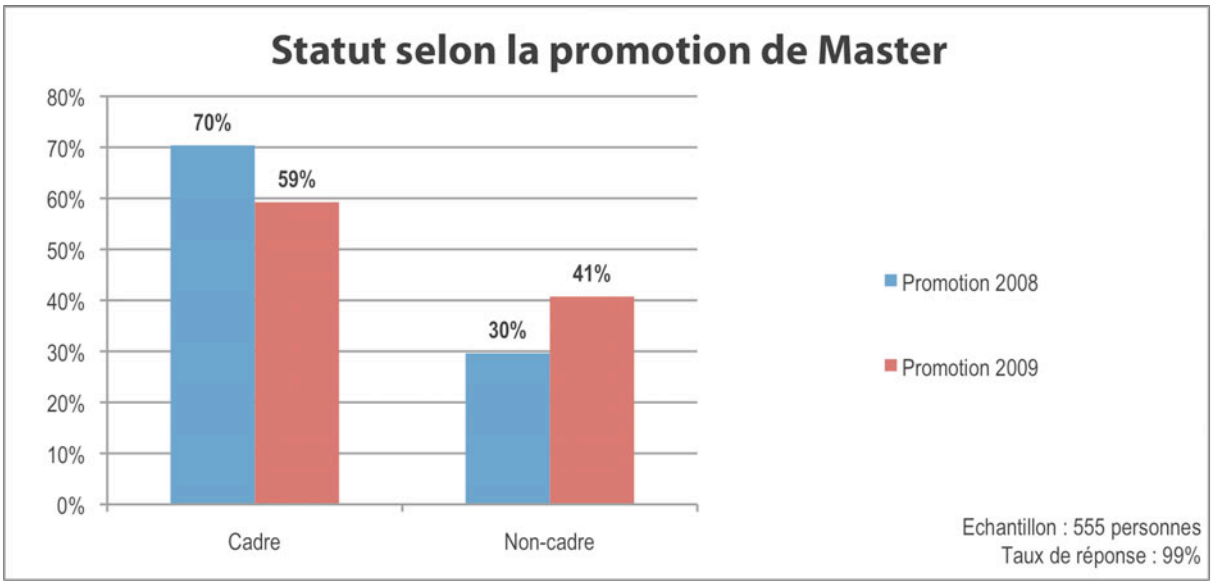

Figure 28. Statut du répondant selon l'année d'obtention du diplôme

Alors que le taux de CDI est supérieur chez les jeunes femmes urbanistes, **celles-ci bénéficient dans une moindre proportion que les hommes du statut de cadre**: un écart de 7% est constaté (62% de femmes cadre dans l'urbanisme contre 69% pour la gent masculine).

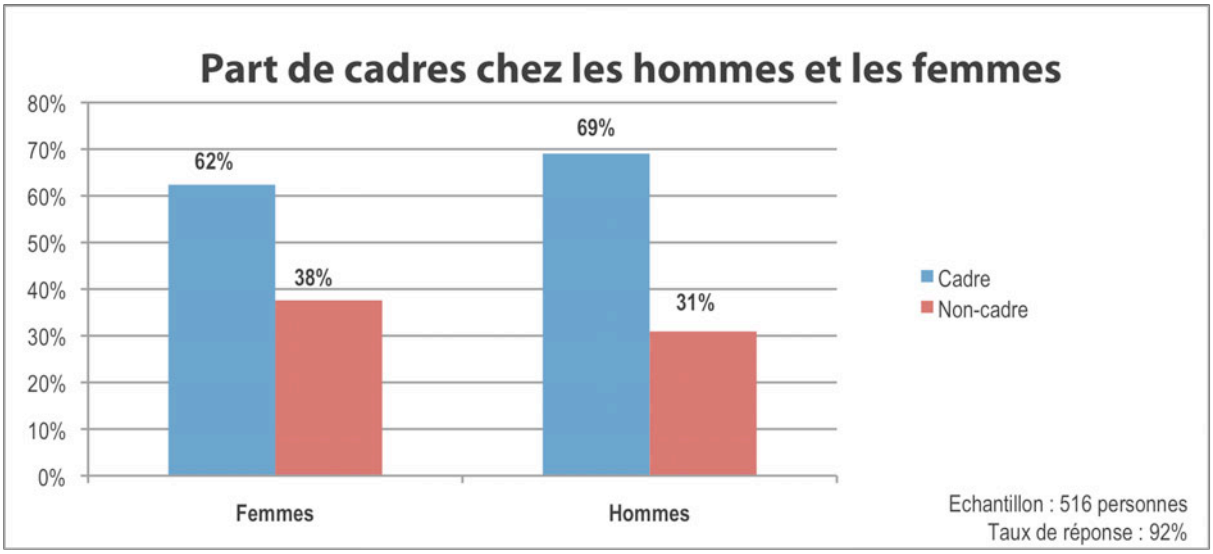

Figure 29. Part des cadres selon le sexe du répondant

Alors que les collectivités locales et les SEM ont massivement recours à des CDD, ces structures accordent en revanche un statut plus appréciable à leurs salariés, comme l'indique le taux élevé de cadres chez les urbanistes qui y exercent (respectivement 70% et 91%). Représentant un faible nombre d'emplois, **les carrières au sein des services de l'État sont, elles aussi, bien valorisées de ce point de vue** (82% de cadres).

En revanche et à l'inverse des collectivités locales, **la consultance privée**, qui recrute massivement en CDI, **n'offre qu'une fois sur deux le statut de cadre** aux diplômés en urbanisme. Les agences d'urbanisme embauchent également une part substantielle (44%) de diplômés sous le simple statut d'employé (chargés d'études ou non).Cela s'explique par le profil des entreprises de la consultance privée en urbanisme, secteur d'activité où **les bureaux d'études comportent un nombre assez limité de salariés** (moins de 10 salariés). À l'inverse des gros cabinets d'avocats ou d'audit, elles ne sont pas en mesure d'employer systématiquement des cadres (51% à peine).

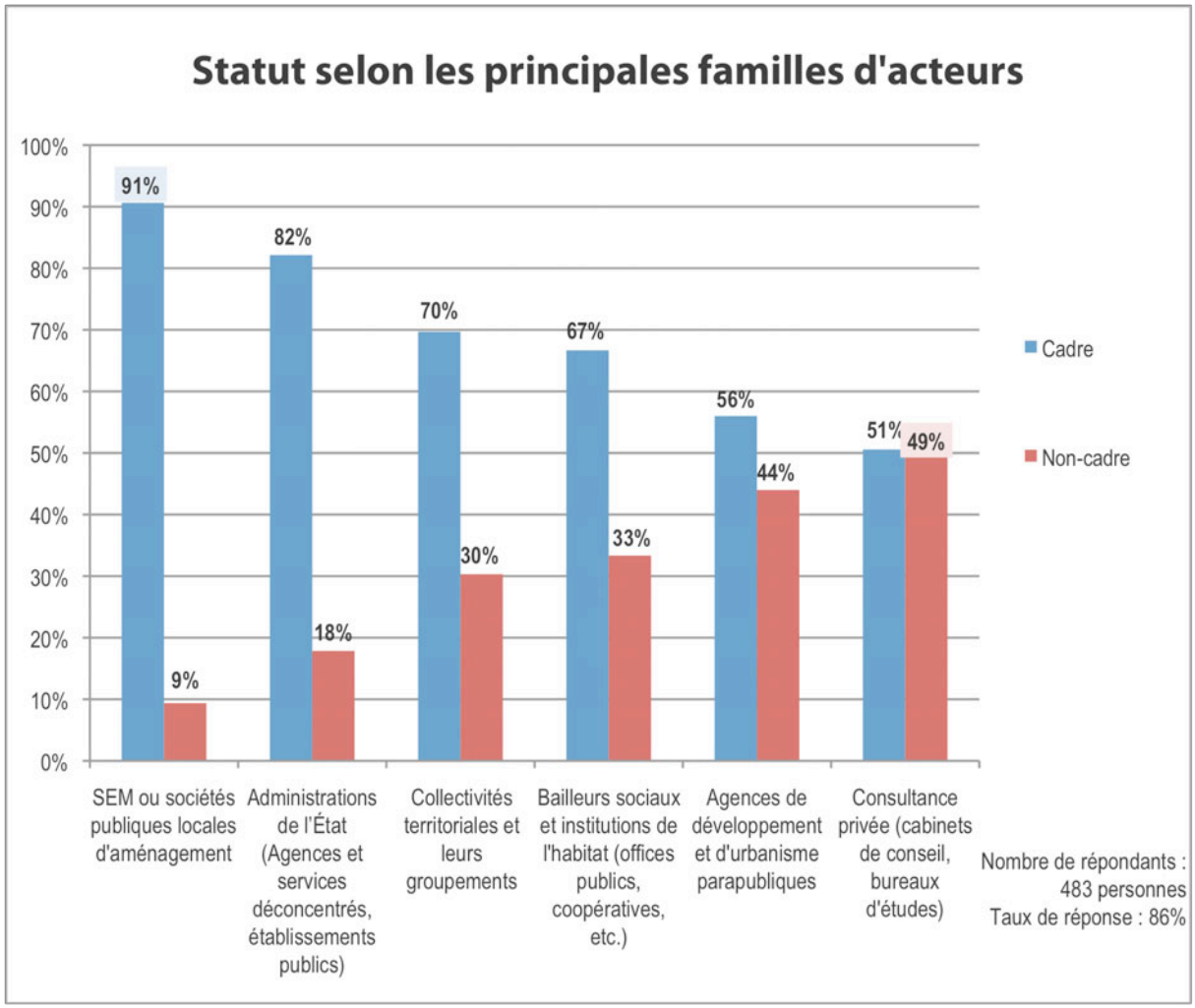

Figure 30. Statut selon le type de structure

À l'instar du taux de CDI (à leur désavantage), **la part de cadres chez les diplômés issus de formations universitaires est inférieure à celle des diplômés ayant effectué leur cursus initial dans un autre type d'établissement** (voir graphe suivant). Mais ces écarts sont plus mesurés (7 points au lieu de 11).

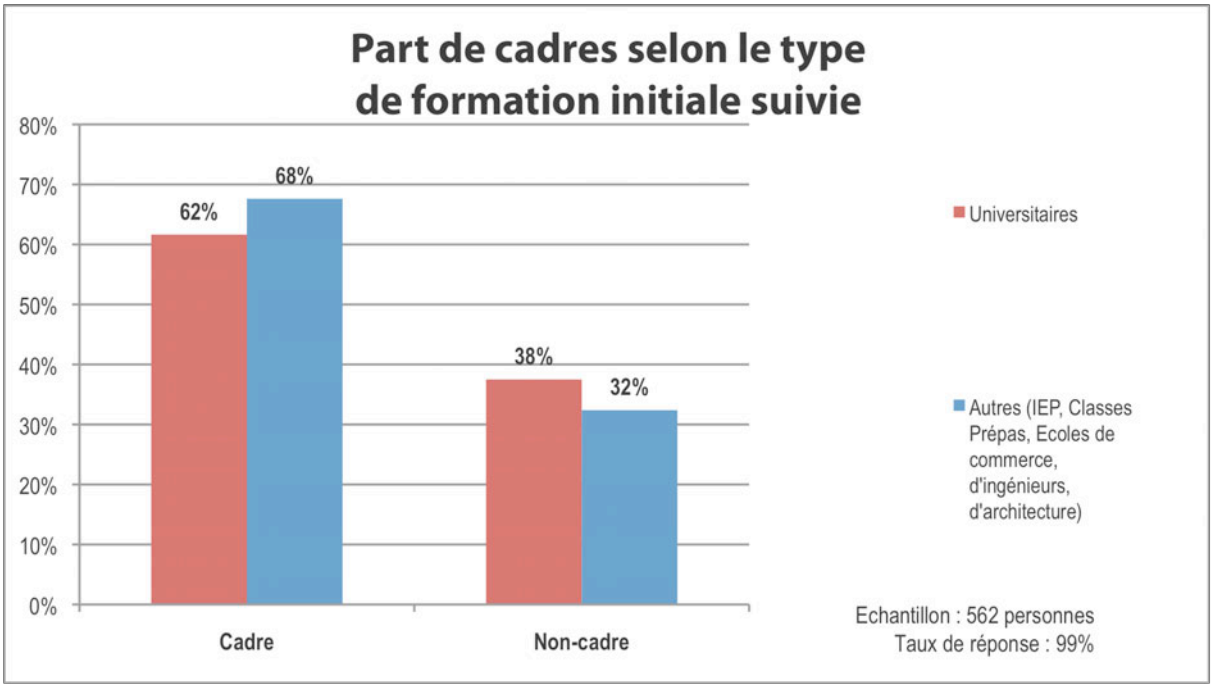

Figure 31. Part de cadres dans l'urbanisme selon le type de formation initiale

La rémunération

▪ La rémunération à l'échelle nationale

L'étude de la rémunération et de sa perception par l'employé donne des éléments fins pour apprécier la qualité de son insertion professionnelle. **26% des diplômés en activité dans l'urbanisme gagnent une somme inférieure à 1500€ nets par mois**. Cette somme semble très faible au regard du niveau du diplôme (niveau I, Bac +5), et du niveau d'exigence propre à l'exercice de la profession.

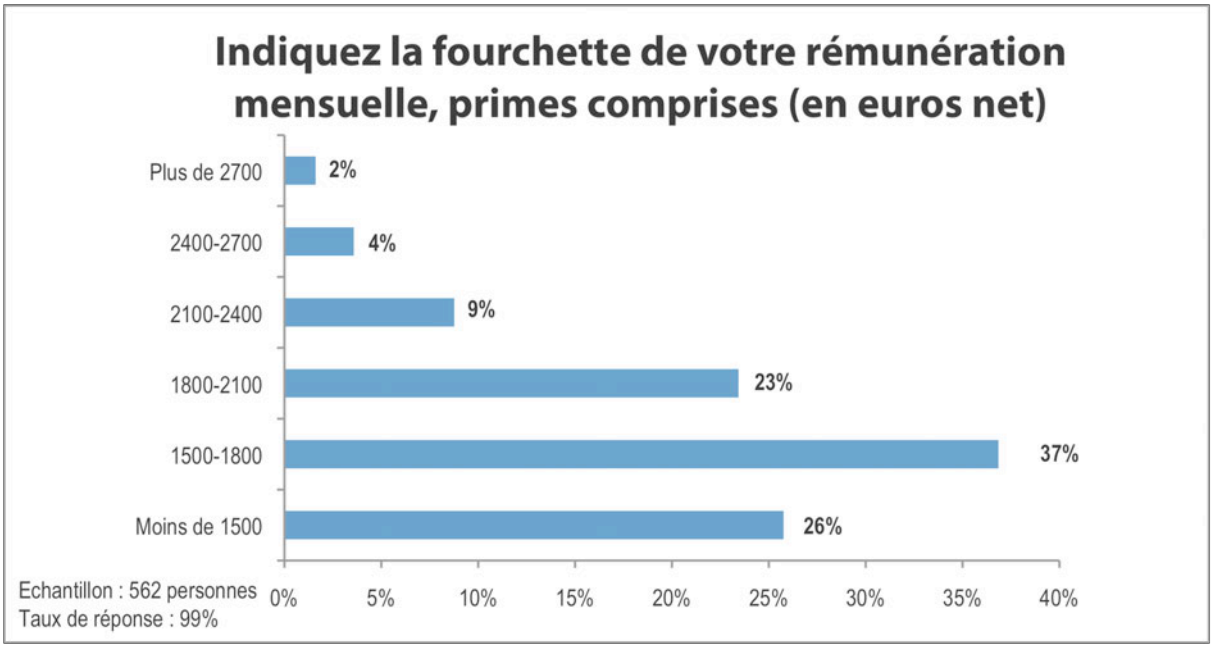

Figure 32. Fourchette de rémunération mensuelle, primes comprises (en euros net)

On constate par ailleurs des écarts de rémunération significatifs à niveau de qualification égale. Ces fourchettes de rémunération mensuelle intègrent des primes, qui peuvent représenter jusqu'à un 13e mois, voire plus (certaines entreprises octroient 90% du salaire brut mensuel). La question est donc de savoir si ces gratifications sont octroyées aux salariés aux tranches supérieures de rémunération (cadres), générant ainsi une partie des écarts constatés. On peut également penser que ces écarts résultent avant tout des marges de manœuvre financières respectives des différentes familles d'acteurs.

Ces prestations diverses ont été mises en parallèle avec la perception des diplômés de leur propre rémunération. Elles mettent en évidence que seuls 36% des diplômés en emploi dans l'urbanisme jugent leur rémunération « bonne » ou « très bonne ». 35% la jugent « convenable ».

Moins d'un tiers (29%) **des diplômés occupant un emploi dans le secteur de l'urbanisme déclare ne pas être satisfaits de leur niveau de rémunération**. Ces éléments d'appréciation subjectifs doivent être remis dans le contexte de la crise.

Surtout, **dépourvus de convention collective spécifique**, les urbanistes ne sont pas véritablement en mesure de porter une évaluation fondée sur des critères « socio-corporatifs ». En effet, les conventions collectives en vigueur dans leurs secteurs d'activité sont celles de Syntec pour la consultance privée (bureaux d'études, cabinets de conseil), de la fédération des PACT et des barèmes de la fonction publique territoriale et de la fonction publique d'Etat.

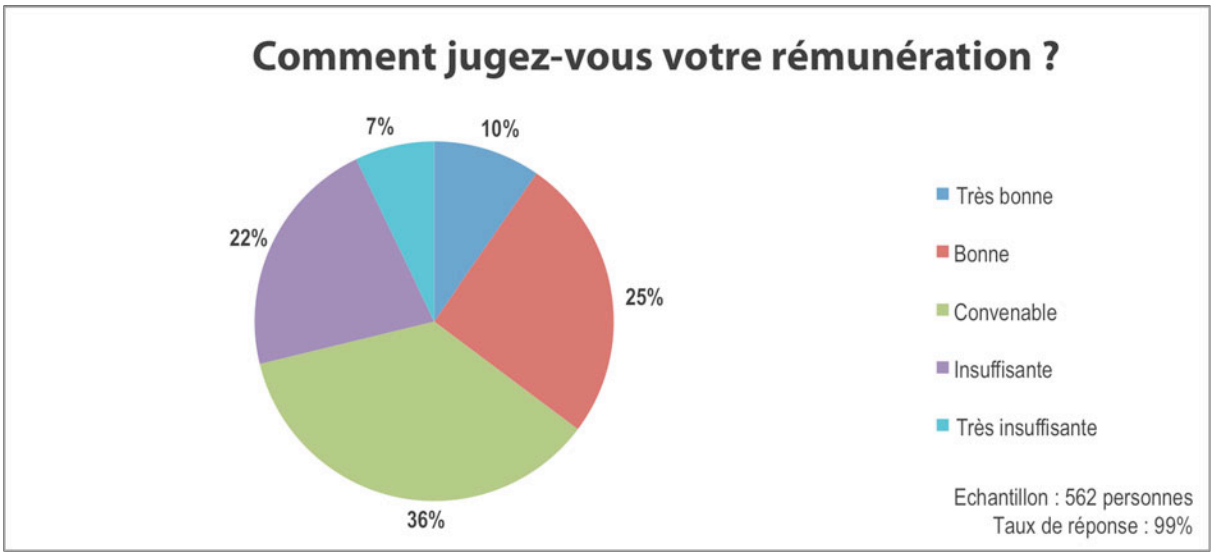

Figure 33. Jugement du niveau de la rémunération

▪ Quels écarts de rémunération selon les situations ?

On observe de manière assez nette une plus forte proportion de diplômés occupant des emplois à bas salaires (moins de 1500 euros nets mensuels) au sein de la promotion de l'année 2009 (32% contre 18% des diplômés issus de la promotion 2008). En revanche, les strates de rémunération supérieures concernent dans une même proportion ces deux promotions.

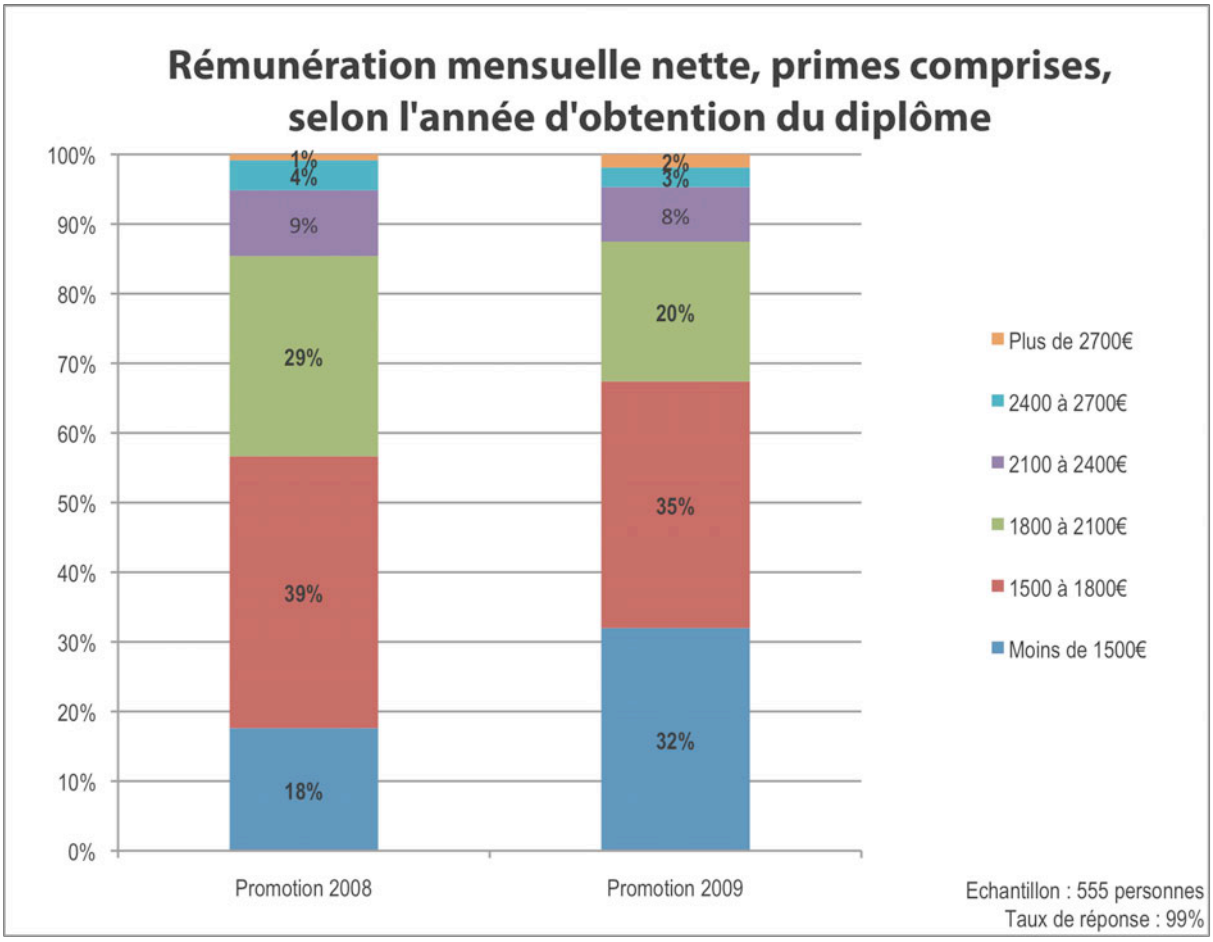

Figure 34. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon l'année d'obtention du diplôme

Le recoupement des faibles rémunérations avec les cursus initiaux des diplômés laisse entrevoir, une fois de plus, de grandes disparités : 30% des diplômés ayant suivi une formation initiale de type universitaire occupent un emploi à bas salaire (moins de 1500 euros net mensuel), quand cette proportion ne dépasse pas 20% chez les « autres », issus d'écoles d'ingénieurs ou d'IEP. Plus des 2/3 d'entre eux (68%) sont payés en deçà de 1800 euros net contre à peine 54% des diplômés issus d'autres formations initiales.

Comme le démontre implacablement l'ensemble de la grille salariale : **les « universitaires » sont toujours moins nombreux que les autres dans les strates de rémunération salariales supérieures**. Seulement 10% des urbanistes ayant effectué une formation initiale de type universitaire peuvent prétendre à une rémunération mensuelle supérieure à 2100 euros net. A l'inverse, les diplômés ayant suivi une formation dans un autre type d'établissement sont, en proportion, quasiment deux fois plus (19%) à déclarer ces niveaux de rémunération.

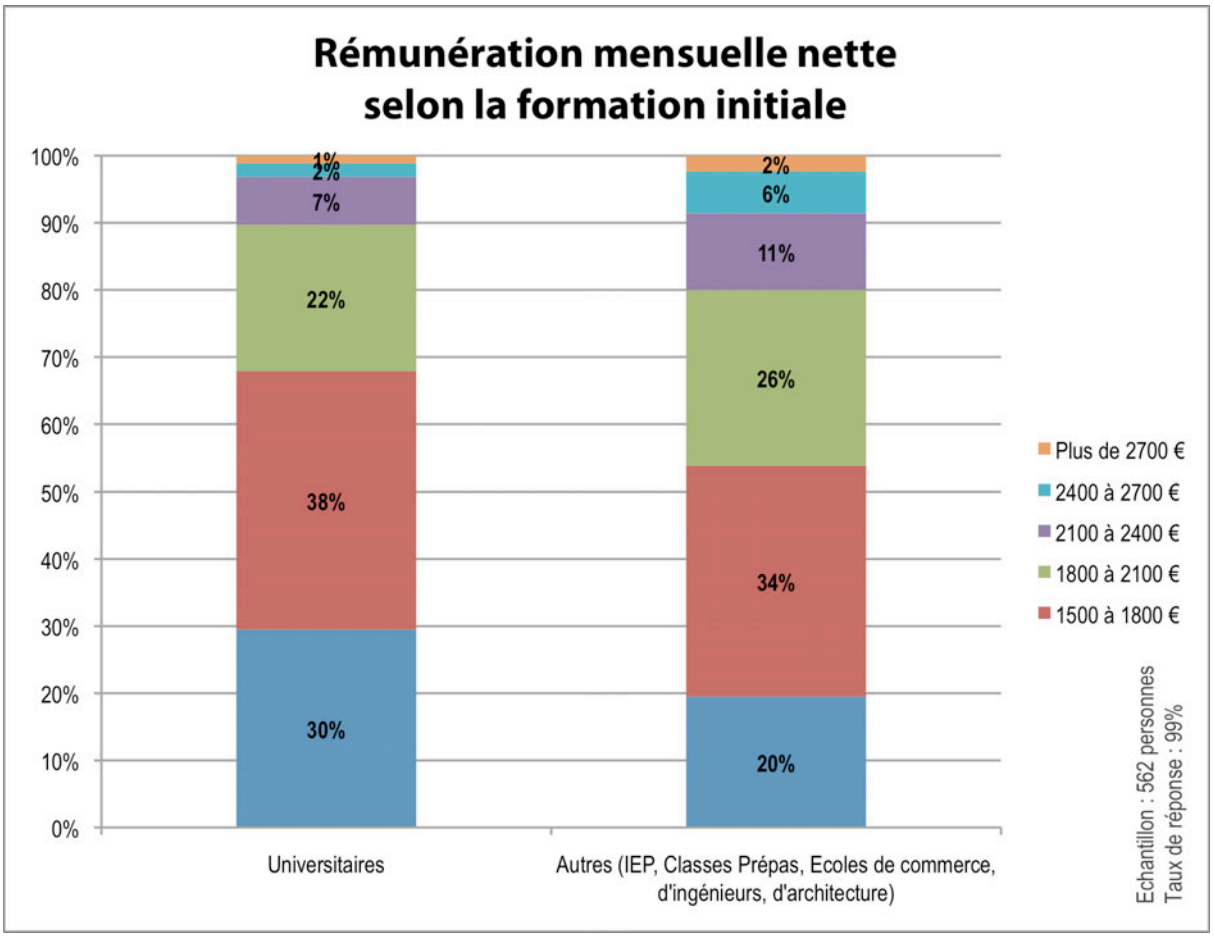

Figure 35. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon la formation initiale suivie

Ces disparités de situations, à niveau de qualification comparable, sont troublantes. Il est possible de les interpréter de deux manières :

- en premier lieu, elles peuvent renvoyer à **l'appréciation de la valeur des différentes familles de diplômes par les recruteurs** ;
- elles questionnent **la capacité des diplômés de l'université à « s'évaluer »** (ou « savoir se vendre »), comme en témoignent les étudiants lors des fréquents forums de métiers organisés dans les instituts d'urbanisme par les associations de diplômés.

Les écarts de rémunération hommes-femmes sont quasiment inexistants : à 1% et 3% près, nous observons en effet la même proportion de bas salaires (moins de 1500 euros net mensuel) et de hauts salaires (plus de 2100 euros net mensuel).

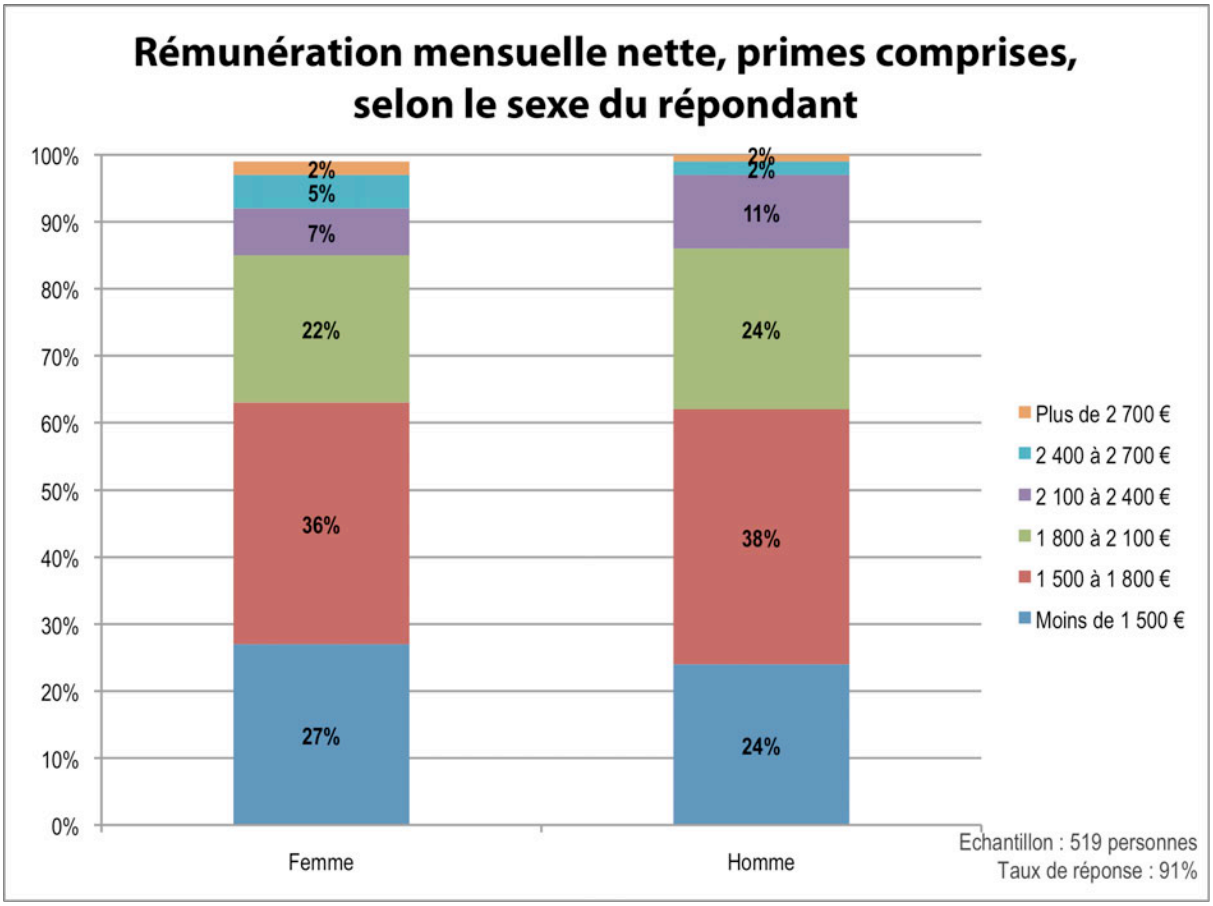

Figure 36. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon le sexe du répondant

Le graphique ci-dessus consolide ces 562 emplois, ventilés par modes d'exercice « public », « parapublic » et « privé ».

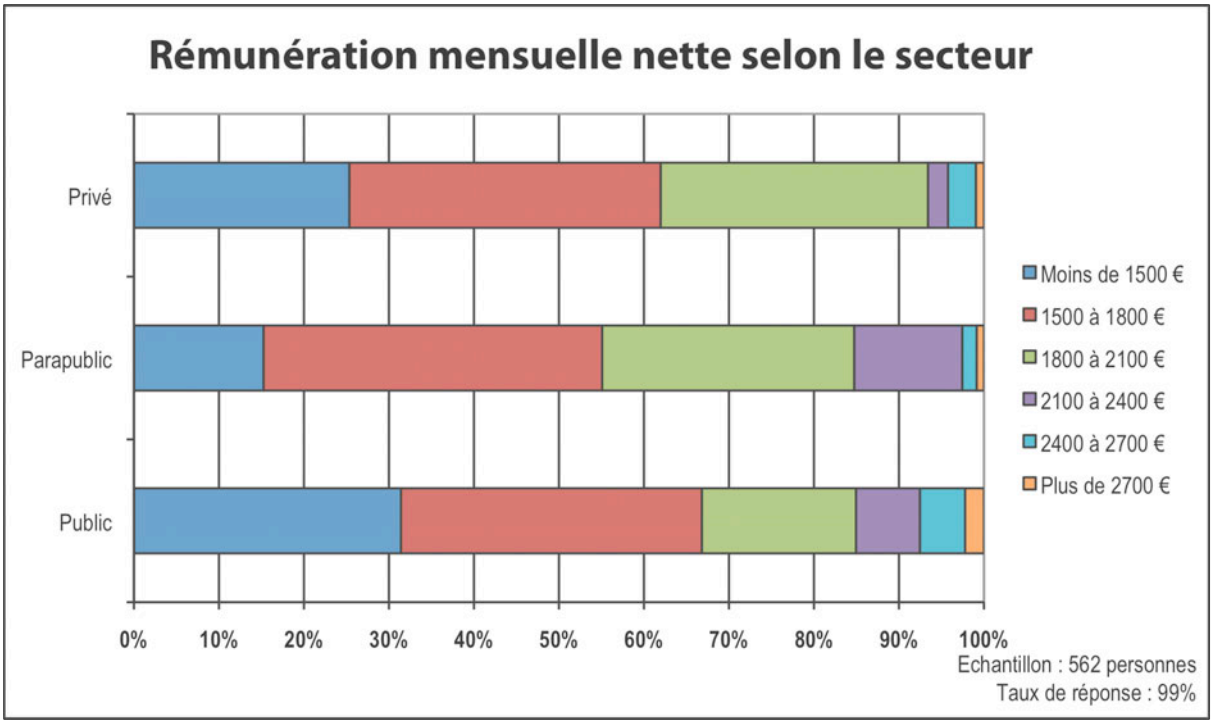

Figure 37. Rémunération selon les modes d'exercice public, parapublic, privé

Plus précis, le graphique ci-dessous permet d'observer les écarts de rémunération par grandes familles d'acteurs.

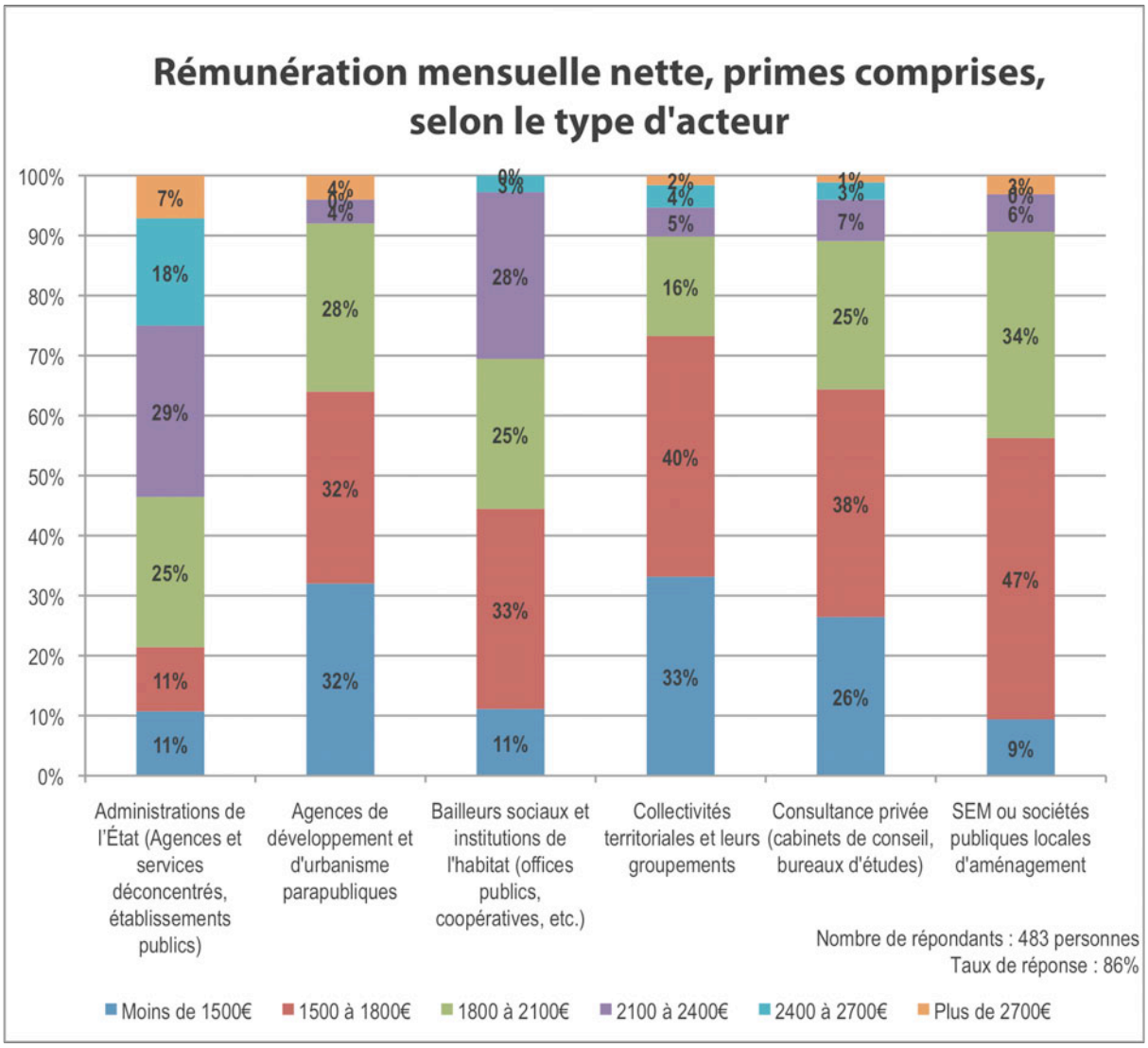

Figure 38. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon le type d'acteur

Les 6 familles de structures les plus pourvoyeuses d'emplois dans le domaine de l'urbanisme offrent 483 des 562 emplois du domaine. Les bas salaires, sous la barre des 1500 euros, sont largement le fait des collectivités locales (1/3 des urbanistes y exercent en deçà de ce seuil), des agences d'urbanisme et dans une moindre mesure de la consultance privée. Les services de l'Etat et les bailleurs sociaux offrent les meilleures rémunérations tout en proposant des grilles salariales diversifiées. Quant aux SEM, elles garantissent des rémunérations plus homogènes.

Il apparaît donc que les deux grands pourvoyeurs d'emplois dans le domaine de l'urbanisme (collectivités locales et consultance privée) **offrent les plus faibles rémunérations aux jeunes diplômés**.

Géographie de l'emploi dans le secteur de l'urbanisme

La quasi-totalité des débouchés se situe en France, la profession d'urbaniste étant largement liée à des contextes institutionnels, administratifs et juridiques nationaux. Rappelons aussi que la plupart des villes dans le monde se font sans urbanistes… Ainsi 95% des diplômés ayant trouvé un emploi dans l'urbanisme et le développement territorial exercent en France.

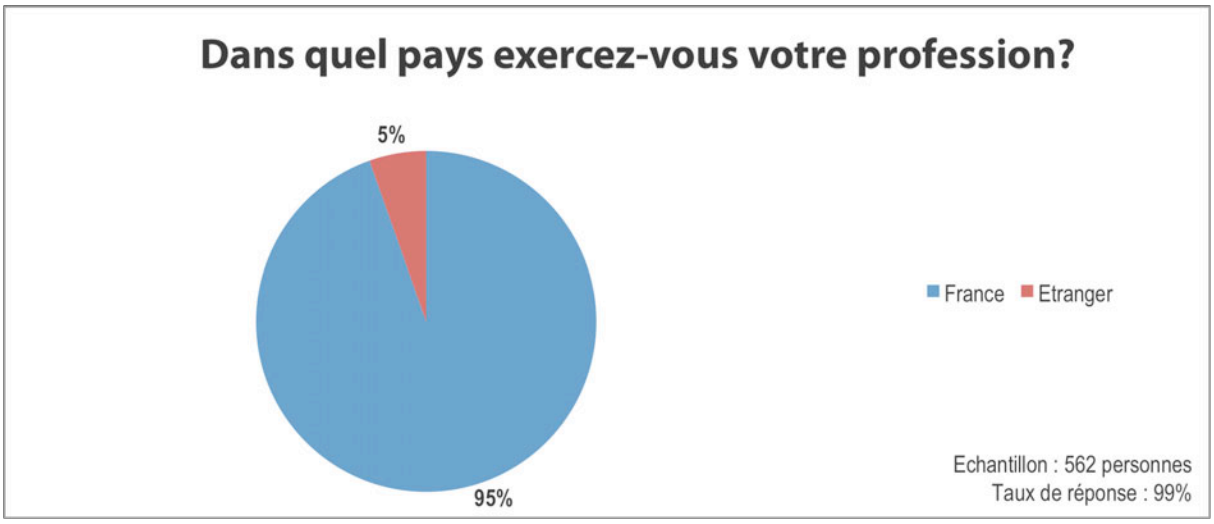

Figure 39. Dimension internationale des débouchés professionnels

Pays d'exercice	Nombre
Allemagne	1
Angleterre	1
Brésil	1
Colombie	1
Gabon	1
Ghana	1
Italie	1
Liban	1
Nicaragua	1
Porto Rico	1
Vietnam	1
Salvador	1
Luxembourg	2
Maroc	2
Canada	3
Suisse	3
Belgique	4
Chine	4

Figure 40. Pays d'exercice des urbanistes travaillant à l'étranger

Parmi les 5% restant exerçant à l'étranger, les diplômés peuvent exercer dans de nombreux pays et notamment d'autres pays francophones (Belgique, Suisse, Canada).

Ces chiffres viennent relativiser les discours fréquemment répandus par la presse nationale sur « l'eldorado » que peuvent constituer, pour les jeunes diplômés, certains pays étrangers européens ou émergents. De fait, l'insertion professionnelle des jeunes diplômés nécessite des ancrages relationnels souvent limités à la région où ils ont effectué leur formation et le plus souvent leur stage (*voir aussi les taux de mobilité géographique ci-après*).

Le projet d'une reconnaissance mutuelle des qualifications en Europe, porté par le Conseil Européen des Urbanistes (CEU), pourrait en revanche ouvrir des perspectives.

À l'échelle de la France métropolitaine, une approche géographique permet de mesurer le poids des aires régionales de l'emploi dans le secteur de l'urbanisme.

Parfaitement pondérés dans l'échantillon, **les diplômés en urbanisme issus de la région Île-de-France bénéficient du marché de l'emploi le plus dynamique : 39% des 562 emplois d'urbanistes sont occupés dans cette région**.

La place importante occupée par les instituts et formations franciliens dans le paysage de l'enseignement supérieur de l'urbanisme explique aussi cette prédominance des emplois pourvus en Île-de-France. De par son poids démographique (11,7 millions d'habitants), ses caractéristiques territoriales (forte densité urbaine) et compte tenu des forts enjeux de renouvellement urbain la concernant, il est logique que cette région constitue le principal gisement en termes d'offre d'emplois dans le secteur de l'urbanisme.

Les autres grandes régions urbaines suivent logiquement, conformément à la hiérarchie établie par les grandes aires métropolitaines (Rhône-Alpes, PACA, Nord-Pas-de-Calais).

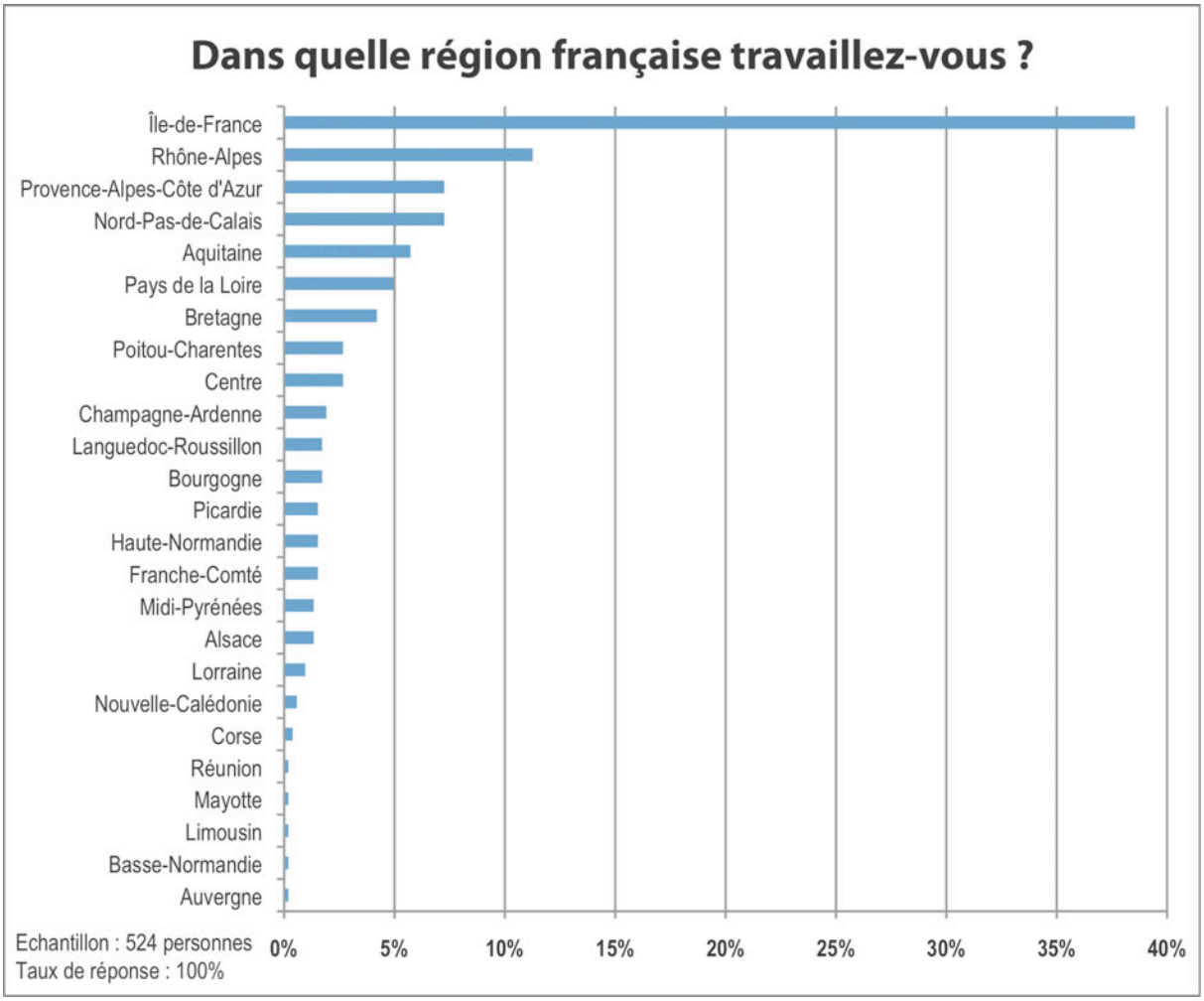

Figure 41. Région de l'exercice professionnel des jeunes urbanistes

Dynamique, l'Île-de-France se singularise par un fort ancrage régional du secteur d'activité de l'urbanisme comme l'indique le faible taux d'emploi des diplômés des formations franciliennes hors Île-de-France (24%). Les grandes régions urbaines (PACA, Rhône-Alpes) ne captent pas autant les jeunes urbanistes diplômés. Environ la moitié d'entre eux déclare avoir pourvu un poste dans une autre région. Hormis l'Île-de-France, seules les régions Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne semblent fixer une proportion significative de leurs diplômés dont le nombre reste tout de même limité (un seul institut d'urbanisme par région, celui de Lille et celui de Reims).

Au total, 41% des diplômés exerçant comme urbanistes ont pourvu un emploi en dehors de leur région de formation, confirmant ainsi une mobilité professionnelle essentiellement hexagonale.

Régions		Nombre de répondants en activité dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial	**Nombre dans la région de la formation**	**Nombre hors de la région de la formation**	Ne se prononce pas	***% promotion hors région de la formation***	***% promotion hors région de la formation***
Île-de-France (ENPC, SCPO, Paris 1, Paris 4, IFU, IUP)	*Dont grands établissements*	50	44	6	0	*12%*	***24%***
	Dont instituts d'urbanisme	144	99	42	3	*29%*	
	Dont UFR de géographie	38	29	8	1	*21%*	
Nord et Est (IAUL, IATEUR)		54	34	20	0	***37%***	
Grand Ouest (Géoarchi, IUR, Rennes 2, IGARUN)		89	26	60	3	***67%***	
Sud-Ouest (Toulouse 2, IATU)		25	13	11	1	***44%***	
Rhône-Alpes (IUL, IUG)		99	42	57	0	***58%***	
PACA (IUAR)		45	23	21	1	***47%***	
TOTAL		**544**	**310**	**225**	**9**	***41%***	

Figure 42. Mobilité géographique des urbanistes diplômés en 2008 et 2009

2.4. L'accès des urbanistes à la fonction publique territoriale

L'application combinée des décrets 2002-508[17] et 2007-196[18] barre aujourd'hui l'accès des 1000 diplômés, issus chaque année des formations universitaires, à la spécialité « urbanisme, aménagement et paysages » du concours d'ingénieur territorial. Dans un souci d'élargir l'accès aux concours de la FPT et de reconnaître l'expérience professionnelle des candidats, le décret 2007-196 institue, en effet, une commission d'équivalence des diplômes (CED) chargée d'autoriser ou non les candidats dont le profil transversal ne rentre pas dans le cadre légal d'accès au concours.

Comme démontré précédemment, les collectivités territoriales et leurs groupements (communautés, syndicats) constituent pourtant le principal débouché professionnel des jeunes urbanistes. La fermeture du concours contraint ces collectivités à recourir massivement à des contrats à durée déterminée pour recruter des urbanistes : alors que les collectivités représentent 33% des emplois dans l'urbanisme, seuls 3,8% des répondants sont agents de la fonction publique territoriale (FPT).

Pour mémoire, la précédente enquête réalisée en 2008[19] totalisait 6,5% d'agents de la FPT pour 22,5% des emplois dans l'urbanisme au sein des collectivités (la surreprésentation des formations franciliennes de l'échantillon augmentant la part de la consultance privée). Soit un rapport de 1 à 2 entre 2010 et 2008, voire de 1 à 3 si l'on compare les agents de la FPT à « emplois constants » dans les collectivités.

Il en résulte une dégradation de la situation professionnelle de ces jeunes urbanistes, situation de plus en plus précaire avec aujourd'hui 90% de CDD contre 10% d'agents de la FPT (voir Figure 22. Les différents de contrat de travail des jeunes urbanistes).

A titre de comparaison, l'enquête réalisée début 2010 par Urba+[20], auprès de l'ensemble des diplômés de l'Institut d'urbanisme de Paris exerçant dans les collectivités territoriales, révélait que 56% d'entre eux étaient alors titulaires d'un concours contre seulement 44% de contractuels.

Ces chiffres démontrent que les élus locaux ont besoin d'urbanistes pour la définition et la conduite des politiques publiques, au moment où les collectivités voient leurs compétences en matière de planification territoriale et de gestion urbaine se renforcer (Grenelle de l'Environnement, réforme de l'urbanisme commercial). Ils remettent en cause l'interprétation du profil « scientifique et technique » exigé pour le concours d'ingénieur territorial, alors même que les compétences mobilisées relèvent davantage du diagnostic et de la prospective, de la coordination et de l'animation de projets territoriaux.

---

[17] Décret n°2002-508 du 12 avril 2002 modifiant le décret n°90-722 du 8 août 1990 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des ingénieurs territoriaux : http://legifrance.gouv.fr

[18] Décret n°2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique : http://legifrance.gouv.fr

[19] Enquête téléchargeables sur le site d'Urba+ : http://www.urbaplus.org/1eres-assises-de-l-insertion,344.html

[20] Enquête téléchargeable sur le site d'Urba+ : http://www.urbaplus.org/Enquete-sur-les-urbanistes.html

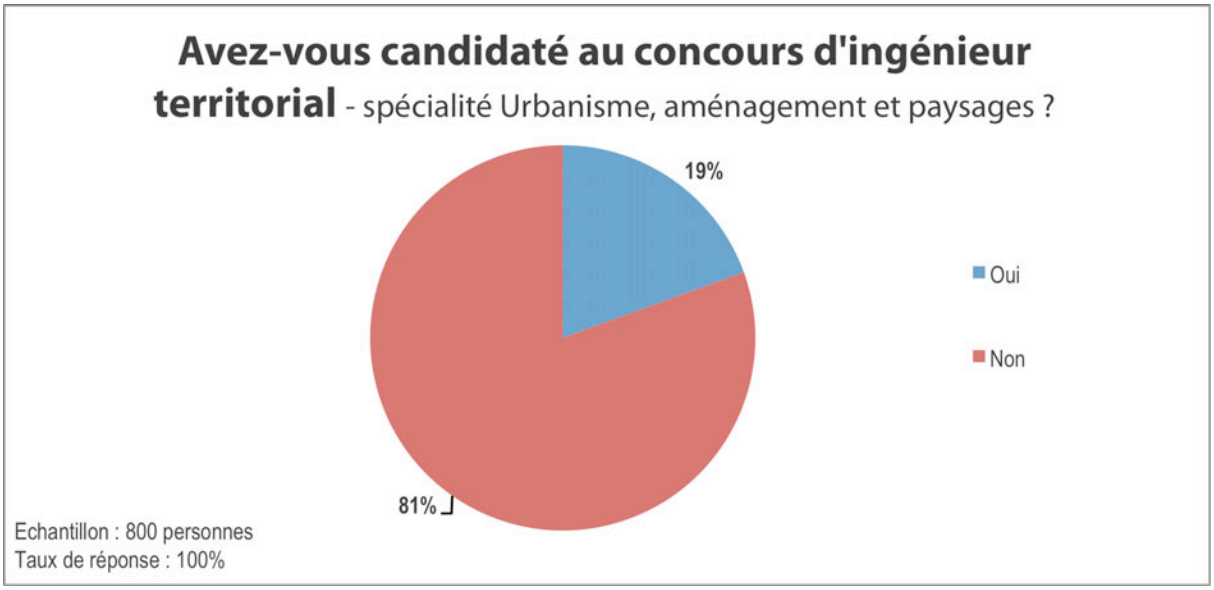

Figure 43. Candidatures au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages »

Jusqu'alors, la spécialité urbanisme du concours d'ingénieur territorial était un mode d'accès privilégié à la fonction publique territoriale pour les diplômés en urbanisme issus de l'université. Leur formation n'étant pas identifiée par le décret 2002-508, ils se retrouvent aujourd'hui obligés de passer devant cette CED, alors qu'ils avaient jusqu'alors directement accès au concours et enregistraient même des taux de réussite significatifs. **C'est pourquoi beaucoup d'entre eux ont renoncé à candidater à ce concours.**

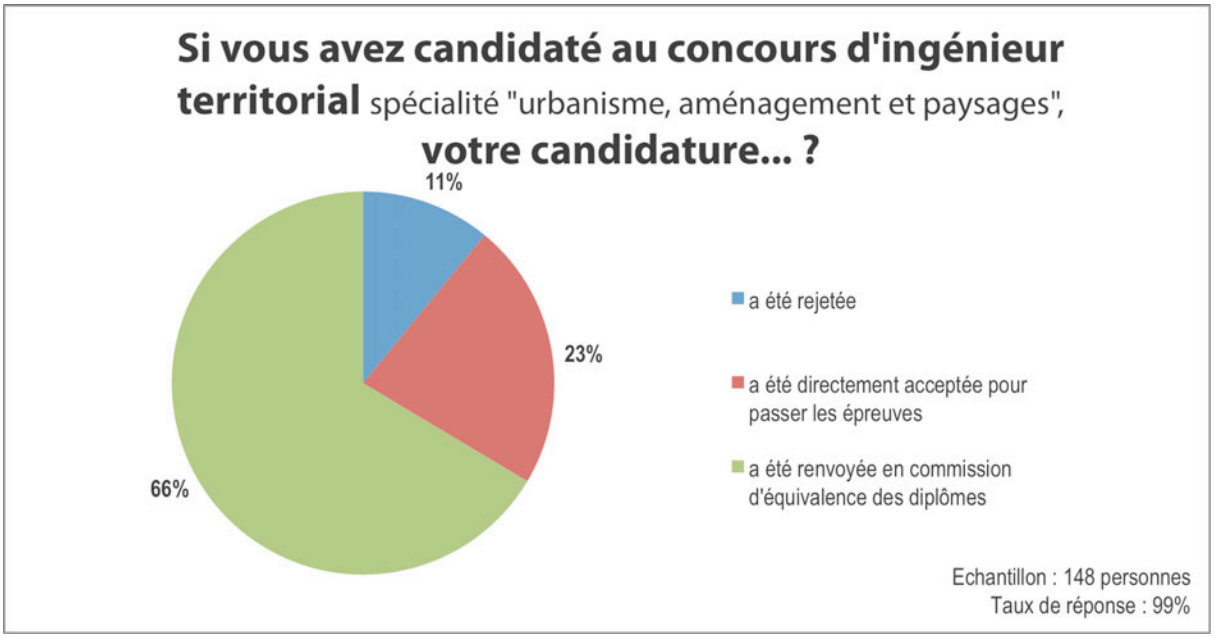

Figure 44. Réponses du CNFPT à la candidature au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages »

La réponse de la CED est sans appel puisqu'elle refuse presque systématiquement l'accès du concours aux urbanistes, considérant que leurs formations ne répondent pas aux modalités définies par le décret 2002-508.

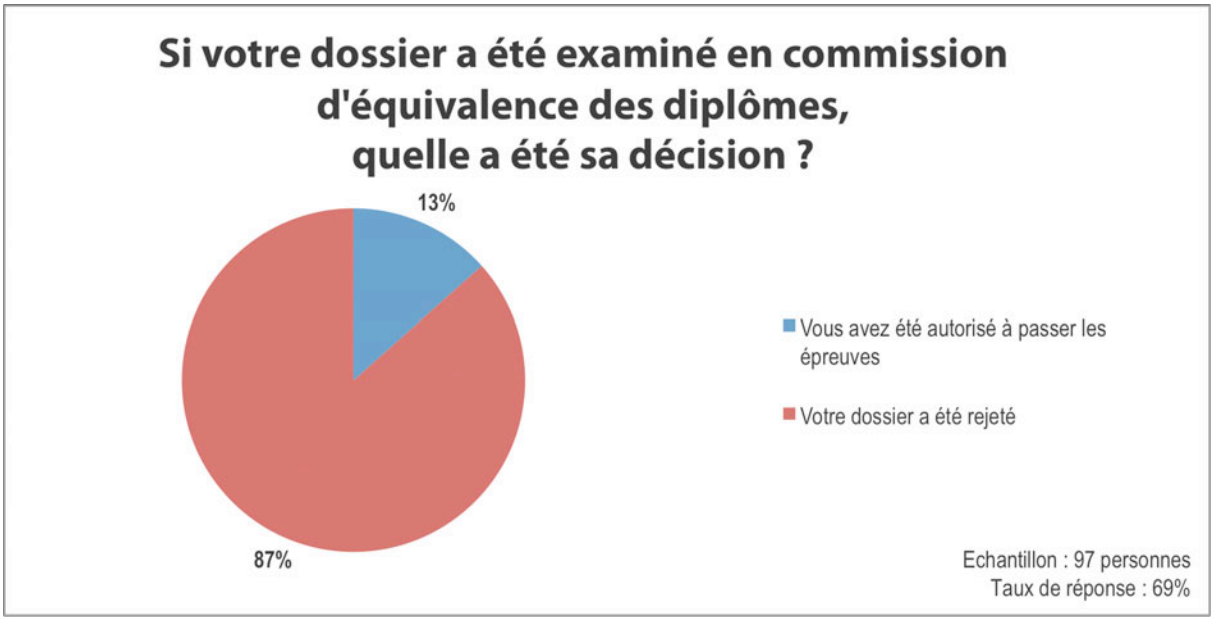

Figure 45. Décision de la commission d'équivalence des diplômes sur la candidature au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages »

En réponse à un courrier du CNJU, le cabinet du Ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique confirme cette interprétation du texte[21] en se référant à la **jurisprudence du Conseil d'État**. Cette jurisprudence rejette sans distinction tous les masters de sciences humaines et sociales **au motif que ces diplômes « ne présentent pas un caractère scientifique et technique ».** Introduite par le décret 2002-508, cette disposition visait à « corriger la distorsion constatée entre les profils des candidats et les besoins des collectivités » et de « **mieux répondre aux attentes des employeurs locaux** ».

Étonnant alors de constater que **les collectivités continuent de recruter des urbanistes en dehors du cadre formel du concours** et que l'action du CNJU recueille, à ce jour, le soutien de 250 élus locaux et 70 parlementaires.

Étonnant également lorsque l'on sait que **les diplômés de formation universitaire, ayant obtenu le concours par le passé, font aujourd'hui des carrières probantes**. L'enquête d'Urba+ précitée montrait en effet que, parmi les diplômés exerçant dans les collectivités, plus d'un tiers des personnes occupent des fonctions d'encadrement (chef de service, directeur, directeur général) et 20% pilotent des projets au sein des collectivités. Les autres répondants occupent des postes de chargé de mission, de chargé d'études, de chargé de projets ou de chargé d'opérations.

[21] *Courrier téléchargeable sur le site du CNJU : http://www.jeunes-urbanistes.fr/docs/courrier_09-12-14_ErWoe_CNJU.pdf*

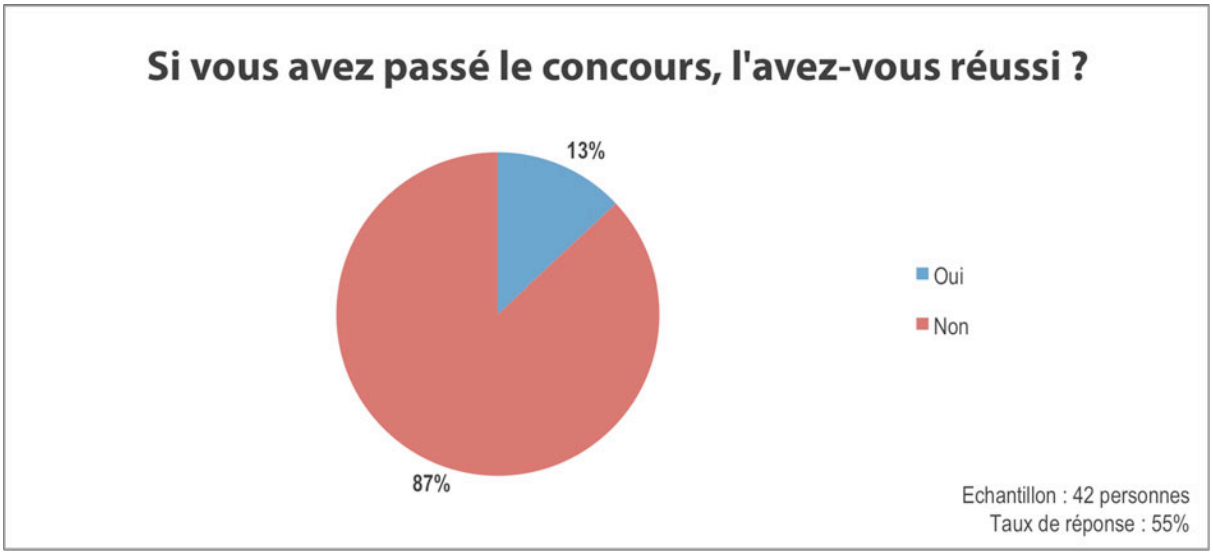

Figure 46. Taux de réussite au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages »

Sur les 148 candidats au concours d'ingénieur territorial, seuls 42 ont pu effectivement se présenter aux épreuves, grâce à leur formation initiale scientifique et technique. Leur taux de réussite de 13% gagnerait à être éclairé par le taux observé précédemment à la réforme, le nombre de places ouvertes et le nombre de candidats présents aux épreuves.

Cette barrière établie dans l'accès au concours d'ingénieur territorial n'incite pas les jeunes diplômés à faire valoir leur formation initiale pour candidater dans d'autres spécialités, **preuve de leur attachement à la profession d'urbaniste à laquelle ils se destinent**. Ces spécialités correspondent d'ailleurs à des métiers très techniques qui ne correspondent pas au profil d'urbanistes généralistes intervenant davantage dans le domaine de l'aide à la décision politique.

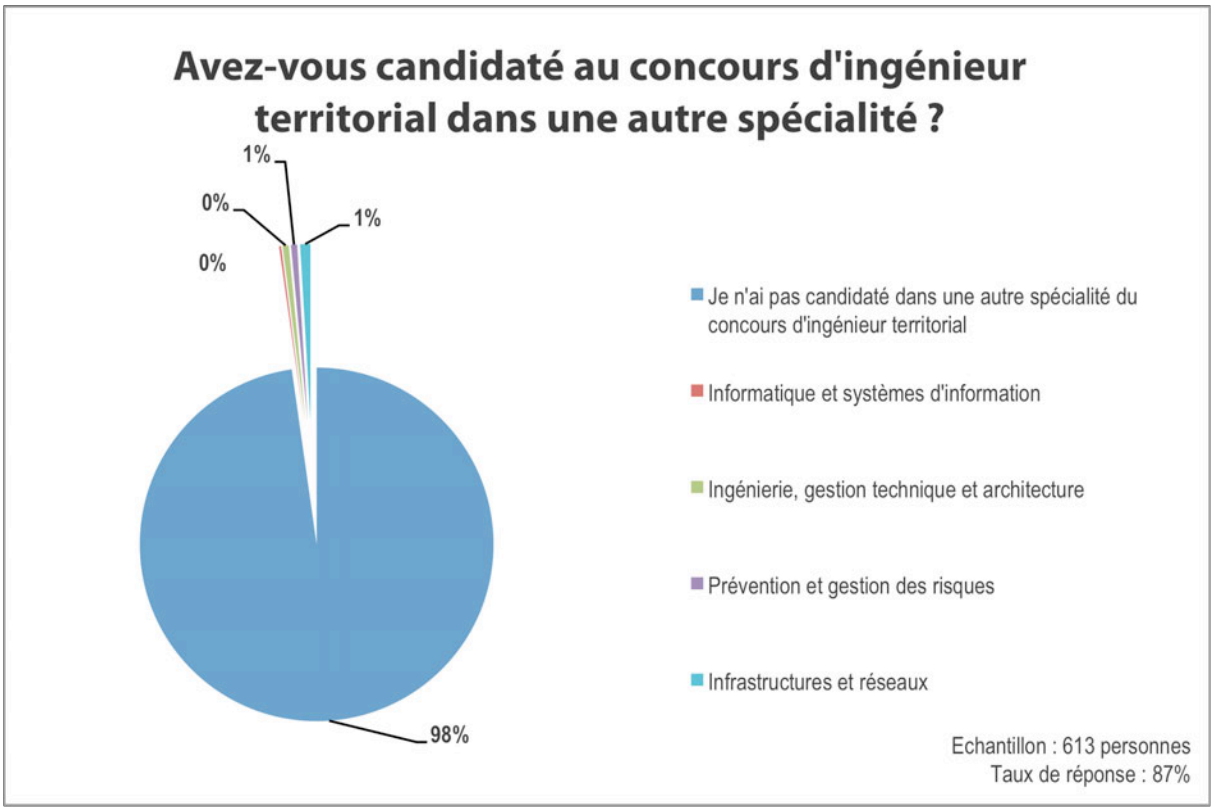

Figure 47. Candidatures au concours d'ingénieur territorial, autres spécialités

La création récente d'une spécialité « urbanisme et développement des territoires » au concours d'attaché territorial est présentée par le Gouvernement comme le débouché privilégié des diplômés de l'université dans les réponses apportées depuis l'automne 2009 aux nombreuses questions écrites des parlementaires concernant l'accès des urbanistes au concours d'ingénieur territorial. **Elle totalise ici 18% de candidats** parmi les répondants.

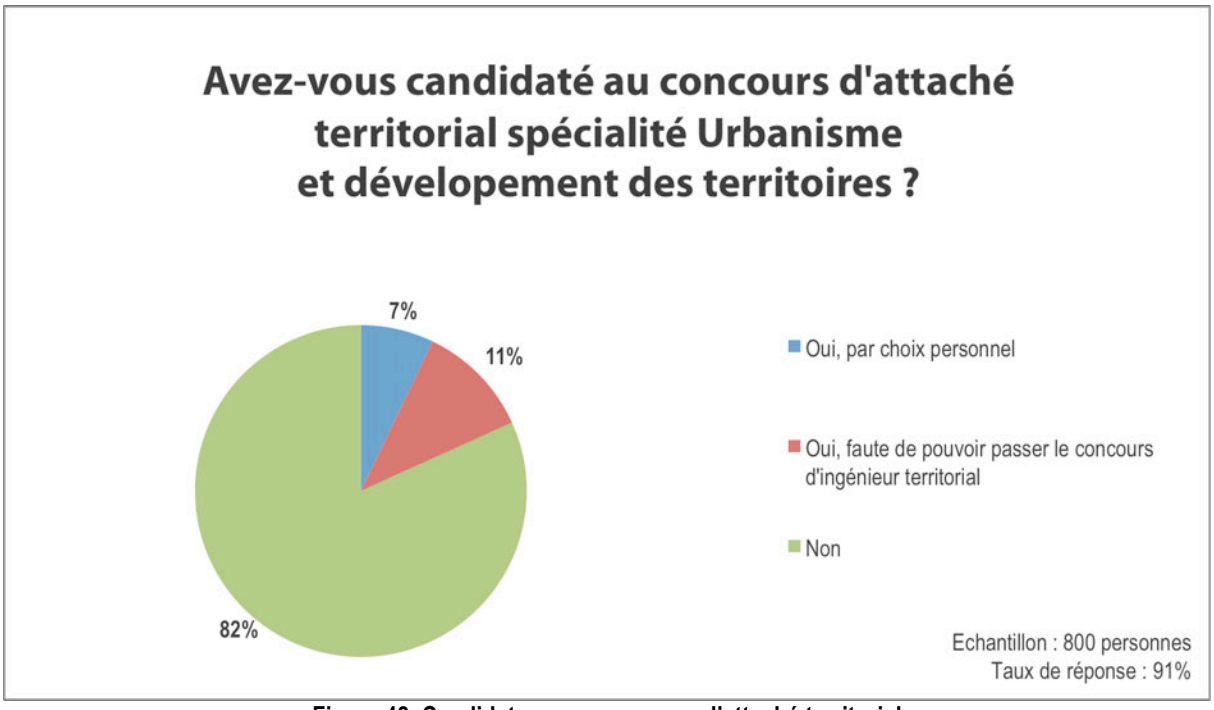

Figure 48. Candidatures au concours d'attaché territorial spécialité « Urbanisme et développement des territoires »

Mais les statistiques du CNFPT révèlent que **le statut d'attaché territorial propose trois fois moins de postes que celui d'ingénieur territorial** dont la « spécialité urbanisme, aménagement et paysages » a malgré tout été maintenue :

- En 2009 : 291 postes d'ingénieurs territoriaux[22] étaient mis au concours et 106 postes d'attachés territoriaux[23] ;
- En 2010 : 388 postes d'ingénieurs territoriaux et 140 postes d'attachés territoriaux.

La fermeture du concours d'ingénieur et la faible attractivité du concours d'attaché (nombre de postes accessibles, moindre rémunération) vont probablement conduire les jeunes urbanistes à s'écarter de la voie statutaire pour intégrer les collectivités par la seule voie contractuelle. Cette **voie non pérenne** s'avère peu compatible avec une politique publique de long terme comme l'urbanisme.

Outre l'affaiblissement des rémunérations (voir Figure 32. Fourchette de rémunération mensuelle, primes comprises (en euros net)), **cette tendance conduit à instaurer une fonction publique territoriale à deux vitesses**, comme l'observe Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS et à Sciences Po Paris : « *Il y aura, d'une part, une filière d'élite bien balisée (…) et d'autres part, de nouveaux métiers transversaux alimentant un système de contractualisation* » (*La Gazette des communes*, 29 juin 2009[24]).

Faute de pouvoir trouver leur place au sein des filières administratives et techniques, **les diplômés des formations universitaires sont écartés des fonctions de direction et d'encadrement des collectivités locales**. Cette nouvelle tendance est non seulement préjudiciable à la qualité de la commande publique en urbanisme, mais aussi à la gestion des compétences et des ressources humaines des collectivités. De nombreux élus locaux considèrent qu'il s'agit même d'une atteinte au principe de libre administration des collectivités territoriales.

[22] *Cf. le site du CNFPT : http://www.cnfpt.fr/inscriptions_concours_pdf/statistiques/stat_cisu_2009.pdf?1294170337*
[23] *Cf. le site du CNFPT : http://www.cnfpt.fr/inscriptions_concours_pdf/statistiques/stat_catt_2009.pdf?1294170333*
[24] *http://www.urbaplus.org/IMG/pdf/CarriereFPT_Gazette_29_06_2009.pdf*

3. Les jeunes urbanistes et leur profession : témoignages de jeunes diplômés

3.1. Mesure du sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste

Pour vous, est-il vraiment important d'être reconnu comme urbaniste ?

Figure 49. Mesure du sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste
Méthode du « nuage de mots ». Variation de la taille de police de caractère selon la récurrence.
(Échantillon : 426 personnes ; taux de réponse : 76%)

Le sentiment d'appartenance à la profession urbaniste est avéré. Souvent raillée pour son manque de visibilité, la profession peut compter sur ses forces vives : les diplômés des instituts d'urbanisme. La nécessaire mise en visibilité de la profession se double d'une revendication clairement exprimée : la reconnaissance de leur qualification, de leur formation et surtout de leurs compétences spécifiques par rapport aux ingénieurs et aux architectes. Vécue comme une injustice, l'affaire du concours d'ingénieur territorial a sans doute renforcé ce sentiment.

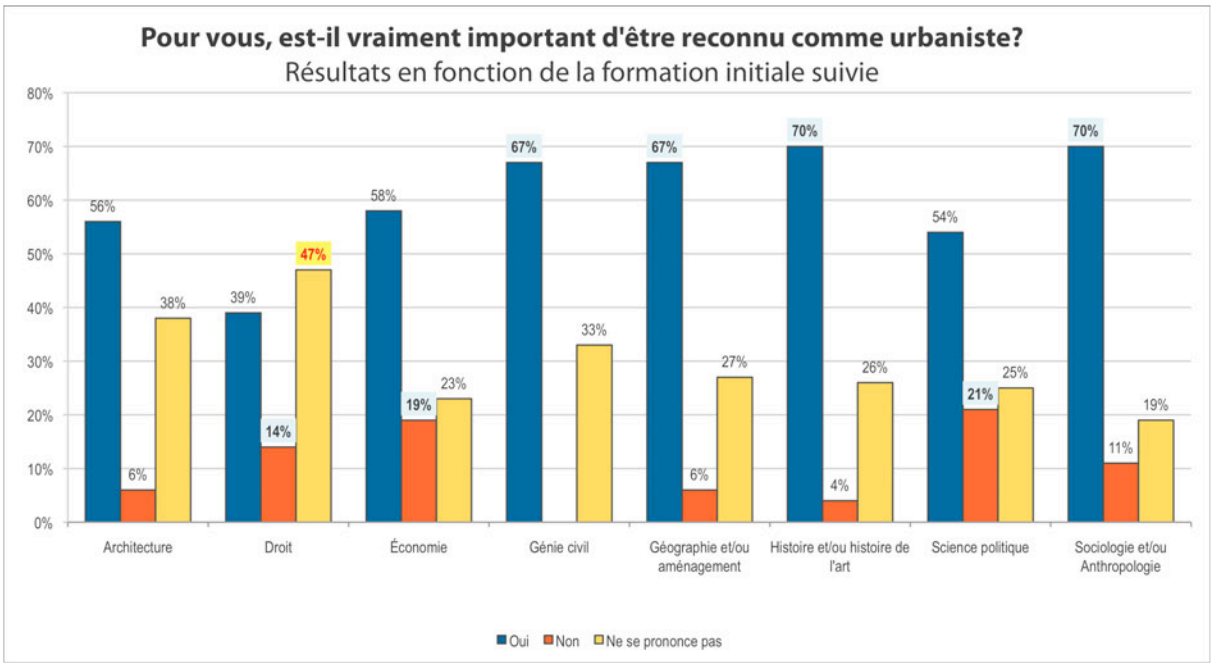

Figure 50. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon la formation initiale suivie
Echantillon : 426 réponses - Taux de réponse : 76%

Parmi les formations initiales des diplômés, seuls les juristes de formation sont minoritaires dans leur affirmation d'un sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste (39%). Les juristes expriment davantage une indécision (47%) qu'un désintérêt explicite pour la profession.

Les sociologues, historiens et géographes ainsi que les diplômés ayant reçu une formation préalable en génie civil expriment le plus fortement ce sentiment de reconnaissance (plus des deux tiers de ces profils).

Les économistes et les politistes répondent de manière quasi similaire : proportionnellement, ces diplômés sont, parmi tous ceux exerçant dans le domaine de l'urbanisme, les plus nombreux à ne pas considérer comme important le fait d'être reconnus comme urbaniste.

Enfin, les architectes sont globalement moins catégoriques pour déclarer comme important le fait d'être reconnus en tant qu'urbaniste (seulement 56% dans ce cas). Ces profils sont d'ailleurs parmi les plus indécis sur le sujet : 38% des diplômés issus d'une école d'architecture et occupant un emploi dans le domaine de l'urbanisme ne se sont pas prononcés sur la nécessité d'être reconnus en tant qu'urbaniste.

Ce résultat peut bien évidemment s'expliquer par le poids d'une formation initiale longue et menant directement à une profession réglementée : architecte.

Le sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste transcende les différents modes d'exercice comme le montre le graphe suivant. Globalement, on retrouve cette revendication de manière assez homogène au sein des principales familles d'acteurs où les urbanistes exercent. Seuls les centres de ressources locaux apparaissent en retrait.

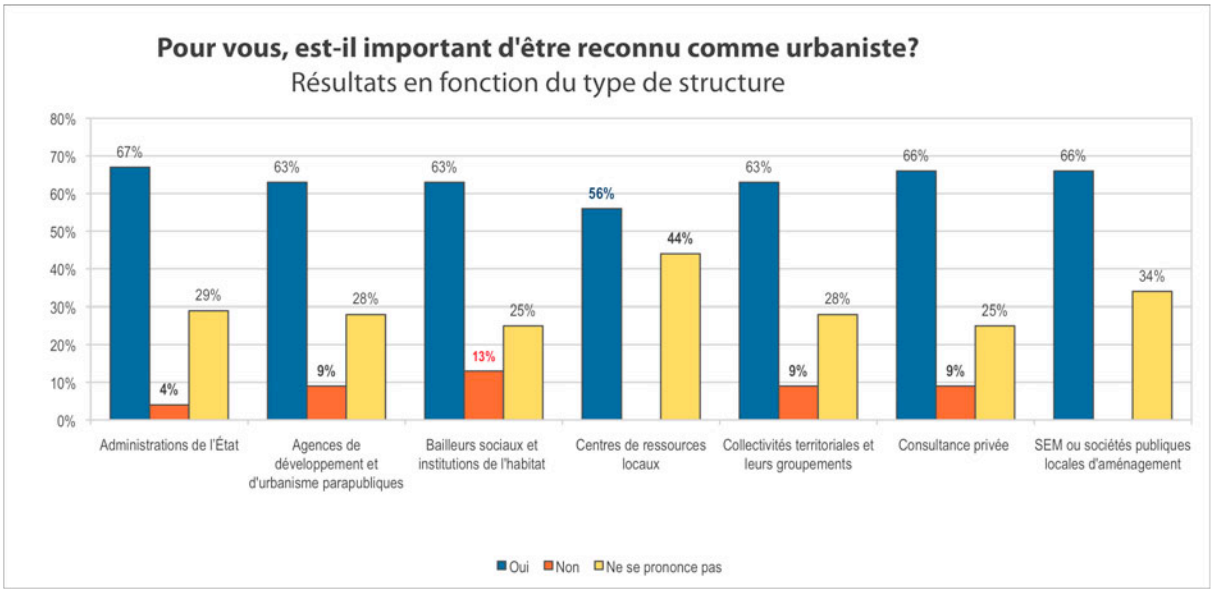

Figure 51. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon le type de structure
Echantillon : 426 réponses - Taux de réponse : 76%

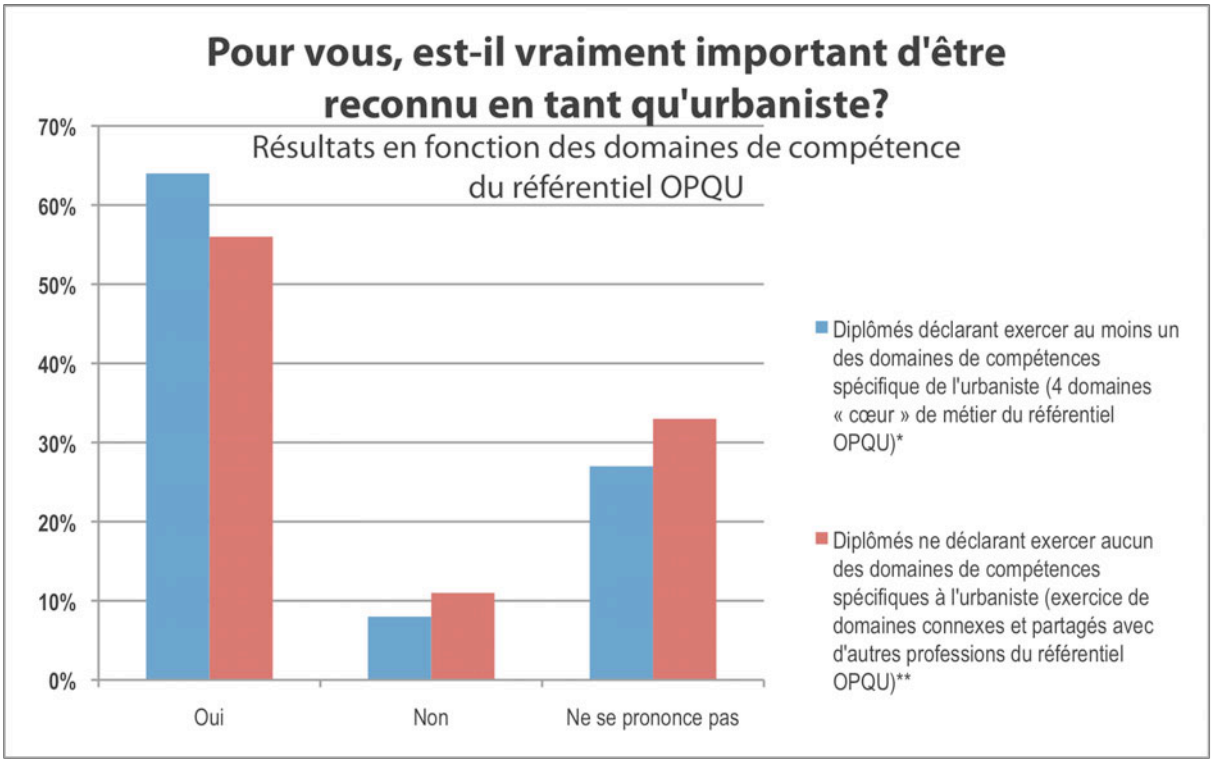

Figure 52. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon le domaine de compétences exercé

** Analyse et prospective territoriale ; Conception urbaine ; Production d'opérations ; Gestion urbaine*

*** Coordination et conduite de projets territoriaux et urbains ; Animation de projets territoriaux et urbains ; Production des savoirs*

Nous avons cherché à savoir si le fait d'exercer des domaines de compétences connexes à d'autres professions pouvait minorer le sentiment d'appartenance à la profession. Ces résultats, bien que conformes au référentiel de l'OPQU, ne mettent pas en exergue le caractère discriminant de l'exercice des domaines d'activité spécifiques à l'urbaniste :

La « posture » d'urbaniste tient autant à ses compétences transversales d'animation de projets qu'à ses compétences spécifiques. En d'autres termes, il est tout autant « coordonnateur », « animateur » et « passeur d'idées » qu' « analyste », « concepteur », « producteur » ou « gestionnaire ».

3.2. Comment les diplômés se projettent-ils à dix ans ?

Quelle est la fonction professionnelle que vous aimeriez exercer dans dix ans ?

Figure 53. Aspirations professionnelles des jeunes urbanistes pour les dix prochaines années
Méthode du « nuage de mots ». Plus un mot est retrouvé dans les réponses, plus il est grand.
(*Échantillon : 406 personnes ; taux de réponse : 72%)*

406 personnes ont répondu à la question « quelle est la fonction professionnelle que vous aimeriez exercer dans dix ans ? ». Il ressort de ce sondage une affirmation assez nettement exprimée par les jeunes diplômés exerçant dans le domaine de l'urbanisme de se tourner vers des fonctions de « pilotage de projets » : **parmi leurs aspirations professionnelles, le statut de « chef de projet » semble se dégager assez nettement**, devant celui de « chargé d'études », fonction déjà majoritairement occupée par ces jeunes diplômés, et celle de responsable de service dans une collectivité locale. Ces résultats démontrent une aspiration professionnelle toute légitime : celle d'assurer la mission de pilotage de projets urbains, habituellement dévolue aux professionnels confirmés.

3.3 La notoriété de l'Office professionnel de qualification des urbanistes (OPQU)

Créé en 1998, avec le soutien de l'Association des maires de France (AMF) et de l'État, l'OPQU a pour mission principale d'attribuer une qualification professionnelle aux urbanistes et de la faire connaître. Pour ce faire, il assure une mission de service public, dans le cadre d'un **protocole signé avec le Ministère en charge de l'urbanisme**.

Les diplômés ont été interrogés sur leur connaissance de cette instance de qualification. Bien que sa notoriété soit en progression (+7% par rapport à l'enquête Urba+/SFU de 2008), l'OPQU demeure largement méconnu : encore plus d'un tiers des jeunes urbanistes ne savent pas de quoi il s'agit.

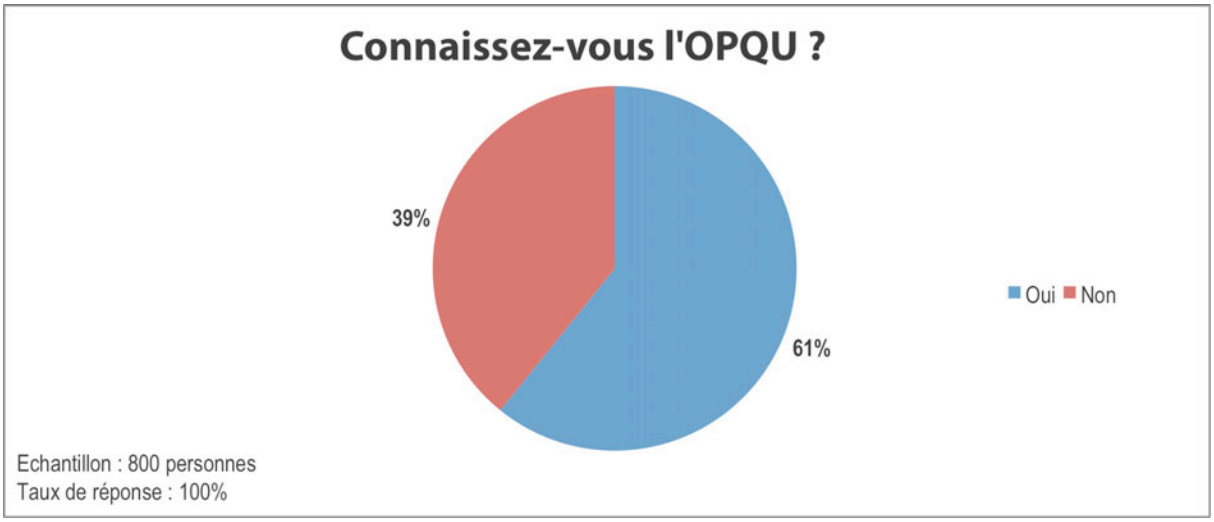

Figure 54. Notoriété de l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes (OPQU) chez les jeunes diplômés en urbanisme

En douze années d'existence, le bilan de l'OPQU est maigre avec moins de **600 qualifiés**, alors que des milliers de personnes exercent la profession d'urbaniste en France et que des centaines de diplômés issus des instituts d'urbanisme entrent chaque année dans "la carrière" (le CNJU les évalue à environ 700 par an). Rappelons que la procédure de qualification expire dans le temps et nécessite d'être renouvelée tous les cinq ans. Rappelons aussi qu'elle est payante, ce qui peut dissuader les candidats.

Pour « booster » le nombre de « qualifiés », les responsables de l'OPQU se sont engagés à **faciliter l'inscription de ces diplômés en urbanisme** issus de l'enseignement supérieur (et largement de l'université) sur une **« liste d'aptitude »**, sorte « d'antichambre » vers la procédure de qualification qui, au demeurant, s'avère très fastidieuse.

Cette approche élitiste et sélective gagnerait à être complétée par une inscription en masse et systématique des centaines d'urbanistes qui sortent chaque année, diplômés des instituts d'urbanisme. Or, à ce jour, seule une quarantaine d'entre eux ont été inscrits sur les tablettes. Le CNJU a déjà alerté le conseil d'administration de l'OPQU à plusieurs reprises sur ce problème. Pleinement conscients du problème, les responsables de l'OPQU se sont déclarés favorables à nouer des partenariats avec les instituts d'urbanisme pour faciliter l'inscription de leurs diplômés sur la liste d'aptitude.

Conclusions

Ce panorama national sur l'insertion professionnelle des jeunes urbanistes diplômés constitue un diagnostic robuste. Il est souhaitable que celui-ci soit partagé entre toutes les composantes de la profession : recruteurs, formateurs, associations professionnelles de l'urbanisme.

C'est cet objectif qui a motivé le CNJU dans l'organisation d'un « Printemps des urbanistes », rythmé par la tenue de plusieurs forums pour l'emploi des jeunes urbanistes (à Lille, Marseille, Reims, Rennes, Grenoble et Paris). Organisés au cours du deuxième semestre 2010 et tout au long de l'année 2011 en liaison avec les instituts d'urbanisme et avec l'appui des associations d'étudiants et de diplômés membres du CNJU, ces nombreux échanges ont permis d'enrichir ce panorama statistique par des témoignages de diplômés. Les débats ont mis en évidence la nécessité d'enrichir le questionnaire de la nouvelle enquête qui sera conduite en 2011 dans le but de mener des investigations complémentaires, notamment sur la trajectoire des doctorants et docteurs en urbanisme. En attendant le lancement de cette deuxième étude, plusieurs enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés.

Quel pourrait être le portrait robot d'un jeune urbaniste ?

Il s'agit d'une femme, géographe de formation initiale issue d'un institut d'urbanisme, en CDD, cadre, rémunérée entre 1500 et 1800 euros nets par mois, qui aurait trouvé un emploi assez rapidement malgré la crise, soit suite à son stage (long) ou dans les 3 mois, soit en tant que contractuelle dans une collectivité locale soit dans un bureau d'études. Elle exerce sa profession en Île-de-France ou dans une des 3 ou 4 régions métropolitaines de province les plus pourvoyeuses d'emplois en urbanisme. Ses missions principales sont l'analyse et la prospective territoriale et/ou la conduite de projet urbain ou territorial. Si elle éprouve le besoin d'être reconnue en tant qu'urbaniste, elle a plus de mal à se projeter dans les dix prochaines années. Elle a « vaguement » entendu parler d'un office professionnel de qualification des urbanistes (OPQU), office qui gagnerait donc à être mieux identifié.

Une description plus fine de la trajectoire professionnelle des diplômés reste à mener.

Alors même que la mesure de la vitesse de l'insertion professionnelle avait mis en évidence une situation plus délicate pour les diplômés de 2008, les diplômés de 2009 sont malgré tout plus nombreux, en proportion, à rencontrer une situation moins favorable en termes de statut et de rémunération. Autrement dit, si la dynamique de l'emploi est globalement repartie fin 2009 et début 2010, les conditions de reprise se sont traduites par une certaine précarité. C'est d'ailleurs ce que l'APEC observait en mai 2010 dans le cadre de son enquête sur les jeunes diplômés en 2009.

Il convient au demeurant de décomposer l'ensemble de la trajectoire d'insertion professionnelle des diplômés. 20 mois après l'obtention du diplôme, les diplômés en 2008 ont pu rencontrer des parcours très divers, parfois sans encombre, souvent chaotiques.

Une enquête qui bat en brèche la prétendue inadaptation des formations universitaires en urbanisme au marché de l'emploi…

Dans un contexte de crise économique, l'enquête met en évidence la forte employabilité des diplômés en urbanisme issus de Masters. 90% d'entre eux sont issus d'instituts d'urbanisme rattachés à l'université. Le taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme (70%) ainsi que les fonctions occupées par les 562 jeunes urbanistes issus du panel ou encore la rapidité de leur insertion professionnelle donnent des éléments objectifs pour évaluer la bonne adéquation de leurs compétences avec les exigences des employeurs.

L'enquête démontre ainsi le caractère généraliste des formations en urbanisme et de la capacité de leurs diplômés à investir dans les différents domaines d'activité de la profession (de l'aide à la décision à la mise en œuvre opérationnelle) Comportant plusieurs phases de mise en situation professionnelle (ateliers, stages), les cursus de Master effectués au sein des instituts d'urbanisme et des formations supérieures en aménagement du territoire démontrent un niveau de qualification tout à fait satisfaisant et un caractère professionnalisant indéniable. Par extrapolation, il est démontré qu'un millier de diplômés en urbanisme issus de l'université ont rejoint la profession d'urbaniste entre octobre 2008 et juillet 2010.

… mais les situations matérielles et statutaires qui ne sont pas à la hauteur de leurs compétences.

Il convient malgré tout de s'interroger sur le décalage entre ce niveau de qualification et l'existence de situations matérielles contrastées, notamment sur le plan de la rémunération et du statut des salariés dans le secteur de l'urbanisme (à défaut de convention collective). La restriction de l'accès à la spécialité « urbanisme, aménagement et paysage » du concours d'ingénieur territorial n'a fait qu'accentuer ce « déclassement » dans les collectivités locales (avec 90% de jeunes urbanistes contractuels).

Au demeurant, la qualité des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dépend toujours de la faculté des collectivités territoriales à formaliser une commande publique pertinente, claire, à la fois fidèle à l'expression d'un projet politique et aux besoins des citoyens. L'organisation de la maîtrise d'ouvrage publique de l'urbanisme est donc un réel enjeu qui interpelle, au-delà de la profession, les décideurs publics. Politique publique décentralisée, structurée par l'Etat et les collectivités territoriales, l'urbanisme reste un champ professionnel où l'urbaniste est concurrencé par d'autres corps professionnels qui s'immiscent dans la « confection urbaine ». Les missions de l'urbaniste doivent donc être revalorisées au sein des collectivités territoriales. Cela passe très certainement par un meilleur positionnement des urbanistes au sein des organigrammes des administrations locales.

Un état des lieux inédit plaidant pour une meilleure organisation professionnelle.

D'une ampleur encore inédite en France, cette enquête se veut une contribution à la constitution d'une veille stratégique sur l'emploi et les domaines de compétences du secteur de l'urbanisme, qui fait encore largement défaut à l'échelle nationale. C'est ce déficit qui explique en grande partie la faiblesse de l'organisation professionnelle des urbanistes français dont le nombre est pourtant estimé par le CNJU à au moins 20 000 personnes. Cette désorganisation est quelque peu paradoxale dans la mesure où la France a le privilège de disposer d'instituts d'urbanisme reconnus et autonomes sur le plan de l'expertise et de la recherche.

Alors que s'engage actuellement une réflexion sur la refondation du Conseil Français des Urbanistes (CFDU), le CNJU entend rappeler que l'organisation professionnelle des urbanistes dépend avant tout de ses organes de formation : les instituts d'urbanisme, présents dans 11 régions françaises. Le CNJU souhaite que ces instituts d'Urbanisme soient reconnus comme de véritables réseaux professionnels d'urbanistes.

Annexe : les 562 emplois d'urbaniste

n.c. = non communiqué

N°	STRUCTURE	FONCTION	MISSIONS OPQU
1	Commune de Dumbéa	Instructeur de permis de construire	*Analyse et prospective territoriale*
2	n.c.	n.c.	*n.c.*
3	Réseau ferré de France	Doctorante/Chargée d'étude Mobilités et Aménagement durables	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
4	Altermodal-Inddigo	Chargé d'étude management de la mobilité	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
5	Communauté de communes (n.c.)	Chargé de mission développement économique	*n.c.*
6	Grand Lyon Habitat	Chargée d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
7	n.c.	Technicien d'études	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
8	AM Environnement	Chargée d'études en urbanisme et aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
9	BET MW Etudes et Conseils	Chargé d'études urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
10	Géomorphic	Chargé d'étude	*Analyse et prospective territoriale , Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
11	CAUE du Rhône	Chargé d'études	*Production des savoirs*
12	CCIP	Chargé de mission aménagement transport	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production des savoirs*
13	Arim Alsace	Chargée d'opération	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
14	Commune de Pont l'Abbé	Chargé de mission	*Gestion urbaine*
15	Communauté de communes de Surgères	Responsable du Service Aménagement, Habitat et Développement durable	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
16	Domaxis	Chargé de mission à la Direction du Patrimoine et de la Clientèle	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
17	Ville de Limoges	Agent de développement local et coordinatrice atelier santé ville	*Animation de projets urbains et territoriaux*
18	Commune du Pré Saint-Gervais	Responsable du Service Habitat Logement	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
19	CAUE de la Haute Saône	Chargée d'études, urbaniste	*Conception urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
20	Commune de Dole	Attaché contractuel	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
21	Établissement public foncier d'Ile de France	Chargée d'études et d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
22	Commune de Sète	Instructeur du droit des sols	*n.c.*
23	Établissement public foncier local du Pays Basque	Chargé d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
24	Commune de Bagneux	Chargé de mission Gestion Urbaine de Proximité, Direction de projet - ORU	*Gestion urbaine*
25	Avice, architecte urbaniste	Assistante d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
26	Commune d'Ivry sur Seine	Chargé d'études déplacements	*Conception urbaine, Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*

27	Farhi Alexandrine Urbanisme	Assistant d'études	*Analyse et prospective territoriale*
28	GIP nouvelle Seyne	Chargée de mission politique de la ville	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
29	MEDEF	Chargé de mission	*Production des savoirs*
30	Communauté d'agglomération du pays viennois	instructeur du droit des sols	*Gestion urbaine*
31	Commune d'Herblay	Chargée d'études en aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
32	Conseil général de l'Isère	Chef de projet développement touristique	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
33	Agence d'urbanisme Atlantique Pyrénées (AUDAP)	Assistant d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
34	Club des villes et territoires cyclables	Chargé d'étude	*Animation de projets urbains et territoriaux*
35	Université de Reims Champagne-Ardenne	Doctorante	*Production des savoirs*
36	Commune de Crolles	Chargée de mission projets urbains	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
37	Transorco	Chargé d'études	*Conception urbaine, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
38	Conseil général des Hauts-de-Seine	Chargée de projets	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
39	Aménagement Urbanisme Architecture Design (AUAD)	Géomaticienne Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
40	C&S Conseils	Concertante	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
41	Communauté de communes n.c	Agent de développement	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
42	Environnement, conception, aménagement urbain (ECAU)	Chargée d'éudes en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
43	Atelier Albert Amar	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
44	Union Sociale de l'Habitat (USH)	Chargée d'études	*Production des savoirs*
45	Observatoire Social de Lyon	Chargé d'étude / Doctorant	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
46	Conseil général du Vaucluse	Conducteur d'opérations	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
47	Commune de Montagny	Responsable du service urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
48	Établissement public foncier d'Île-de-France	Chargé d'études développement	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
49	Syndicat Mixte du Pays de la Jeune Loire et ses Rivières	Chargé de mission SCOT	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
50	Communauté de communes du Pays Santon	Chef de projet développement et organisation de l'espace	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
51	n.c.	Chargé de mission déplacements et développement durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
52	Syndicat mixte du SCOT Nord Isère	Chargé de mission	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*

53	MHC Conseil	Chargée d'études mobilité	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
54	Commune n.c	Responsable Environnement & risques majeurs	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
55	Université de Bordeaux	Doctorante - allocataire ministérielle en urbanisme	*Production des savoirs*
56	ECP	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
57	Conseil général de la Haute-Garonne	Chargé d'études sur le SCOT Nord toulousain	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
58	Club des villes et territoires cyclables	Chargée d'études	*Production des savoirs*
59	DTZ Consulting	Consultante	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
60	Commune d'Écouen	Responsable du service urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
61	Communauté de communes de la Ténarèze	Chargée de mission	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
62	Conseil général de Seine-et-Marne	Technicien urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Gestion urbaine*
63	Mobility+	Consultant en mobilité	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
64	Troyes Habitat	Chargée de mission ANRU	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
65	RATP	Responsable pôles PDU	*Animation de projets urbains et territoriaux*
66	Pact Arim n.c	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale*
67	Commune d'Aulnay-sous-Bois	Ingénieur territorial transport modes actifs	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
68	FRTP Midi-Pyrénées	n.c.	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
69	Consultant libéral	Consultant	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
70	ESPACITE	Consultante en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
71	Ecole Normale Supérieure de Lyon	Chargée de recherche	*Analyse et prospective territoriale*
72	Veolia environnement	chargé d'études	*Production des savoirs*
73	Trajectoires-reflex, conseil en politiques publiques (Groupe Reflex)	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
74	Commune de Gentilly	Chargée de mission Renouvellement Urbain	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
75	GIP Politique de la Ville	Agent de Développement "Projets urbains"	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
76	Côtes d'Armor Habitat	Monteur d'opérations	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
77	Communauté urbaine du Grand Lyon	Chargée de Mission Participation citoyenne	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
78	AREP	Assistant d'études	*Conception urbaine*
79	Rhône Saône Habitat	Chargée de missions	*Production d'opérations*

80	Nexity Apollonia	Responsable Développement	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
81	CSTB	Doctorante CIFRE	*Analyse et prospective territoriale*
82	Gares et Connexions, Groupe SNCF	Conductrice de travaux	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
83	Ville de Marseille	Adjointe au directeur de l'urbanisme (attachée territoriale)	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
84	Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (ADUGA)	Chargée d'étude habitat	*Analyse et prospective territoriale*
85	Commune du Pouliguen	Agent d'intégration environnementale	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
86	Gares et Connexions, Groupe SNCF	Administrateur de projet	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
87	Agence Bouriette et Vaconsin	Paysagiste - Urbaniste chargé de projet	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
88	Geo Bretagne Sud	Chargé d'études en urbanisme environnemental	*Analyse et prospective territoriale*
89	Agence Innovapresse	Journaliste	*Production des savoirs*
90	SAEMAN - Nièvre Aménagement	Chargé d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
91	Commune de Tremblay-en-France	Responsable adjoint du service habitat	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
92	Commune n.c	Chargé de mission architecte et urbaniste	*Conception urbaine*
93	Apoyo Urbano	Chargée de projet	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
94	Expertise et valorisation foncières (EVF)	Chargé de mission	*Production d'opérations*
95	Aquitanis	Doctorante en urbanisme et chargée de mission	*Production des savoirs*
96	Commune de Vernon	Chargée de mission rénovation urbaine (GUSP et démocratie participative)	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
97	Association coup'pouce	Développeuse économique	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
98	Commune de St Josse (région de Bruxelles - Belgique)	Gestionnaire de projets	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
99	Institut catholique de LIlle	Chargée d'étude développement durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
100	SoREPA	Architecte, urbaniste, chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
101	Conseil régional du Nord Pas-de-Calais	Chargé de mission Pays et PNR	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
102	ADEME	Chargé de projet dans la gestion des déchets	*Animation de projets urbains et territoriaux*
103	Commune n.c.	Chargée de mission	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
104	TRIBU (Paris)	Ingénieur junior - salariée CIFRE - chargée d'opération/chef de projet	*Conception urbaine*
105	Conseil général du Pas de Calais	Agent de Développement Local	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
106	Agence d'urbanisme de la région Mulhousienne	Assistante d'étude Urbanisme et Aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
107	GEOCIAM	chargée de projet	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
108	Cabinet Berthet Liogier Caulfuty	Chargée d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
109	SCET	Consultante	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production des savoirs*

110	Conseil général du Nord	Chargé de mission	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
111	Ville de Nouméa	Chargé d'étude « Évolution des quartiers »	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
112	FIT Conseil	Ingénieur géomètre-urbaniste	*Conception urbaine*
113	Agence Urban'ISM	Assistant d'étude en urbanisme - juriste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
114	SODEMEL	Responsable d'opérations Aménagement	*Production d'opérations*
115	Commune de Roche la Molière	Instructeur droit des sols	*n.c.*
116	Agence de développement et d'urbanisme de l'Aire urbaine Nancéienne (ADUAN)	Assistante d'études Mobilité-Déplacements	*Analyse et prospective territoriale*
117	Cooparch-RU	Chef de projet	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
118	Commune de Denain	Chargé de mission projet social	*Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
119	Notre Logis	Chargé de mission Ecoquartiers	*Conception urbaine, Production d'opérations, Animation de projets urbains et territoriaux*
120	SEMPACT	Assistant chef de projet	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
121	Communauté urbaine de Strasbourg	Chargée de mission développement économique des zones urbaines sensibles	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
122	SAEM SORELI	Chargée d'opération d'aménagement junior	*Production d'opérations*
123	Jura Habitat	Chargé d'études	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
124	Commune de Loos en Gohelle	Directeur des Services Techniques	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
125	Communauté d'Agglomération Castelroussine	Chargée de Mission ZAC d'Ozans	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
126	Sequano Aménagement	Chargée d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
127	Batigère Ile de France	Chargée d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
128	Etablissement Public d'Aménagement de Seine Arche	Chargée d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
129	Communauté de communes SUD 04	Chef de Projets	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
130	Ville de Bourges	Chargée d'opérations	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
131	Établissement public foncier de PACA	Chargé de missions	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
132	Setec Organisation	Ingénieur d'études	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
133	Mission Bassin Minier Nord-Pas-de-Calais	Chargée de mission observation - prospective	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
134	GIP-DSU du Pays de Sambre-Avesnois	Chargé d'opérations urbaines	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
135	Commune n.c.	Chargée de mission en urbanisme et tourisme durables	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
136	Communauté de communes de Pornic	Chargée de mission développement économique et aménagement du territoire	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
137	Atelier TEL, architectes et urbanistes	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*

138	Agence d'urbanisme et de développement du Pays de Montbéliard	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
139	MBC	Chargé d'études	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
140	Pas-de-Calais Habitat	Responsable R&D Aménagement durable	*Production d'opérations, Production des savoirs*
141	Agence Noyon	Assistante chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale*
142	Ville de Lille	Chargé de mission	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
143	Agence d'urbanisme de la région angevine	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
144	Communauté de communes du Genevois	Responsable Habitat	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
145	Espacité	Chargée de mission	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
146	Agence d'urbanisme et de développement de la région de Saint-Omer	Chargé de mission "développement territorial - TIC"	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
147	Apoyo urbano	Co-responsable de projet	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
148	8th Ring Road	Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
149	Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut	n.c.	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
150	Syndicat mixte du Pays Vallée de la Sarthe	Chargée de mission énergie	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
151	Ville Ouverte	Chargée de mission	*Animation de projets urbains et territoriaux*
152	PO urbanisme et Espace Public	chef de projet	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
153	SEQUANO Aménagement	Chargée d'opérations	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
154	INTERSCENE	Assistante Urbaniste	*Conception urbaine*
155	n.c.	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale*
156	Syndicat mixte du SCOT du Grand Douaisis	Chargée de mission urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
157	Parc naturel régional du Gâtinais français	Chargé de mission urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
158	Cabinet Luyton	Chargé d'étude en urbanisme	*Conception urbaine*
159	SPIRE	Chargée d'études en Aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
160	Les Nouveaux Constructeurs	Attachée foncier	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
161	Energies Demain	Ingénieur chargé d'études en énergie et environnement	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
162	URBANIS	Chargé de mission urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
163	Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
164	Pays de la Touraine Côté Sud	Agent de Développement en charge des commissions économie et services et référent du programme Leader	*Analyse et prospective territoriale , Animation de projets urbains et territoriaux*
165	n.c.	Assistant d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
166	Syndicat Mixte du Pays des Rives de Garonne	Chargée de mission développement économique	*Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*

167	SATEL	Chargé d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
168	Communauté d'agglomération Marne et Chantereine	Chargé d'étude Habitat et Projet de territoire	*Analyse et prospective territoriale , Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
169	SEMISO	Chargé de missions	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
170	Commune de Bouaye	Chargée de mission Agenda 21	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
171	Syndicat Mixte du Pré-Bocage	Chargée de Mission SCoT	*Analyse et prospective territoriale*
172	Talence Innovation Sud Développement	Chargée d'études/ de mission	*Analyse et prospective territoriale*
173	Ateliers Lion Architectes Urbanistes	Géographe, urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production des savoirs*
174	A.C.D.P.	Architecte, urbaniste Chef de Projet	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
175	Athegram	Programmiste architectural et urbain	*Conception urbaine, Production d'opérations*
176	Ambre Conseil	Conseiller en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
177	SEM Ville Renouvelée	Responsable d'opérations	*Production d'opérations, Gestion urbaine*
178	NEOLIA	Responsable de programmes lotissement/ZAC	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
179	Communauté d'agglomération d'Angers Loire Métropole	Assistant d'études urbaniste	*Analyse et prospective territoriale*
180	URBI et Orbi	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
181	Communauté de communes du Chalabrais	Agent de Développement Local	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
182	Tekhnê	Technicien	*Conception urbaine, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
183	Bureau d'études Réalités	Chargé de mission en aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
184	Pays Marennes Oléron	chargé de mission Aménagement et Urbanisme	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
185	Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France	Animateur coordonnateur transport	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
186	Ville de Périgueux	Chargé d'opérations urbaines	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
187	Commune de Boulogne-Billancourt	Chargée de mission Urbanisme	*Conception urbaine, Gestion urbaine*
188	Conseil général de la Savoie	Gestionnaire des politiques Montagne	*n.c.*
189	Marie de Chambray-les-Tours	Responsable du service urbanisme	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
190	Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Aire urbaine Nancéienne (ADUAN)	Assistant d'études	*Analyse et prospective territoriale*
191	ALGOE consultants	Consultante	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
192	Communauté urbaine de Bordeaux	Référent territorial chargé d'études	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
193	SHEMA	Chargée d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
194	G2C environnement	Chargé d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
195	Cabinet Créham	Urbaniste, assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale*

196	Communauté d'agglomération Saumur Loire développement	Chargée de mission agenda 21	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
197	SEMISE	Chargé d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
198	Agence Escoffier (bureau d'études)	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale*
199	CCI de Nîmes	Chargé d'études Aménagement et Urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
200	Commune n.c.	Attachée territoriale	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
201	Quelleville?	Chargé d'études et de recherches	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
202	PACT du Val d'Oise	Chargé d'opérations	*Animation de projets urbains et territoriaux*
203	Établissement public d'aménagement du Mantois en Seine Aval (EPAMSA)	Chargée d'opération Aménagement	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
204	CAPM	Chargée de mission	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
205	n.c.	Assistante suivi chantier ANRU	*n.c.*
206	Commune d'Arnouville-lès-Gonesse	Intructeurs du droit des sols	*Gestion urbaine*
207	n.c.	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale*
208	n.c.	Chargé d'opérations	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
209	Attitudes Urbaines	Urbaniste - Programmiste chef de projet	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
210	Nexity Villes & Projets	Responsable du développement	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
211	Commune de Gières	Assistante urbanisme	*Gestion urbaine*
212	Commune de Gennevilliers	Urbaniste, Cartographe	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
213	ICADE (Groupe Caisse des Dépôts)	Consultant en sûreté et sécurité urbaine	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
214	Ripartizione urbanistica Provincia di Bolzano	Ispettore tecnico	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
215	VEA	urbaniste socio-économiste	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
216	Gerau Conseil	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
217	Ville et Transports en Ile-de-France	Chargée d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
218	Commune de Mettray	Responsable secteur Urbanisme	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
219	Arte Charpentier architectes	Chargée de mission urbaniste	*Analyse et prospective territoriale*
220	Alliance Immobilière - Groupe SOS	Responsable de Programmes	*Production d'opérations*
221	Conseil général des Hauts-de-Seine	Responsable des études Habitat	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
222	Communauté d'agglomération de Melun Val-de-Seine	n.c.	*n.c.*
223	STIF	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale*
224	n.c.	Consultant en programmation	*Analyse et prospective territoriale*
225	Communauté d'agglomération Melun Val de Seine	Chargée de mission Habitat Privé	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*

226	Habitat&Territoires Conseil	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine*
227	Citadia Conseil	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production des savoirs*
228	EFFIA MTI	Chargée d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
229	Conseil général des Yvelines	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
230	Communauté d'agglomération Angers Loire Métropole	Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
231	AUDAS	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale*
232	Commune de Saint-Martin-d'Hères	Responsable du service environnement, risques majeurs et Agenda 21	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
233	Agence Française de Développement	Chargée de mission infrastructures et hydraulique	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
234	MEDDTL	Adjoint au chef de bureau	*n.c.*
235	SIEMP (SEM de la Ville de Paris, résorption de l'habitat insalubre)	Chargée d'acquisitions foncières	*Production d'opérations*
236	SEM de Rosny-sous—Bois	Chargé d'opérations	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
237	Institut du Patrimoine Historique et Artistique National	n.c.	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
238	Conseil général du Val-de-Marne	Chargée de projets	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
239	Commune de Courbevoie	Chargé du suivi du PLH	*Analyse et prospective territoriale*
240	REVEAL Développement	Développeur foncier	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
241	SOLENDI	Responsable de programmes	*Production d'opérations*
242	UAPS	Architecte Urbaniste	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
243	Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes (ministère du Travail en charge de la Ville)	Chargée de mission sur l'emploi et l'insertion des habitants des quartiers prioritaires	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
244	Commune de Fontaine	Chargée réglementaire et juridique du développement urbain	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine*
245	n.c.	n.c.	*Production des savoirs*
246	SIAC	Ingénieur chargé de mission transports et déplacements	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
247	MRC Les Moulins	Responsable de la planification et du développement du transport collectif	*n.c.*
248	SNCF	conducteur d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
249	Agence des déplacements et d'aménagement des Alpes-Maritimes	Master Sciences du territoire, spécialité recherche "Territoire, villes, durabilité"	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
250	OPIEVOY	responsable de programmes	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
251	Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP)	Charge d'Etudes mobilités	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
252	Commune de Saint-Michel-sur-Orge	Responsable de l'urbanisme et de l'économie locale	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
253	SCET	n.c.	*Conception urbaine*
254	Parc naturel régional du Morvan	Chargé de mission développement durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*

255	n.c.	Chargée d'opérations ANRU	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
256	Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)	Chargée d'études	*Production des savoirs*
257	Erea conseil	Chargée d'études déplacements	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
258	Atelier TEL	Chargée d'étude urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
259	Logirep	Responsable Renouvellement Urbain	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
260	Agence Escoffier	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale*
261	n.c	Doctorante CIFRE	*Analyse et prospective territoriale*
262	Audap - Agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées	Assistant d'études mobilité	*Analyse et prospective territoriale*
263	Conseil général de l'Ain	Chargé de programmation routière	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
264	GIE Logement Français	Responsable de programmes	*Production d'opérations*
265	TDM	Chargé d'études	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
266	Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (ADEUS)	Assistante d'études déplacement	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
267	Attitudes urbaines	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
268	Commune de La Tronche	Responsable grands projets	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
269	Keolis (Groupe SNCF)	Assistante Marketing	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
270	Syndicat mixte du Pays du Cambrésis	Chargé de mission Urbanisme/SCoT	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
271	Commune n.c	Instructeur des autorisations d'urbanisme (direction de l'urbanisme)	*Conception urbaine*
272	Ecole Supérieure de Transport et de Communication de Hanoi, Vietnam	Enseignant-chercheur	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production des savoirs*
273	Communauté d'agglomération Territoire de la Côte Ouest (Réunion)	Chef de projet PDU	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
274	Préfecture de police, service des affaires immobilières	Assistant technique chargé de la conduite d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
275	Agora S.A	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale*
276	Commune d'Antibes	Chargé de projet éco-quartier	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
277	n.c.	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
278	Commune de Sevran	Chargée de mission Accessibilité et Déplacements	*Conception urbaine, Production des savoirs*
279	SEMTCAR	Chargée d'affaire	*Production d'opérations*
280	Paul Vollin Ingénierie	Chef de projet	*Conception urbaine*
281	EPAMSA	Chargée de mission	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
282	Syndicat mixte du SCOT du Trégor	Chargée de mission SCoT	*Analyse et prospective territoriale*
283	Agence d'urbanisme de la région angevine	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
284	AGAPE	Assistant de chargé d'étude habitat	*Analyse et prospective territoriale*
285	Agence ETIK-PRESSE	Consultant junior en développement durable	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*

286	Opievoy	Chargée de développement social urbain	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
287	ACTIS	Chargée de mission renouvellement urbain	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
288	Commune de Meximieux	Instructeur du droit des sols	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
289	CED	Consultant en développement territorial	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
290	ATHANOR	Urbaniste, Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
291	n.c.	Urbaniste chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale*
292	Commune de Crépy-en-Valois	Instructeur du droit des sols	*Gestion urbaine*
293	Vinci	n.c.	*n.c.*
294	Vinci	responsable de programmes aménagement	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
295	SAEM SORELI	Chargé d'opérations junior	*Production d'opérations, Gestion urbaine*
296	n.c.	n.c.	*n.c.*
297	BNP Paibas Real Estate	Chargé d'études Bureaux Ile-de-France	*Production des savoirs*
298	GINGER	Chargé d'étude Trafic et Déplacements	*Production d'opérations, Production des savoirs*
299	École nationale d'architecture de Rabat (Maroc)	Chargée d'étude pour la ville nouvelle de Tamesna	*Conception urbaine, Production des savoirs*
300	Urbacom Consultants inc.	Urbaniste junior et adjointe administrative	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Gestion urbaine*
301	Communauté de communes de la Brie-des-Moulins	Chargée de mission développement économique	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
302	Communauté de communes Lanvollon-Plouha	Assistante SIG	*Analyse et prospective territoriale*
303	Communauté d'agglomération d'Annemasse-les-Voirons	Chargé de mission déplacements	*Analyse et prospective territoriale*
304	Commune de Tarare	Chef de projet ANRU	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
305	Habitat et territoires conseil	Chargée d'études patrimoine	*Analyse et prospective territoriale*
306	n.c.	Assistant chef de projet	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Production des savoirs*
307	ETC Terra	Chef d'entreprise	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
308	Etc-terra	Ingénieur écologue	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
309	Société CIEL et TERRE	Chef de Projet Photovoltaique	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
310	Territoires et habitat	Chargée d'études, urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
311	Commune n.c.	Responsable du service urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
312	Commune de Sevran	Chef de projet urbain	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
313	Communauté de communes du Pays d'Aubigné	Chargée de mission Habitat Déplacements	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*

314	Espacité	Chargée de mission	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
315	n.c.	Urbaniste/ développeur foncier	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
316	SEMAEST (SEM de la Ville de Paris)	Chargée d'études foncières	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
317	SEMAPA (SEM de la Ville de Paris)	Architecte et urbaniste, chargée d'opération	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
318	Commune de Ville d'Avray	Instructeur du droit des sols	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
319	Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM)	Assistant d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
320	Communauté d'agglomération de Lannion Trégor	Chargé de mission	*Analyse et prospective territoriale*
321	Habitat Marseille Provence	Chargée de relations clientèle	*Gestion urbaine*
322	n.c.	Architecte, urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Gestion urbaine*
323	SEGARD	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
324	Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP), délégation des Hauts de Seine	Chargée d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
325	Travailleur indépendant	n.c.	*n.c.*
326	GIE Ecolog Développement	Chargé de mission développement durable	*Production d'opérations, Production des savoirs*
327	Commune de Fumay	Chargé de mission ANRU	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
328	n.c.	n.c.	*n.c.*
329	Ilex Eastward	Assistante urbaniste	*Conception urbaine*
330	Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne (AFTRP)	Chargé d'études	*Production d'opérations*
331	Urban Act	Chef de projet	*Conception urbaine*
332	Veolia Transport	Chargée de mission	*Production des savoirs*
333	TVK	Architecte	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
334	ATOUT France	Chargée de mission territoriale	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
335	SEMCADD	Chargée de mission Aménagement	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
336	SCET	Consultant	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
337	Ville de Chartres	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
338	Bouygues Bâtiment Île-de-France	Cadre en développement immobilier	*Production d'opérations*
339	Établissement public foncier des Yvelines	Chargé de développement	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
340	Eure Aménagement Développement	Responsable d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
341	Citadia conseil	Chargée d'étude en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
342	n.c.	Chargé de mission aménagement et développement économique	*Animation de projets urbains et territoriaux*
343	ICF NORD-EST	Chargée d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
344	Asdz	Architecte et urbaniste	*Conception urbaine*
345	EPAMSA	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
346	URCA	Ingénieur d'Etudes	*Production des savoirs*

347	Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF)	Chef de projet opérationnel	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
348	Ville de Lausanne	Adjointe technique	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
349	Communauté d'agglomération de Rennes Métropole	Chargée de programmation habitat	*Production d'opérations*
350	Algoé Consultants	Consultante	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
351	Arcadis	Chargé d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
352	AMERU, Ville de Niort	Assistant à la conduite pré-opérationnelle	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
353	SA Melloise d'HLM	Chargée de mission habitat	*Analyse et prospective territoriale*
354	Syndicat mixte Baie de Somme grand littoral Picard	Chargée de mission environnement	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
355	Groupe SNCF (Filiales Gares&Connexions, AREP, PARVIS AMOA)	Chargé de projets Aménagement	*Production d'opérations*
356	Commune de Drancy	Chargée de missions Renouvellement urbain	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
357	Accèsmétrie	Consultant	*Conception urbaine*
358	EPA de Saint Etienne	Responsable d'opération	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
359	Communauté d'agglomération Beaune Côte et sud	Responsable du service urbanisme et foncier	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
360	TTK	Ingénieur chargée d'étude	*Analyse et prospective territoriale*
361	Direction Départementale des Territoires et de la Mer	Responsable de la Planification Territoriale Stratégique	*Analyse et prospective territoriale*
362	Commune d'Annemasse	Chargée de projet renouvellement urbain	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
363	L'Institut de projets d'urbanisme de Chine	n.c.	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
364	n.c.	Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
365	Mobility+	Consultante	*Production des savoirs*
366	Commune de Bourg-en-Bresse	Chargée de mission prospective urbaine	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
367	Communauté d'agglomération Chalon Val de Bourgogne	Chargée de mission Habitat	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
368	DDEA de Seine-et-Marne	Chef d'unité financement du logement social	*Production d'opérations*
369	Communauté d'agglomération du Grand Besançon	Chargée d'études Transports, Infrastructures et Déplacements	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
370	AB Habitat	Chargé de projet résidentialisation	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
371	commune n.c	Chargé de la planification	*Analyse et prospective territoriale*
372	Ecp	Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
373	Communauté d'agglomération du Grand Avignon	Chargé de mission Gestion Urbaine de Proximité	*Gestion urbaine*
374	Safer Champagne Ardenne	Chargé d'études Paysagiste-Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine*
375	Centre de recherche - Académie Libanaise des Beaux Arts	Charge de projet	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Production des savoirs*
376	Entreprises et Mobilité Services	Consultante	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
377	Agence d'architecture Richard Rogers	Urban Planner	*Conception urbaine*

378	Cabinet d´architecture et urbanisme n.c	Chargée de développement de projets urbains	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
379	Conseil général de Loire Atlantique	Chargée de projet	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
380	Commune de Gennevilliers	Urbaniste, cartographe	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Gestion urbaine*
381	CCI de Paris	Chargé d'études urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
382	École nationale d'architecture de Rabat (Maroc)	Experte urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
383	Agence Dusapin Leclercq	Urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
384	Commune de Rosny-sous-Bois	Chef de projet politique de la ville	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
385	Vidal consultant	Chargé de mission	*n.c.*
386	Effia MTI	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
387	Setec international	Ingénieur chargé d'étude socio-économie des transports et missions développement durable	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
388	Communauté urbaine du Grand Lyon	Chargée de mission offre d'accueil, programmation économique	*n.c.*
389	Apritec Ingénierie	Chargée de mission en programmation	*Conception urbaine*
390	Territoires Sites & Cités	Assistant d'études habitat	*Analyse et prospective territoriale*
391	Verdi ingénierie	n.c.	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
392	SEM Plaine Commune développement	Chargée d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
393	Extra Muros	Consultant	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
394	Expansiel Groupe Valophis	Responsable de programmes	*Production d'opérations*
395	Commune de Clichy-sous-Bois	Chargé de mission copropriétés	*Gestion urbaine*
396	Commune de Saint-Michel-sur-Orge service logement habitat	Référent habitat logement	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
397	PACT Paris	Assistante chargée d'opérations	*Production d'opérations*
398	Communauté d'agglomération de Montpellier	Chargée d'opérations	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
399	Expansiel Groupe Valophis	chargée de mission	*Gestion urbaine*
400	PACT ARIM n.c	Chargée d'études et d'opérations	*Production d'opérations, Animation de projets urbains et territoriaux*
401	Egis Mobilité	Chargé d'études Transports et Déplacements	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
402	Espacité	Chargé de mission	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
403	Expansiel - Valophis Habitat	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
404	ADAGE Environnement	Chargé d'études Développement Durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
405	URBANIS	Chargé de mission	*Production d'opérations, Animation de projets urbains et territoriaux*
406	ANMA	Architecte, urbaniste	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
407	Communauté de communes de l'est Tourangeau	Chargée de mission Habitat	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
408	SPLA Lyon Confluence	Chargé de concertation	*Animation de projets urbains et territoriaux*
409	Ville de Paris	Chargée de mission	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*

410	CDC du Vouglaisien	Chargé de mission urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
411	Deux Sèvres Aménagement	Responsable de projet (amenagement)	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
412	Commune de Plescop	Responsable des affaires juridiques et de l'urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
413	Commune de Montreuil-Juigné	Chargé de l'urbanisme	*Gestion urbaine*
414	Nantes Métropole Aménagement	Chargé d'opération	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
415	SCAOuest	Chargée d'expansion	*Analyse et prospective territoriale*
416	Communauté de communes n.c	Chargé de mission Transport	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
417	Commune de Sainte-Maure-de-Touraine	Chargé de mission Opération Urbaine d'Appui au Commerce et Agenda 21	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
418	Nantes Métropole Aménagement	Chargé d'opérations	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
419	EI2A	Assistant chargé d'étude en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
420	Syndicat mixte du Pays du Haut Val de Sèvre	Chargé de mission Aménagement et cadre de vie	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
421	Communauté urbaine de Nantes Métropole	Chargé d'étude	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
422	ADIL d'Ille-et-Vilaine	Chargée d'études habitat	*Analyse et prospective territoriale*
423	LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT	Chargé d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
424	Communauté de communes du Centre Mauges	Agent de Développement Économique	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
425	Conseil régional des Pays de la Loire	Chargée d'études gares et accessibilité	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
426	Commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines	Instructeur du Droit des Sols	*Gestion urbaine*
427	n.c.	n.c.	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
428	Syndicat Intercommunautaire du Nord-Ouest Ardennais	Chargée de mission Développement Local	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
429	A.C.S. (assistance conseil sécurité)	Architecte, urbaniste	*Production d'opérations*
430	Territoires Sites & cites	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
431	Habitat&Développement27	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
432	PARVIS (Groupe SNCF)	Chargé d'opérations	*Production d'opérations*
433	ANIMA Investment Network	Chargée d'études et d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
434	n.c.	Consultante	*Production des savoirs*
435	Elan développement	n.c.	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
436	Communauté d'agglomération de Plaine Commune	Chargé de projets Aménagement	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
437	TerriDev	Chargée de mission AMO et études	*Production d'opérations, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*

438	ES-PACE	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
439	Commune d'Orsay	Responsable de l'Aménagement durable et des déplacements	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
440	SERVICE PUBLIQUE 2000	Consultante	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
441	Ceryx Trafic System	Ingénieur Trafic / déplacements urbains	*Production d'opérations*
442	AEF	Responsable développement AULH	*Production des savoirs*
443	Bouwfonds Marignan	responsable de développement	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
444	CCP	Chargée d'études an aménagement	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
445	CVL	Responsable de projet junior au pôle assistance à maîtrise d'ouvrage	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
446	COTEBA	Chargée d'opération	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
447	BERCAT	Chargée d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
448	Conseil général des Landes	Chargé d'étude stratégie et maitrise d'ouvrage routière	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
449	Ville de Grenoble	Chargée de mission au service foncier	*Production d'opérations, Gestion urbaine*
450	Ville de Ponce, Porto Rico	Assistant Administratif	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
451	EPF Poitou Charentes	Chargé d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Gestion urbaine*
452	Commune d'Anglet	Assistante PLU	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
453	Agence régionale de développement de Franche Comté	Responsable du service Intelligence Territoriale	*Analyse et prospective territoriale*
454	Syndicat mixte du Pays du Haut Entre Deux Mers	Chargée de mission économie - OCM	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
455	Baggio-Piechaud	Chargée d'étude	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
456	Maison de l'Habitat - Dreux	Chargé de mission en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
457	Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois	Chargée d'études Economie	*Analyse et prospective territoriale*
458	Ville de Paris (mairie du 11eme arrondissement)	Assitance de la chargée de programme	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
459	Espace Ville	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
460	Métropolis	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Gestion urbaine*
461	Sémaphores	Consultant junior	*Analyse et prospective territoriale*
462	Conseil général n.c	Coordinatrice territoriale	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
463	Etc-terra	Chargé d'étude	*Analyse et prospective territoriale , Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
464	SORGEM	Assistant chargé d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
465	Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (Aduga)	Chargée d'études habitat	*Analyse et prospective territoriale*
466	GEOLITT	Chargé d'études urbaniste	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*

467	Communauté d'agglomération de Lannion Trégor	Chargé de mission	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
468	Vinci Construction France	Chargé d'affaires - Montage d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
469	OTE Ingénierie	Responsable d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
470	CSD AZUR	Ingénieur conseil en environnement et aménagement durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
471	Communauté d'agglomération du Val de Bièvre	Instructrice en droit des sols	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
472	Architecture-Studio	Urbaniste	*Conception urbaine*
473	Ville & Transports en Ile-de-France	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale*
474	Communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne	Chargée de mission Transports et Déplacements	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
475	n.c.	n.c.	*n.c.*
476	Université de Strasbourg, UFR de géographie	Chargée de projet INTERREG IV A "Gestion économe et durable de l'espace dans les petites et moyennes communes du Rhin Supérieur"	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
477	Commune de Saint-Laurent-du-Var	Chargée d'études à l'aménagement du territoire	*Analyse et prospective territoriale*
478	Archidée	Chargé d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
479	Commune n.c.	Chargée de mission urbanisme et développement local	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
480	CETE de Lyon	Ingénieur des travaux publics de l'État	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
481	Communauté urbaine du Grand Lyon	Chargée de mission rédaction	*Production des savoirs*
482	INRETS	Doctorant	*Analyse et prospective territoriale, Production des savoirs*
483	Territoires 2100	Chargé d'étude en aménagement du territoire et évaluation des politiques publiques	*Analyse et prospective territoriale*
484	ICF La Sablière	Chargée d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
485	Acs mte	Architecte, urbaniste, consultante développement durable	*Analyse et prospective territoriale*
486	Syndicat mixte du SCOT du Bassin Annecien	Chargé de mission	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
487	Communauté de l'agglomération creilloise	Chargé de mission renouvellement urbain	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
488	CCIP du Val de Marne	Chargée d'études en immobilier d'entreprises	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
489	Commercités	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
490	Commune de Plouguerneau	Chargée de mission développement territorial	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
491	SCET	Consultant	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
492	Communauté d'agglomération de Saint-Malo	Chargée de mission observatoire du développement économique	*Analyse et prospective territoriale*
493	Commune d'Échirolles	Chargée de mission "suivi de dossiers intercommunalité, déplacements et relations partenariales"	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
494	n.c.	Urbaniste Développeur foncier	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Animation de projets urbains et territoriaux*
495	ECAU	Chargée d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
496	Ozone architectures	Architecte, urbaniste	*Conception urbaine, Production d'opérations*

497	CITTA	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
498	Richez_Associés	Chef de projet en composition urbaine	*Conception urbaine*
499	Logement français	Chargé de Mission développement Social et Urbain	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
500	Grand Port maritime de Marseille	Chargée de projets études et territoires	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
501	Communauté urbaine de Bordeaux	Chargée d'opérations, service DDOA	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
502	PNR Haut-Languedoc	Chargé de mission urbanisme, paysage et architecture	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
503	Brest métropole Aménagement	Responsable d'opérations junior	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
504	Commune de Pierrevert (04)	Assistante du chef de projet	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
505	Etablissement public d'aménagement Orly Rungis Seine Amont	Chargé de mission pôle Orly Rungis / Seine	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
506	Entreprise de développement de centrales solaires au sol n.c	Assistant chargé d'études réglementaires	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
507	Conseil général de l'Isère	Chef de projet développement touristique	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
508	ASTYM	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
509	CIDERAL	Chargé d'opérations	*Production d'opérations*
510	Paris Développement	Chargée d'études éco activités	*Analyse et prospective territoriale*
511	Alliade Développement immobilier	Chargée de programmes immobiliers	*Production d'opérations*
512	Conseil régional d'Île-de-France	Chargée de mission	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
513	G2C Environnement	Chargée d'études en urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
514	ESH Toit et Joie	Chargée d'opération	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
515	SEM 92	Chargée d'opérations junior	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
516	Foncière des régions	Assistante de gestion locative et technique	*Gestion urbaine*
517	Communauté urbaine de Bordeaux	Chargé d'études	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
518	Espacité	n.c.	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*
519	SEQUANO	Chargé d'opération junior	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
520	n.c.	n.c.	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
521	PICRI	Animatrice d'ateliers participatifs	*Animation de projets urbains et territoriaux*
522	AID OBSERVATOIRE	Consultante en urbanisme	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
523	Commune de Noisy-le-sec	Chargé de mission habitat	*Analyse et prospective territoriale, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
524	Commune n.c.	Instructeur du droit des sols	*Gestion urbaine*
525	EPA ORSA	Responsable développement durable	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*

526	Créham	Attaché d'études	*Conception urbaine*
527	ECP urbanisme	Chargée d'études urbaniste	*Conception urbaine, Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
528	Commune de Romans-sur-Isère	Responsable adjointe du service urbanisme	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
529	Commune de St Josse-en-Noode (Bruxelles - Belgique)	Gestionnaire de projets	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
530	CAP TERRE	Chargée d'études Aménagement Durable	*Conception urbaine*
531	Internat Energy solutions	Chargée d'affaire urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Gestion urbaine*
532	INterland	Urbaniste chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
533	Association Noeux environnement	Chargé de mission corridor biologique	*Animation de projets urbains et territoriaux*
534	CAHC	Chargé de mission	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
535	ILEX Eastward	Urbaniste assistant	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
536	Conseil général de la Somme	Chef de projet transports interurbains	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
537	Conseil général de la Seine-Saint-Denis	Chargé de coordination territoriale des projets de transports	*Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
538	Urbactis	Chargé d'études Urbanisme	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations*
539	Sambre-Avesnois Immobilier	Chargé d'études techniques	*Conception urbaine, Production d'opérations*
540	Communauté d'agglomération de Vannes	Responsable transports	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
541	n.c.	Chargé de mission	*Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
542	n.c.	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
543	ACT Environnement	Ingénieur Environnement - Chargée d'affaires	*Conception urbaine*
544	Communauté de communes de la Haute Meurthe	Chargé de mission Pôle de l'Eco Construction des Vosges	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
545	Agence d'urbanisme de l'aire avignonnaise	Chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
546	Communauté de communes de Vitry-le-François	Géomaticien	*Analyse et prospective territoriale*
547	Chambre d'Agriculture de l'Aisne	Chargée d'études - Foncier	*Gestion urbaine*
548	URBAM Conseil	Chargée d'études et d'opérations	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux*
549	AECOM	Analyste en planification des transports	*Conception urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux*
550	n.c.	Chargée d'études en Urbanisme et Environnement	*Analyse et prospective territoriale*
551	Ponant Stratégies Urbaines	chargé d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
552	Epareca	Chargée d'études	*Analyse et prospective territoriale, Production d'opérations*
553	Ville de Reims	Chef de projet habitat	*Analyse et prospective territoriale, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
554	Commune de Clichy-sous-bois	Chargée de mission copropriétés	*Gestion urbaine, Animation de projets urbains et territoriaux*

555	Agence d'urbanisme (n.c.)	Chargée d'études habitat foncier	*Analyse et prospective territoriale, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
556	Territoires Sites & Cités	Assistante d'études	*Analyse et prospective territoriale, Conception urbaine*
557	OPH de l'Angoumois	Monteur d'opérations	*Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
558	Consultant libéral	Consultant en aménagement durable	*Gestion urbaine, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux, Animation de projets urbains et territoriaux, Production des savoirs*
559	n.c.	Chargé d'étude urbanisme	*Analyse et prospective territoriale*
560	LMD'architecture	dirigeant	*Production des savoirs*
561	Egis Aménagement	Chargée d'études	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*
562	Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest	Chargée d'opérations - projets d'aménagement de voirie	*Conception urbaine, Production d'opérations, Coordination et conduite de projets urbains et territoriaux*

Table des illustrations

Figure 1. Année d'obtention du diplôme de Master 6
Figure 2. Nombre de répondants et taux de réponse par formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire (sur la base des effectifs totaux déclarés ou estimés) 7
Figure 3. Répartition hommes/femmes de l'échantillon 8
Figure 4. Type d'établissement d'origine avant le cursus de Master en urbanisme 9
Figure 5. Formation initiale des diplômés en urbanisme 10
Figure 6. Suivi d'un stage professionnel dans le cadre de la formation de Master en urbanisme 11
Figure 7. Durée du stage principal 12
Figure 8. Famille d'acteurs de la structure dans laquelle le stage principal a été effectué 12
Figure 9. Taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial 14
Figure 10. Tableau détaillé des taux d'emploi et des taux de chômage par promotion 15
Figure 11. Situation des répondants n'ayant pas un emploi dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial 15
Figure 12. Taux d'emploi dans l'urbanisme des diplômés en fonction de la formation initiale suivie 16
Figure 13. Répartition des répondants exerçant dans l'urbanisme par famille d'acteurs 17
Figure 14. Nom de la structure où exercent les diplômés exerçant dans le domaine de l'urbanisme 19
Figure 15.Les fonctions occupées par les jeunes urbanistes 20
Figure 16. Domaines de compétences du « référentiel métiers » OPQU exercés par les jeunes urbanistes 22
Figure 17. Domaines de compétence exercés selon le type de structure 24
Figure 18. Durée de placement dans le domaine de l'urbanisme et du développement territorial 25
Figure 19. Vitesse de l'insertion professionnelle dans le domaine de l'urbanisme selon les deux promotions de Master. 26
Figure 20. Modalités d'embauche dans le secteur de l'urbanisme 27
Figure 21. Implication de l'établissement de formation dans la diffusion de l'offre de l'emploi 28
Figure 22. Les différents de contrat de travail des jeunes urbanistes 29
Figure 23. Type de contrat selon l'année d'obtention du diplôme 29
Figure 24. Type de contrat selon le sexe du répondant 30
Figure 25. Contrat de travail selon la famille d'acteurs (taux de CDD et des CDI par types de structure) 31
Figure 26. Type de contrat selon la formation initiale 31
Figure 27. Part de cadres chez les jeunes urbanistes 32
Figure 28. Statut du répondant selon l'année d'obtention du diplôme 33
Figure 29. Part des cadres selon le sexe du répondant 33
Figure 30. Statut selon le type de structure 34
Figure 31. Part de cadres dans l'urbanisme selon le type de formation initiale 35
Figure 32. Fourchette de rémunération mensuelle, primes comprises (en euros net) 36
Figure 33. Jugement du niveau de la rémunération 37
Figure 34. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon l'année d'obtention du diplôme 38
Figure 35. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon la formation initiale suivie 39
Figure 36. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon le sexe du répondant 40
Figure 37. Rémunération selon les modes d'exercice public, parapublic, privé 41
Figure 38. Rémunération mensuelle nette, primes comprises, selon le type d'acteur 42
Figure 39. Dimension internationale des débouchés professionnels 43
Figure 40. Pays d'exercice des urbanistes travaillant à l'étranger 43
Figure 41. Région de l'exercice professionnel des jeunes urbanistes 44
Figure 42. Mobilité géographique des urbanistes diplômés en 2008 et 2009 45
Figure 43. Candidatures au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages » 47
Figure 44. Réponses du CNFPT à la candidature au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages » 47
Figure 45. Décision de la commission d'équivalence des diplômes sur la candidature au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages » 48
Figure 46. Taux de réussite au concours d'ingénieur territorial spécialité « Urbanisme, aménagement et paysages » 49
Figure 47. Candidatures au concours d'ingénieur territorial, autres spécialités 49
Figure 48. Candidatures au concours d'attaché territorial spécialité « Urbanisme et développement des territoires » 50
Figure 49. Mesure du sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste 53
Figure 50. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon la formation initiale suivie 54
Figure 51. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon le type de structure 55
Figure 52. Sentiment d'appartenance à la profession d'urbaniste selon le domaine de compétences exercé 56
Figure 53. Aspirations professionnelles des jeunes urbanistes pour les dix prochaines années 57
Figure 54. Notoriété de l'Office Professionnel de Qualification des Urbanistes (OPQU) chez les jeunes diplômés en urbanisme 58

Les membres de la commission insertion professionnelle du CNJU ont travaillé du mois de février 2010 à juin 2011.

Chefs de projet :
- Clément MARQUIS, vice-président du CNJU délégué à l'insertion professionnelle ;
- Olivier CREPIN, membre de la commission insertion professionnelle du CNJU.

Rapporteur :
François FAVARD, membre de la commission insertion professionnelle du CNJU.

Membres de la commission insertion professionnelle :
Pierre COLLARDEY, Olivier CREPIN, François FAVARD, Clément MARQUIS et Carole ROPARS.

Mise en page :
Christophe NOURI, vice-président du CNJU délégué à la communication.

Remerciements :
Les membres de la commission insertion professionnelle du CNJU tiennent à remercier les étudiants et diplômés en urbanisme et aménagement qui ont bien voulu se prêter au jeu du trombinoscope réalisé pour la couverture : Cécile ALTABER, Martin AVERLANT, Audrey BOURDIN, Matthieu BOURG, François BRETON, Alison BRUNIER, Julie BUISSON, Laure CARDINAL, Audrey CECERE, Olivier CREPIN, Baptiste DANEL, Alexandre DELBOS, Tristan FUCHS, Amandine GROUSSIN, Gaëlle HOUEL, Philippe HURTAUX, Doriana KOSTIC, Marie KRIER, Pauline LEROUX, Cécile MAILLARD, Stéphane MAILLARD, Clément MARQUIS, Agathe NOUGARET, Marion PRUDHOMME, Carole ROPARS, Clara SPERDUTO, William TEN HAVE DALLINGA, Antoine SOULIER THOMAZEAU,et Pauline VERGEZ.

Contact CNJU : cmarquis@cnju.fr
Portail Internet : http://www.jeunes-urbanistes.fr

l'insertion professionnelle des jeunes urbanistes panorama 2010

Le Collectif national des Jeunes Urbanistes (CNJU) publie les résultats de sa première enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômés en urbanisme. Conduite au cours de l'année 2010 auprès des diplômés 2008 et 2009 des 18 instituts d'Urbanisme et formations supérieures en aménagement du territoire, cette étude permet de décrypter les conditions d'insertion professionnelle de 800 diplômés de Master sur le marché de l'emploi de l'urbanisme, soit près de la moitié des diplômés formés par ces formations.

Une enquête qui bat en brèche la prétendue inadaptation des formations universitaires en urbanisme au marché de l'emploi...

Dans un contexte de crise éconoique, l'enquête met en évidence la forte employabilité des diplômés en urbanisme issus de Masters. 90% d'entre eux sont issus d'instituts d'Urbanisme rattachés à l'université. le taux d'emploi dans le domaine de l'urbanisme (70%) ainsi que les fonctions occupées par les 562 jeunes urbanistes issus du panel ou encore la rapidité de leur insertion professionnelle donnent des éléments objectifs pour évaluer la bonne adéquation de leurs compétences avec les exigences des employeurs. s'appuyant fortement sur la mise en situation professionnelle (ateliers, stages), les cursus de Master dispensés par les instituts d'Urbanisme démontrent un niveau de qualification tout à fait satisfaisant et un caractère professionnalisant indéniable. Par extrapolation, il est démontré qu'un millier de diplômés en urbanisme issus de l'université ont rejoint la profession d'urbaniste entre octobre 2008 et juillet 2010.

...mais les situations matérielles et statutaires ne sont pas à la hauteur de leurs compétences.

Il convient de s'interroger sur le décalage entre ce niveau de qualification et l'existence de situations matérielles contrastées, notamment sur le plan de la rémunération et du statut des salariés dans le secteur de l'urbanisme (à défaut de convention collective). la restriction de l'accès à la spécialité « urbanisme, aménagement et paysage » du concours d'ingénieur territorial n'a fait qu'accentuer ce « déclassement » dans les collectivités locales (avec 90% de jeunes urbanistes contractuels).

D'une ampleur encore inédite en France, l'enquête se veut une contribution à la constitution d'une veille stratégique sur l'emploi et les domaines de compétences du secteur de l'urbanisme, qui fait encore largement défaut à l'échelle nationale. C'est ce déficit qui explique en grande partie la faiblesse de l'organisation professionnelle des urbanistes français dont le nombre est pourtant estimé par le CNJU à au moins 20 000 personnes.

Le CNJU entend rappeler que l'organisation professionnelle des urbanistes dépend avant tout de ses organes de formation : les instituts d'Urbanisme, présents dans 11 régions françaises. le CNJU souhaite que ces instituts d'Urbanisme soient reconnus comme de véritables réseaux professionnels d'urbanistes.

cnju.fr